

Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou



Faculté des Sciences Economiques, Sciences de Gestion et

des Sciences Commerciales

Département des Sciences Commerciales

Cours première année LMD, semestre 1

Introduction à l'économie

Dr. MOUSSAOUI Abdelhakim

Année universitaire 2024/2025

Introduction générale

Ce polycopié de cours introduction à l'économie est le résultat de plusieurs années d'enseignement en première année LMD. L'économie, en tant que discipline scientifique enseignée dans les écoles et les universités, vise à proposer un ensemble de savoirs construits selon une démarche rigoureuse, afin de donner un éclairage sur de nombreux sujets clés : production, croissance, emploi, investissement, entreprise, marché, etc.

L'économie est présente partout dans nos sociétés. Les sujets et les discours sur l'économie – au sens large – sont omniprésents dans les médias et la vie quotidienne. A la différence des phénomènes naturels (physiques, biologiques ou météorologiques) qui obéissent à des lois scientifiques vérifiables rendant ces phénomènes prédictibles, les faits humains, particulièrement ceux relevant de la sphère économique et sociale, obéissent à des logiques qui relèvent d'une grande complexité.

L'introduction d'un cours d'économie a souvent été l'œuvre d'un pionnier qui estimait qu'une telle initiation était nécessaire à la qualité globale de la formation reçue par les étudiants de son établissement. En dehors de l'université, l'économie est entrée dans de nombreux programmes de formation continue : comme matière fondamentale dans certaines formations qualifiantes, ou comme composante d'un programme d'enrichissement des compétences personnelles (VATE M., 1999).

Les cours et les travaux dirigés afférents à ce présent module visent à satisfaire trois objectifs importants :

- **Les concepts de base** : permettre aux étudiants de se familiariser avec les concepts économiques de base ainsi qu'avec les outils de raisonnement propres à la discipline autrement dit, toute science utilise un vocabulaire, des notions élémentaires, des outils de raisonnement... sans lesquels elle demeure inintelligible.

L'économie, en tant qu'activité réelle, demeure presque insaisissable si on ne dispose pas des codes, du vocabulaire, et de la grammaire appropriés. En clair, si on ne maîtrise pas le langage spécifique de l'économie. Les problèmes économiques, souvent épineux, se posent sans cesse et pèsent d'un poids considérable sur nos choix de consommateur, éventuellement de chef d'entreprise... mais aussi de citoyen/électeur ... lorsqu'il nous faut arbitrer entre les programmes des partis politiques, au sein desquels les grands dossiers économiques comme le

chômage, la croissance, la compétitivité, le pouvoir d'achat, la dette publique... sont souvent débattus, scrutés, évalués, critiqués.

De surcroît, ces problèmes économiques ont plusieurs dimensions. Les solutions sont interdépendantes et complexes. Les conseils des experts de l'économie sont nombreux mais trop souvent contradictoires.

- **Les principales approches théoriques** : que font les économistes ? quels sont leurs buts ? quelles démarche suivent-ils ? Expliquer l'objet de la science économique tel qu'il a été pensé par les auteurs appartenant aux différents courants.

Les économistes cherchent à établir les principes économiques qui serviront à formuler des politiques visant à résoudre les problèmes économiques.

- **L'actualité économique** : pourquoi tout le monde devrait s'intéresser à l'économie ? L'actualité économique est débordante, foisonnante, difficile à appréhender : les problèmes économiques ont souvent plusieurs dimensions, les solutions sont complexes, les conseils nombreux, ...

Permettre à l'étudiant de cerner l'évolution de la science économique dans le temps et dans l'espace. En effet, l'économie est une science dynamique qui change de façon à refléter les évolutions des affaires économiques, de l'environnement, de l'économie mondiale et, plus généralement, de la société.

Les étudiants étudiant l'économie pour comprendre le monde en évolution rapide qui les entoure. Pour cette raison, l'économie est fondamentalement une science empirique. Elle vise d'abord à expliquer le monde qui nous environne et nous aide ensuite à concevoir des politiques économiques susceptibles d'améliorer le niveau de vie des individus dans un pays et à l'étranger.

Les économistes ont fait des progrès considérables dans la compréhension des processus de décision des individus, des ménages et des entreprises., qu'il s'agisse de savoir ce que l'on doit acheter et vendre, ce que l'on doit épargner ou la façon dont il convient d'investir son épargne. Ces progrès modifient la façon dont les Etats conçoivent leurs politiques économiques, qu'il s'agisse de protéger l'environnement, de promouvoir l'éducation et de prendre en compte les changements apportés par l'innovation dans les technologies d'information ou de la mondialisation des marchés économiques.

Dans ces conditions, comprendre les mécanismes fondamentaux du fonctionnement de nos économies se révèle incontournable. A fortiori, dans une économie ouverte sur les échanges avec les autres économies, cela devient même impératif car nos décisions individuelles et collectives ont des effets sur les autres et réciproquement.

Cependant, la recherche économique génère continuellement de nouveaux développements, qui doivent être transmis aux étudiants y compris dans un cours introductif.

Dans ce cours d'initiation à l'économie, les principales questions économiques sont abordées avec un langage qui se veut le plus simple et le plus clair possible. Le programme du cours est ainsi structuré en plusieurs chapitres.

Chapitre 1 : Objet d'étude et méthode de la science économique

Chapitre 2 : Les problèmes économiques fondamentaux

Chapitre 3 : Les interdépendances entre les acteurs et les principales opérations économiques

Chapitre 4 : La monnaie

Chapitre 5 : La croissance de la production et ses facteurs

Chapitre 1 : Objet d'étude et méthode de la science économique

L'économie comme l'histoire et la psychologie, appartient à la grande famille des sciences humaines dont le point commun est d'avoir le même objet d'étude : l'être humain. Chaque science se définit par un domaine d'étude et des méthodes qui lui sont propres.

L'économie est une science sociale, elle doit non seulement expliquer les faits économiques (prix, production, consommation, marchés...), mais aussi préciser comment les rapports sociaux interviennent dans la formation de ces catégories.

Les grands problèmes mondiaux du moment (chômage, crise industrielle, famine...) ont des origines et des conséquences économiques. Comprendre ces problèmes exige par-là même que soient détenues un certain nombre de connaissances, théoriques ou pratiques, quantitatives, en économie. Les fondements de cette connaissance économique de base sont à rechercher dans deux directions principales : l'analyse de l'activité économique, l'objet de la science économique.

Maitriser les définitions de l'économie et porter un éclairage sur les concepts de base de l'économie sont les objectifs de ce chapitre premier.

1. L'objet de la science économique

La science économique est bien entendu une science humaine puisque qu'elle a pour objet d'étude l'être humain, mais aussi une science sociale, puisque qu'elle étudie les individus au sein de la société.

La science économique, que l'on appelait autrefois « économie politique », a pour objet la connaissance des règles de fonctionnement auxquelles obéissent les activités économiques telles qu'elles s'organisent spontanément au sein des collectivités humaines.

L'activité économique a pour fin la satisfaction des besoins par le moyen de la création de biens. La science économique étudie principalement l'ajustement des moyens aux besoins.

1.1. Définitions de l'économie

En réalité, il n'existe pas une seule définition de l'économie, mais plusieurs définitions. Chaque définition renvoyant à des réalités sous-jacentes différentes. La définition de l'économie n'est pas consensuelle. Ses contours et son contenu varient en fonction des auteurs et des courants de pensée.

Le sens étymologique de terme économie dérive du grec ancien *oikonomia*, gestion de la maison, constitué d'*oikos*, maison, et *nomos*, gérer, administrer. Etymologiquement, l'économie est l'art de bien administrer une maison, de gérer les biens d'une personne, puis par extension d'un pays. Plus généralement, l'économie est une science sociale qui étudie la production, la répartition, la distribution et la consommation des richesses d'une société. Le principe général qui sous-tend l'économie, en particulier pour les ressources limitées ou rares, est celui de la rentabilité. Elle consiste à consommer un minimum de moyens en vue de réaliser un maximum de profits. Dans son acception actuelle, ce mot désigne deux réalités distinctes : En premier lieu, l'ensemble des activités généralement regroupées sous ce terme ; en second lieu, la science constituée pour étudier ces activités. Les activités économiques sont traditionnellement celles qui relèvent de la consommation, de l'échange et de la production, ou encore de l'épargne et de l'investissement.

La science économique : peut être défini selon l'analyse économique. Cette dernière tient compte du fait que les hommes éprouvent des besoins illimités, quels qu'ils soient. Cependant, les ressources sont limitées et donc rares. Par exemple, le temps, l'argent ne sont pas inépuisables. Ceci engendre l'obligation de choix dans l'allocation des ressources, et donc un choix dans les besoins que l'on va satisfaire. La science économique se donne pour objectif de résoudre le problème de la rareté des ressources. De manière générale, toute théorie économique manipule des concepts de base qui définissent :

En tant que science sociale, l'économie se situe entre les deux extrémités de la connaissance. Celle-ci comprend d'un côté, les « sciences dures », comme la physique ou la chimie, de l'autre, la poésie ou les arts. C'est une science récente. Sa définition a évolué au cours de l'histoire. Considérée comme une science des richesses par les économistes classiques de la fin de XVIII^e siècle, elle devient science de l'échange marchand chez les néoclassiques du XIX^e siècle. Au XX^e siècle, elle apparaît comme une science des choix efficaces. Aujourd'hui, une synthèse de la notion d'économie est proposée. Elle tient compte des apports successifs des différents économistes.

1.1.1. L'économie comme science des richesses

L'enrichissement est le but fondamental de l'individu et de la société. La science économique est définie alors comme la science de la richesse, de la même façon qu'il y a une science de la lumière et des planètes. Adam Smith dans son ouvrage « Recherches sur la nature

et les causes de la richesse des nations » publié en (1776). « L'économie politique se propose d'enrichir à la fois le peuple et le souverain ».

Pour Jean-Baptiste Say (1767-1832) dans son ouvrage *Traité d'économie politique* paru en (1803) « L'économie politique enseigne comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses qui satisfont aux besoins des sociétés ».

Les classiques ne considèrent que la richesse matérielle. Ils négligent les services. Adam Smith distingue le travail productif qui ajoute de la valeur aux objets et le travail improductif qui s'exerce dans le domaine des services.

Cette conception restrictive de la richesse sera reprise par Marx, notamment dans certaines interprétations de la notion de travail improductif. Elle conduira le système de comptabilité soviétique à ne retenir que la seule production de biens matériels comme création de richesses, dans le cadre d'une comptabilité du « produit matériel net ».

Devant la nécessité de prendre en compte les services dans l'activité économique, le champ de l'économie s'est élargi. L'économie est devenue science des richesses matérielles et immatérielles. Globalement, on peut recentrer la richesse autour d'une conception simple : est richesse tout ce qui satisfait un besoin, tout ce qui a une utilité.

1.1.2. L'économie comme science de l'échange marchand

Un bien ou un service n'a pas de valeur en soi, il n'a de valeur que s'il satisfait un besoin, que s'il a une utilité. Or le problème qui se pose est comment vérifier cette utilité et donc comment mesurer la valeur de ces biens ?

Économistes néoclassiques [(Stanley Jevons (Cambridge), Carl Menger (Vienne), Léon Walras (Lausanne))] : L'économie a pour objet l'étude des fondements de l'échange marchand. Un bien n'a pas de valeur en soi : La valeur n'apparaît que dans l'échange, un bien n'a d'utilité que s'il satisfait à un besoin, l'économie devient la science des prix, Est économique tout ce qui se traduit par un prix.

A partir de cette conception de l'économie, la préoccupation des économistes va se porter principalement sur la formation des prix et l'analyse des différentes catégories de marché.

Cette conception recouvre certaines limites. D'une part, l'économie, science des prix ou de l'échange, ne s'intéresse aux activités humaines que dans la mesure où ces activités s'inscrivent dans un rapport d'échange.

D'autre part, les systèmes sans marché ou les économies sans échange seraient hors du champ de l'économie. Or, ces systèmes comme ces sociétés sont en lutte à des difficultés de nature économique.

1.1.3. L'économie, science des choix efficaces

Dans son ouvrage intitulé : *Essai sur la nature et la signification de la science économique*, publié en 1947, Lionel Robbins a défini l'économie comme la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usages alternatifs.

Cette définition nous donne une précision sur le fait que la rareté des biens oblige à faire des choix. L'être humain éprouve des besoins nombreux, ses ressources ne l'étant pas, se pose le problème de choix. A titre d'exemple, au niveau macroéconomique, les pouvoirs publics s'interrogent sur l'affectation des dépenses du budget de l'Etat entre différents secteurs d'activité économique. C'est le cas d'un offreur qui, en fonction d'un budget restreint, doit choisir quelles ressources il consacre aux dépenses de matières premières, de capital ou de travail.

Le choix suppose que chaque individu, le vendeur ou le gouvernement est confronté à un problème de maximisation de sa satisfaction, de son profit ou du bien-être de la nation sous les contraintes qu'imposent, pour l'individu, son revenu, pour le vendeur, ses ressources, pour le gouvernement, le budget de l'Etat.

Suivant cette définition, la démarche de l'économiste sera de rechercher ce que coûte la disposition d'une unité supplémentaire d'un facteur de production, d'un bien ou d'une dépense publique, compte tenu des ressources disponibles et du prix des biens ou des facteurs de production considérés. Cette conception renvoie à la notion d'utilité marginale.

Cette notion de choix appelle au moins trois remarques :

- La nécessité d'un choix provient du fait que la variété des besoins est illimitée et tend même à se reproduire à mesure d'une société se développe ; or, en dépit de la limitation de chacun de ces besoins par un niveau de satiété, les ressources disponibles sont toujours insuffisantes pour qu'il soit possible de les satisfaire tous ;

- Dans la confrontation des moyens limités avec des besoins beaucoup plus vastes, le choix reste possible à cause de la substituabilité des biens pouvant satisfaire un même besoin, mais aussi de la substituabilité des besoins entre eux ;
- Un choix est résultat d'un calcul, effectué au moins de manière implicite

En effet, la notion de l'économie comme science des choix est moins restrictive que celle considérant l'économie comme science de l'échange marchand. Science des choix, elle conduit à n'exclure aucun acte humain de l'activité économique. Chaque individu adopte un comportement calculateur. Il compare ce qu'il gagne à ce qu'il perd pour chacune de ses activités. La science économique devient alors une science de l'action humaine, ou encore une science praxéologique¹.

Par conséquent, cette conception ne permet pas de définir parfaitement ce qu'est l'économie.

D'une part, le raisonnement qui vise à maximiser les moyens disponibles en vue de satisfaire des objectifs n'est pas spécifique à l'économie. On retrouve ce raisonnement par exemple, dans la démarche d'un entraîneur d'une équipe sportive qui, à l'occasion d'un match donné, va composer l'équipe la plus performante compte tenu de son effectif disponible.

D'autre part, la démarche rationnelle qu'implique la science des choix s'appuie sur le comportement d'un Homo oeconomicus qui serait coupé de tout contexte social et historique.

Afin de prendre en compte les différentes approches de l'économie qui ont contribué à l'élaboration de la pensée économique, des définitions de synthèse de l'économie ont été proposées.

1.2. Définitions de synthèse

Les définitions suivantes d'E. Malinvaud, R. Barre et P. Samuelson, extraites de leurs manuels d'économie, sont représentatives d'une approche synthétique de l'économie. Cette approche aborde tous les éléments discutés précédemment : la satisfaction des besoins, la rareté des biens, les actes économiques fondamentaux. Cette approche abandonne la conception de la science des choix pour tenir compte de la société et des institutions dans la définition de l'économie.

¹ Ludwig Von Mises, L'action humaine, PUF, 1985.

- **La définition d'E. Malinvaud**

« L'économie est la science qui étudie comment les ressources rares sont employées pour la satisfaction des besoins des hommes vivant en société ; elle s'intéresse, d'une part, aux opérations essentielles que sont la production, la distribution et la consommation des biens et, d'autre part, aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations » (Edmond Malinvaud, in "Leçons de théorie microéconomique", Dunod, Paris, 1986).

- **La définition de R. Barra**

« La science économique est la science de l'administration des ressources rares. Elle étudie les formes que prend le comportement humain dans l'aménagement de ces ressources, elle analyse et explique les modalités selon lesquelles un individu ou une société affecte des moyens limités à la satisfaction des besoins nombreux et illimités » (Raymond Barre, économie politique, PUF, Paris, coll. « Thémis », 1969, tome I).

- **La définition de P. Samuelson**

« L'économie est l'étude de la façon dont l'homme et la société choisissent avec ou sans recours à la monnaie, d'employer des ressources productives rares qui sont susceptibles d'emplois alternatifs, pour produire divers biens, et les distribuer en vue de la consommation, présente ou future, des différents individus et groupes qui constituent la société ». Paul A. Samuelson, L'Economique. Paris, Armand Colin, Coll. « U », 1972, tome I).

1.3. Distinction de l'économie des autres sciences humaines

L'économie est une science humaine qui s'intéresse à l'homme, en se distinguant des autres sciences humaines qui prennent l'homme pour objet : psychologie, psychanalyse et anthropologie.

- L'économie est focalisée sur les comportements humains, rationnels et efficaces ;
- Elle étudie donc la rationalité de l'homo-economicus (individu rationnel) ;
- La rationalité en économie est l'utilisation la plus efficace possible des moyens disponibles dans le but d'atteindre un objectif donné.

2. Le raisonnement économique

Pour résoudre le conflit entre l'existence par nature illimitée des besoins et le caractère limité des biens, l'homme doit procéder à des choix économiques ; ainsi doit-il par exemple chercher à obtenir le maximum de satisfaction à partir de ressources budgétaires limitées dont il dispose, ou encore à minimiser ses dépenses en vue d'atteindre un niveau donné de

satisfaction. Plus généralement encore, les choix économiques s'effectuent à l'occasion de trois grands moments de la vie économique :

- la production, c'est-à-dire la réalisation de biens et de services ;
- la répartition, c'est-à-dire la destination de la production et la formation des revenus ;
- et la dépense, c'est-à-dire l'acquisition des biens et des services.

Suivant les économistes Joseph E. Stiglitz, Carl E. Walsh, Jean-Dominique Lafay, la science économique étudie comment les individus, les entreprises, les pouvoirs publics et d'autres organisations sociales font des choix, et comment ces choix déterminent la façon dont sont utilisées les ressources de la société.

Pour comprendre comment les individus font des choix et les conséquences de ces choix sur les ressources de la société, on examinera cinq concepts dont le rôle est central en économie : les arbitrages, les incitations, l'échange, l'information et la distribution.

2.1. Arbitrages

Tout choix implique des arbitrages. Dépenser plus pour une chose implique d'avoir moins à dépenser pour une autre. Consacrer plus de temps à étudier l'économie laisse moins de temps pour étudier la physique.

Chacun d'entre nous doit en permanence effectuer des choix – les étudiants peuvent travailler à la bibliothèque ou dans leur chambre, poursuivre leurs études ou travailler à plein temps.

Les sociétés doivent elles aussi faire des choix – conserver des espaces verts plutôt que d'autoriser la construction de logements, produire des ordinateurs et importer des téléviseurs plutôt que faire l'inverse, baisser les impôts plutôt qu'augmenter les dépenses publiques. Dans certains cas, les individus ou les Etats font ces choix de façon explicite. Il n'en reste pas moins que les choix font intervenir à chaque fois des arbitrages. Obtenir plus d'une chose implique d'en avoir moins d'une autre. La rareté oblige à faire des arbitrages.

La rareté occupe une place centrale en économie : c'est par ce que les ressources sont rares que les choix ont de l'importance. Chacun d'entre nous est obligé de faire des choix en raison du montant limité de son revenu. On ne peut pas s'offrir tout ce que l'on souhaite. Si l'on dépense plus pour son logement, on dispose de moins d'argent pour acheter des vêtements ou

s'offrir des loisirs. Mais le caractère limité du revenu n'explique pas à lui seul pourquoi nous sommes obligés de faire des arbitrages.

Tous les économistes sont d'accord pour reconnaître le rôle déterminant de la rareté. Cette idée se résume comme suit : il n'existe pas de repas gratuit. Avoir plus d'une chose implique de renoncer à une autre. Du fait de la rareté. Les arbitrages sont des réalités permanentes de la vie.

La rareté des ressources et, par conséquent, la nécessité d'effectuer des arbitrages sont une réalité de la vie quotidienne.

2.2. Incitations

Lorsqu'ils font des choix, les individus répondent à des incitations. C'est une chose de dire que nous sommes tous confrontés à des arbitrages quand nous devons faire des choix. C'en est une autre de comprendre comment les individus et les entreprises effectuent ces choix et comment ces derniers peuvent changer selon les circonstances économiques. Les entreprises vont-elles par exemple décider d'accroître ou de réduire le montant de leur main-d'œuvre quand de nouvelles technologies apparaissent ? les individus vont-ils acheter de nouveaux types d'automobiles quand le prix de l'essence augmente ?

Toute personne confrontée à un choix évalue les avantages et les inconvénients des différentes options envisageables.

De même, une entreprise évalue les avantages et les inconvénients des différentes options en fonction de leurs effets respectifs sur ses profits. Par exemple, une chaîne de restauration tiendra compte, pour implanter un nouveau restaurant, des avantages et des inconvénients de toutes les localisations possibles.

Quand des décideurs pondèrent de façon systématique les avantages et les inconvénients des options envisageables, on peut prévoir leur réaction quand les conditions économiques changent. Une hausse du prix de l'essence accroît les coûts des déplacements en automobile, mais le coût d'utilisation d'une automobile qui consomme peu augmente moins que celui d'un véhicule de grand tourisme. Les ménages qui veulent acheter une automobile vont être incités à choisir un modèle qui consomme peu.

Les économistes étudient les choix en se focalisant sur les incitations qu'ils définissent comme les avantages (y compris les réductions de coût) qui font pencher un décideur en faveur

d'une option particulière. Parmi les nombreux facteurs qui peuvent influencer sur les incitations, les prix font partie des plus importants. Si le prix de l'essence augmente, les individus sont incités à moins utiliser leur automobile. Si le prix des lecteurs MP3 baisse, les incitations à en acheter un sont plus fortes. Quand le prix d'un bien augmente, les entreprises sont incitées à en produire une plus grande quantité, afin d'accroître leurs profits. Quand un facteur utilisé pour la production devient plus cher, le travail par exemple, les entreprises sont incitées à rechercher de nouvelles méthodes visant à économiser cette ressource. Les incitations sont également influencées par les rendements anticipés de différentes activités. Si la rémunération du titulaire d'un master augmente par rapport à celle du titulaire d'une licence, les étudiants seront plus incités à poursuivre leurs études au-delà de la licence.

Quand les économistes étudient le comportement des individus ou celui des entreprises, ils s'intéressent en priorité à leurs incitations. Ces incitations sont parfois faciles à identifier. Si l'on augmente le nombre des cours nécessaires pour obtenir un master, les incitations des étudiants à aller au-delà de la licence diminueront.

Bien identifier les incitations et les « désincitations » à agir dans un sens ou un autre est l'une des premières choses que doit faire un économiste quand il veut comprendre les choix d'un individu ou d'une entreprise.

Les décideurs réagissent aux incitations celles-ci sont importantes pour comprendre les choix effectués. Quand ils font des choix, les décideurs répondent aux incitations existantes.

2.3. Echange

D'une façon ou d'une autre, les décisions prises par les individus, par les ménages, par les entreprises ou par l'Etat (compte tenu des conditions d'arbitrage et en réponse à des incitations) déterminent la manière dont les ressources limitées de l'économie sont utilisées, y compris la terre, les machines, le travail et les autres ressources naturelles. La clé permettant de comprendre comment ces processus se déroulent se trouve dans le rôle joué par l'échange volontaire sur les marchés.

Dans les sociétés modernes des millions d'échanges ont lieu. Très peu de personnes produisent elles – mêmes tous les biens et services qu'elles souhaitent consommer. Au lieu de cela, les policiers, les enseignants, les avocats, les travailleurs de bâtiment vendent les services de leur travail à l'Etat, à un établissement scolaire, à un client ou à un entrepreneur de bâtiment, puis échangent le revenu gagné contre les différents biens et services qu'ils désirent consommer

- biens et services produits auparavant par d'autres. Il est important de bien comprendre que dans un échange volontaire, les deux parties sont gagnantes. Chaque fois qu'il y a échange volontaire entre deux personnes ou entre une personne et une entreprise ou entre des habitants de deux pays différents, l'échange est en mesure d'améliorer le bien-être de l'un et de l'autre.

Les économistes considèrent qu'il y a marché chaque fois qu'il y a échange. Pendant des milliers d'années, les sociétés ont affecté un lieu précis à la réalisation des échanges, en créant notamment des « places de marché » dans les villes et les villages. En économie, le concept de marché décrit toute situation où se produisent des échanges même si ces « marchés » ne ressemblent pas tous au marché de village traditionnel ou aux marchés financiers modernes.

Dans une économie de marché comme celle des Etats-Unis, la plupart des échanges sont marchands et ils sont guidés par les prix des biens et services concernés. Les produits qui sont plus rares ou qui demandent plus de ressources pour leur production sont vendus à un prix plus élevé. Les marchés permettent donc aux consommateurs et aux entreprises de faire des choix qui reflètent la rareté et qui, par voie de conséquence, conduisent à une utilisation efficace des ressources.

Tous les choix sont le fait des individus et des entreprises. Les individus prennent des décisions qui correspondent à leurs propres souhaits selon les incitations auxquelles ils sont confrontés. Les entreprises prennent des décisions qui maximisent leurs profits et pour atteindre cet objectif, elles essaient de produire les biens que souhaitent les consommateurs aux coûts les plus bas. Ces consommateurs sont doublement gagnants : les biens qu'ils obtiennent correspondent à leurs souhaits et les prix qu'ils paient pour cela sont les plus bas possible. Dans l'ensemble, les marchés permettent une utilisation efficace des ressources de la société.

L'étude de l'échange sur les marchés est un élément clé pour comprendre comment les ressources sont allouées, quels biens sont produits et qui gagne quoi. Les individus gagnent à l'échange volontaire et, dans les économies de marché, les échanges marchands permettent une utilisation efficace des ressources.

2.4. Information

Pour faire de bons choix, il faut disposer d'information. Il est en effet difficile de comparer les avantages et les coûts si l'on ne connaît ni leur nature ni a fortiori leurs montants. Une entreprise qui envisage d'acheter un nouveau logiciel doit non seulement connaître les coûts des différentes options possibles mais aussi les capacités et les limites de chaque option.

A bien des égards, l'information est semblable aux autres biens et services. Les individus et les entreprises désirent acquérir de l'information et des institutions spécialisées se sont développées pour leur en vendre. Dans de multiples domaines, des organismes visant à fournir de l'information aux consommateurs se sont également créés. Aux Etats-Unis, Consumer Reports en est le meilleur exemple. L'internet est aussi maintenant une source importante d'information indépendante pour les consommateurs. Sous certains aspects, l'information diffère cependant de façon fondamentale des autres biens. Si un vendeur de voitures peut vous laisser essayer le modèle de votre choix avant l'achat, un vendeur d'information ne peut pas faire la même chose. En effet, dès que vous avez pris connaissance d'une information, vous n'avez plus aucune incitation à l'acheter. De plus, à la différence d'un croissant ou des fruits et légumes, l'information peut être partagée gratuitement.

La structure des marchés et la façon dont ils peuvent fonctionner dépendent de façon décisive de l'information dont disposent les décideurs.

Dans certains domaines, le rôle de l'information est capital, au point de modifier la nature même du marché. Dans le cas des automobiles d'occasion, les vendeurs et les acheteurs qui négocient le prix d'un véhicule bénéficient souvent d'une information très différente quant à la qualité de celui-ci. Si le vendeur est mieux informé que l'acheteur, il est incité à présenter de façon erronée l'état du véhicule qu'il vend, dans la mesure où meilleure qualité est synonyme de meilleur prix.

Quand les consommateurs manquent d'information pour effectuer des choix, l'Etat intervient fréquemment pour obliger les entreprises à leur en fournir. La Securities and Exchange Commission (SEC), l'institution chargée de superviser les marchés financiers américains impose aux entreprises certaines obligations de publicité sur leurs comptes et leur activité avant de les autoriser à introduire leurs actions sur le NYSE (New York Stock Exchange, la bourse américaine), cela garantit aux investisseurs privés une information relativement fiable, utile pour leurs décisions d'investissement.

Même en l'absence de réglementation, les entreprises ont des incitations à signaler aux acheteurs que leurs produits sont de bonne qualité. Pour cela, elles vont offrir des garanties qu'un producteur de produits de basse qualité ne pourra pas accorder.

L'imperfection de l'information peut aussi venir interférer avec les incitations. Les employeurs veulent inciter leurs employés à bien travailler. Une façon d'atteindre cet objectif

est de lier la rémunération du salarié concerné à sa productivité. Cependant, celle-ci est souvent difficile à mesurer et, si cette mesure est trop imparfaite, on voit mal comment il est possible de déterminer les rémunérations sur cette base.

L'information, ou son absence, joue un rôle central dans la détermination de la forme des marchés et dans la capacité des marchés privés à promouvoir une utilisation efficace des ressources rares de l'économie.

2.5. Distribution

Les marchés déterminent le montant des biens et services que produit la société et la façon dont ces biens et services sont alloués à ses membres.

L'économie de marché ne détermine pas seulement les biens qu'il convient de produire. Elle fixe aussi les quantités à produire et pour qui. Beaucoup estiment que le marché distribue les biens entre les ménages de manière discutable. Tout comme des personnes qui prennent part à des enchères, ce que les participants au marché veulent et peuvent payer dépend de leur revenu. Les revenus diffèrent nettement selon les professions. Certains groupes d'individus, notamment ceux qui n'ont aucune qualification valorisée par le marché, reçoivent un revenu tellement faible qu'ils ne peuvent ni se nourrir ni se soigner sans aide. L'Etat fournit de l'assistance sous la forme de mesures visant à réduire l'inégalité des revenus.

Les mesures qui amortissent l'impact des marchés sur la distribution risquent toutefois d'émousser les incitations économiques. Alors que les prestations sociales constituent un filet de protection essentiel pour les personnes pauvres, les impôts et les cotisations nécessaires pour les financer peuvent dissuader les contribuables de travailler ou d'épargner. Par conséquent, les efforts de l'Etat pour redistribuer les revenus peuvent aller à l'encontre de l'efficacité économique.

Le fait que l'on fasse confiance en priorité aux décisions privées dans plusieurs pays, traduit l'idée, partagée par la plupart des économistes, que cette confiance est justifiée et nécessaire pour que le système économique soit efficace. Cela n'exclut pas toutefois que certaines interventions de l'Etat puissent être souhaitables. Déterminer l'équilibre entre préoccupations d'égalité (ou préoccupations d'équité) et préoccupations d'efficacité, tout comme déterminer l'équilibre entre secteur public et secteur privé, fait partie des grands problèmes de l'économie moderne. Comme toujours, des arbitrages sont inévitables.

3. Les méthodes de l'économie

On entend par méthode, dans toutes les branches de la connaissance humaine, les démarches suivies par la raison dans l'étude d'un certain objet afin d'arriver à une loi générale. C'est l'art d'organiser les idées de telle manière qu'on arrive à découvrir une vérité inconnue ou à prouver la validité d'une idée connue. La méthode est donc l'ensemble des démarches suivies par la pensée afin de dégager la connaissance. Il s'agit là d'une succession d'étapes, c'est-à-dire un chemin parcouru par la raison vers la connaissance. Ce chemin de la pensée ne représente pas un simple parcours car il s'associe à une organisation conceptuelle.

En général, les méthodes utilisées pour acquérir la connaissance économique ne diffèrent pas des méthodes de la recherche scientifique.

L'économie est une façon particulière d'étudier les comportements des hommes. C'est la science des choix, ou science de la décision, dans un cadre de rareté. Quelles sont les démarches et les méthodes adoptées par la science économique ? Elle bâtit son raisonnement à partir d'hypothèses, en s'efforçant plus d'expliquer la réalité, que d'indiquer ce que devraient être les choses. Enfin, elle se place autant au niveau de l'individu que de l'ensemble des individus.

Les phénomènes économiques peuvent être étudiés selon plusieurs critères d'analyse. Les méthodes permettant d'étudier ces phénomènes sont différentes selon le mode de raisonnement retenu, la démarche adoptée, l'échelle de l'analyse, le rôle du temps dans l'analyse.

3.1. Hypothèses, lois et modèles en science économique

L'observation des phénomènes économiques conduit à s'interroger sur les relations qui peuvent exister entre les variables économiques. On est par exemple conduit à se demander quels sont les liens entre le prix et la demande d'un bien, entre le volume d'investissement des entreprises et le niveau du taux d'intérêt.

Les économistes font alors apparaître des lois qui semblent gouverner le comportement des agents. On dépasse dans ce cas la réalité et on se situe au niveau de la théorie économique. Partant de l'observation des budgets des ménages, l'économiste autrichien Engel (1857) a ainsi pu mettre en évidence que la part du revenu consacrée à la dépense alimentaire diminuait quand le revenu augmentait. La généralisation de son étude est connue sous le nom de loi d'Engel.

Une loi est un raisonnement théorique destiné à donner une représentation des liens entre les variables économiques. Les lois sont fondées sur des hypothèses plus ou moins contraignantes.

Une hypothèse est une simplification de la réalité qui rend possible la formulation de théories compréhensibles et utilisables.

Par exemple, l'analyse de la production suppose que l'entreprise recherche en toutes circonstances la maximisation de son profit, même si cela n'est pas toujours vérifié dans la réalité. En effet, l'entreprise est incarnée par des hommes qui recherchent le pouvoir, l'augmentation des parts de marché, la pérennité de l'entreprise. L'analyse du consommateur repose sur l'hypothèse de rationalité de son comportement, c'est-à-dire la recherche du maximum de satisfaction compte tenu de son revenu.

Enfin, les hypothèses et les lois permettent de construire des modèles. **Un modèle** est un ensemble d'hypothèses et de lois qui donne une représentation théorique du fonctionnement de l'économie. Comme dans toute démarche scientifique, les modèles sont confrontés aux faits : la validité d'une théorie repose sur la capacité de ses conclusions à expliquer les faits.

3.2. Le mode de raisonnement

Deux méthodes de raisonnement, basées sur des principes différents, peuvent être retenues dans l'analyse économique : la méthode déductive et la méthode inductive.

3.2.1. La méthode déductive

Cette méthode consiste à déduire des propositions par un raisonnement logique à partir de prémisses ou des hypothèses particulières, sans faire appel à l'observation des faits. Le raisonnement déductif a été beaucoup utilisé par les néo-classiques, l'homme est rationnel, il cherche à maximiser son utilité. De plus, il existe un ordre économique cohérent qui peut être analysé par la mathématique qui, par sa rigueur, est la plus apte à exprimer la réalité économique.

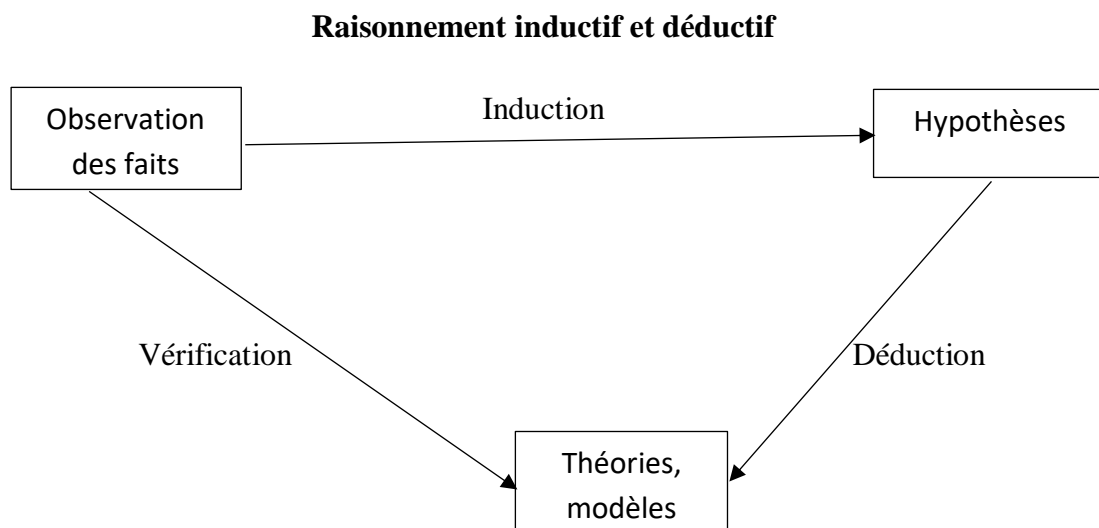
Exemple : Si nous partons de l'hypothèse que la consommation des ménages dépend du revenu, nous pouvons définir la consommation des ménages (C) en fonction du revenu (R). Supposant que $C=300+0,5R$. A partir de cette hypothèse qui définit la consommation, quatre déductions sont possibles.

- La consommation est positive même si le revenu est nul. $C=300$ quand R est nul. La valeur de cette consommation représente le montant d'une consommation « incompressible », même si un individu n'a pas de revenu, il doit consommer pour vivre. Il s'endette ou il bénéficie d'une aide sociale ;
- La consommation croît avec le revenu. Lorsque $R=120$ puis 250 , $C=360$ puis 425 ;
- La consommation n'augmente pas dans les mêmes proportions que le revenu. Quand R augmente de 120 , C n'augmente que de 60 .
- La quantité moyenne consommée (C/R) baisse quand le revenu augmente. Si $R=120$, $C/R=360/120$ soit 3 . Lorsque $R=250$, $C/R= 1.70$.

3.2.2. La méthode inductive

Cette méthode part de l'observation des faits pour dégager des principes généraux ou des lois explicatives, c'est-à-dire partir de cas particuliers pour aboutir à des conclusions générales. Par la méthode inductive nous allons établir le rapport qui existe entre la consommation des fruits et leurs prix, et cela en utilisant les statistiques sur l'évolution de la consommation des fruits et leurs prix.

Bien qu'opposées, les méthodes déductive et inductive sont utilisées conjointement dans l'analyse économique. En somme, le raisonnement, en économie, est à la fois inductif et déductif.



3.3. La démarche retenue

L'analyse économique retient soit une démarche positive, soit une démarche normative.

3.3.1. La démarche positive

Cette démarche se fonde sur les faits observables. Son but est d'expliquer la réalité telle qu'elle est. Elle fait appel aux informations disponibles. Par exemple, la proposition suivante de Ricardo, une différence de coût de production, donc de prix des produits entre les pays, est à l'origine de l'échange international, est une proposition de nature positive. Elle peut être confirmée en recourant à l'observation.

3.3.2. La démarche normative

La démarche normative se fonde sur une représentation subjective des faits. Son but est d'expliquer la réalité telle qu'elle devrait être. Elle suppose un jugement de valeur sur ce qui est bon et ce qui est mauvais en économie. Soutenir que le libre-échange est préférable au protectionnisme et que tous les pays ont un intérêt à l'échange est une proposition de nature normative. C'est exprimer un jugement de valeur sur ce qui est bien ou mal pour l'économie d'un pays.

3.4. Les différents niveaux d'analyse

L'analyse économique est différente selon le niveau auquel se place l'observateur : on distingue l'analyse microéconomique de l'analyse macroéconomique ou méso économique. Toutefois, les recherches récentes en économie mettent l'accent sur les fondements microéconomiques de la macroéconomie.

3.4.1. La perspective microéconomique

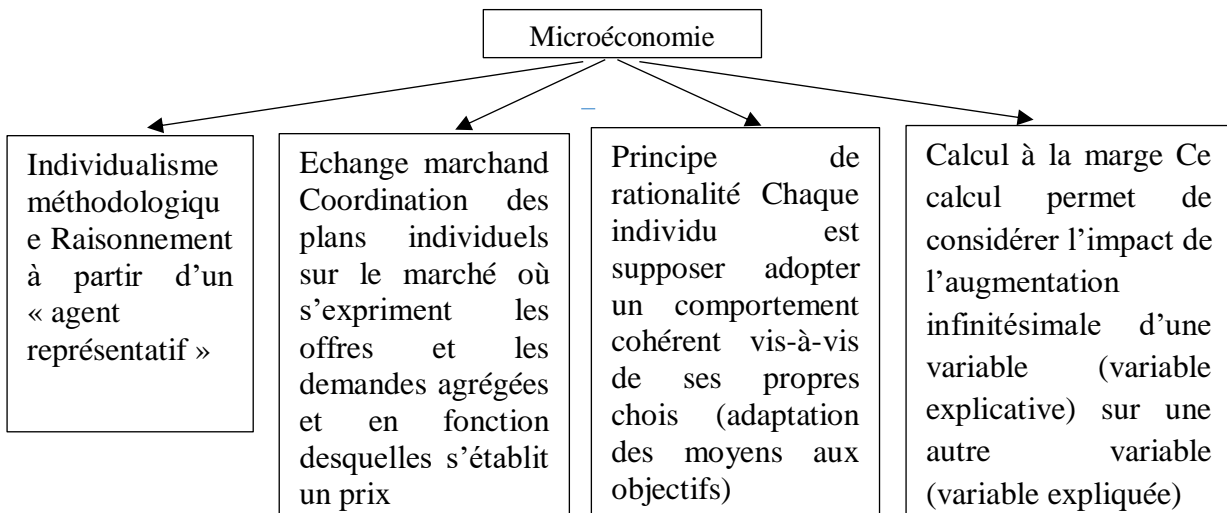
La microéconomie est une branche de l'économie qui s'intéresse à l'étude du comportement humain à l'échelon d'un individu, dans sa capacité à utiliser de manière optimale ses ressources, nécessairement limitées. L'économiste considère généralement les besoins et les objectifs comme illimités, mais il ne porte pas de jugement sur les choix de l'agent en fonction des goûts et des préférences de ce dernier. Par ailleurs l'économiste ne détermine pas le niveau que le consommateur souhaite atteindre en termes de satisfaction, ou bien le niveau des profits que l'entreprise souhaite réaliser : c'est à l'agent économique de le faire à l'issue d'un calcul économique. En fonction des contraintes qui s'imposent à lui, notamment en termes de ressources financières et de temps, l'agent économique souhaite atteindre ses objectifs de la meilleure manière possible. Il devra pour cela réaliser des arbitrages, comme faire un choix entre deux biens pour le consommateur, ou entre deux facteurs de production pour le producteur

(travail et capital). Dès lors, l'usage d'une certaine quantité d'un bien conduit l'agent à renoncer à tout ou partie de l'usage d'un autre bien. La microéconomie considère que l'agent est en mesure de faire un calcul coût/bénéfice qui le conduira à choisir la meilleure façon d'utiliser ses ressources pour maximiser sa satisfaction (dans le cas du consommateur) ou son profit (dans le cas du producteur). Il est important de noter que cette branche de l'économie reprend comme postulat essentiel celui de l'existence de lois naturelles censées ramener le système économique spontanément à l'équilibre, tout en garantissant l'optimisation des intérêts privés.

La microéconomie adopte une démarche positive d'interprétation des faits, ou sens où elle s'attache à décrire ce qui est : elle ne porte pas de jugement moral ou philosophique (valeurs, éthique, préférences politique) sur le comportement des individus en société. D'ailleurs, l'agent économique dans ce type de raisonnement se détermine de façon purement indépendante : il le fait sans tenir compte des actions des autres agents (ainsi, le consommateur cherche à maximiser sa propre satisfaction sans se préoccuper des impacts possibles sur les autres consommateurs et indépendamment de la demande de ces derniers). Dès lors, l'analyse microéconomique ignore les aspects normatifs (ce qui devrait être) : la consommation est toujours envisagée comme la recherche d'une satisfaction, et non comme un choix fondé sur un système de valeurs et de préférences.

Exemple : acheter de la nourriture bio sera perçu comme un arbitrage censé apporter un maximum de satisfaction, plutôt que comme un acte citoyen et militant. De la même manière, les choix de localisation de la production seront basés sur la stricte volonté de maximiser les profits (par l'implantation de sites de production dans des pays à bas salaires notamment), plutôt que comme un choix guidé par l'intérêt général et le niveau de l'emploi national.

Les critères du raisonnement microéconomique



La microéconomie adopte quelques hypothèses et principes généraux : l'individualisme méthodologique (elle développe son raisonnement en partant des comportements individuels et des choix des agents) ; l'analyse marginale (elle analyse l'impact d'une évolution infinitésimale d'une variable explicative X sur une autre variable expliquée Y) ; l'hypothèse de divisibilité des biens et des facteurs de production (ces derniers sont divisibles en petites quantités pour pouvoir effectuer des calculs) ; l'utilisation de fonctions dérivées (elle utilise l'analyse des fonctions mathématiques ; le raisonnement «toutes choses égales par ailleurs » (elle considère par hypothèse qu'une variable évolue alors que l'autre est supposée constante), le principe de rationalité individuelle (elle considère que l'agent a la capacité de faire le meilleur choix pour lui en vertu d'un calcul coûts/bénéfices) ; enfin, la microéconomie retient comme cadre de référence le modèle stylisé de concurrence pure et parfaite (elle considère par hypothèse qu'il y a sur le marché atomisticité des acteurs, homogénéité des produits, libre entrée et sortie du marché et mobilité des facteurs de production).

3.4.2. L'analyse macroéconomique

C'est une discipline relativement récente : le terme macroéconomie a été utilisé pour la première fois par l'économiste norvégien R. Frisch en 1933 « prix Nobel 1969 ». Cependant, en faisant référence à la pensée économique, on peut dire que la démarche macroéconomique est très ancienne puisqu'il est habituel de chercher les origines du circuit économique dans le tableau économique de F. Quesnay (physiocrates 1767).

La macroéconomie est le domaine des sciences économiques qui traite des phénomènes économiques globaux (l'évolution du PIB, le taux de chômage, le taux d'inflation ou le taux de croissance, etc.) et de leur interaction, qui prend pour objet d'étude le fonctionnement de l'économie considérée comme un tout. Elle analyse principalement l'économie en termes de circuit reliant les variables principales de l'économie : ces phénomènes sont dits « macroéconomiques » parce qu'ils sont mesurés à l'échelle de l'économie nationale ou internationale (comme dans le cadre de la zone euro).

La macroéconomie se distingue de la microéconomie par son domaine et son approche :

- Son domaine d'analyse concerne la régulation d'un système incluant une multitude d'agents économiques reliés par diverses opérations : principalement la détermination du revenu, la production, l'emploi et le niveau général des prix. Il inclut donc l'analyse des deux problèmes majeurs de l'économie nationale : le chômage et l'inflation. La microéconomie se concentre sur l'observation et l'analyse des interactions à une petite

échelle (offre et demande, détermination des prix, etc.), la macroéconomie étudie l'économie au niveau national ou international.

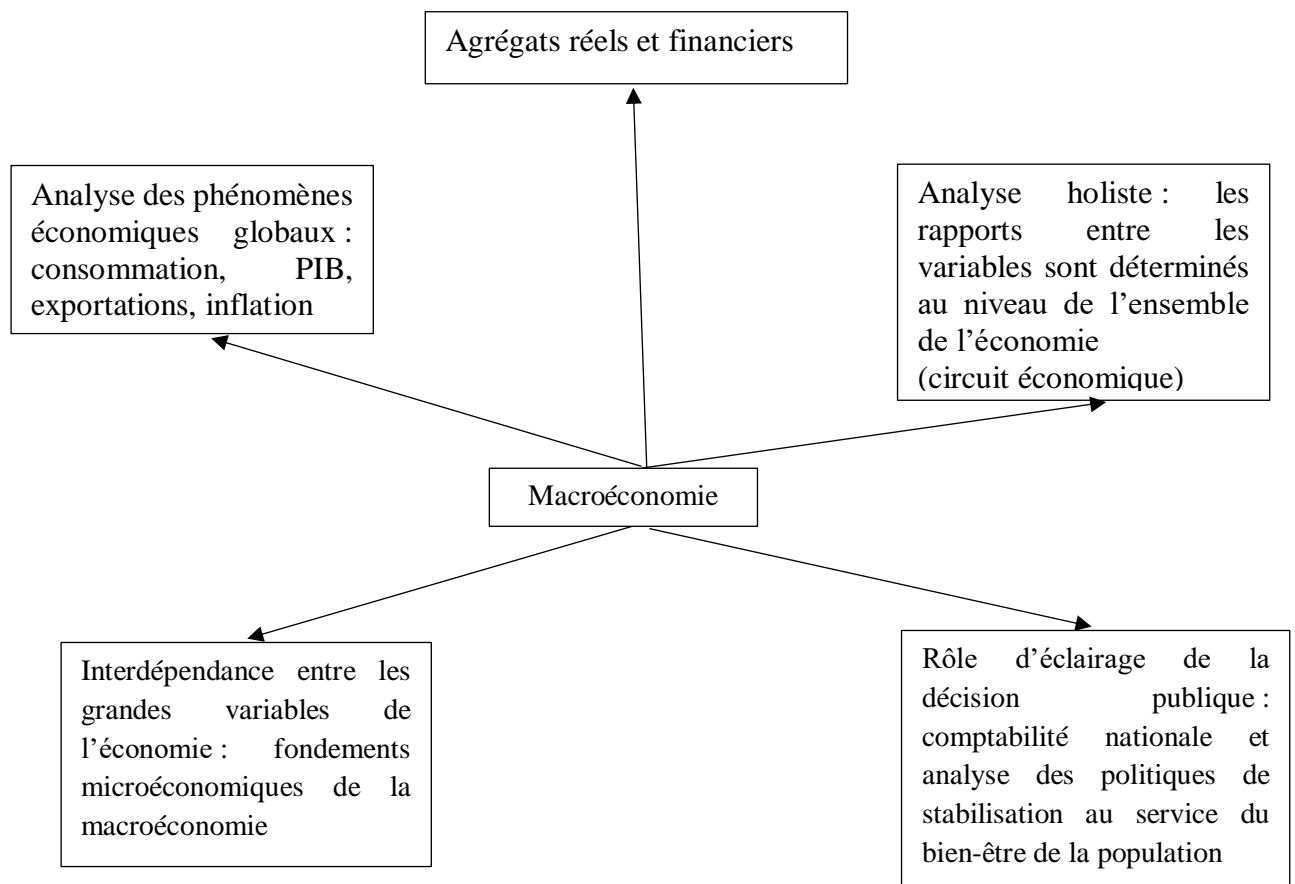
- En termes d'approche, tandis que la microéconomie étudie les questions d'affectation des ressources rares entre diverses utilisations, la macroéconomie appréhende l'économie au niveau des fonctions globales reliant des agrégats, comme la production, le revenu, la consommation et l'investissement, ce qui n'exclut pas de prendre en compte certains prix (niveau général des prix, taux de salaires, taux d'intérêt).

Il existe ainsi des différences importantes avec la microéconomie : dans la cadre de la macroéconomie, les ajustements entre les variables de l'économie s'opèrent par les revenus et pas forcément par les prix, alors que dans le raisonnement microéconomique, les ajustements s'opèrent essentiellement par les prix relatifs (le prix d'un bien par rapport à celui d'un autre bien). La macroéconomie traite du problème de l'équilibre (comment réduire le chômage ? comment éviter la récession économique ? comment freiner l'inflation ?), tandis que la microéconomie traite du problème des choix (comment les individus peuvent-ils faire le meilleur usage de ressources rares ?) par ailleurs, la macroéconomie considère des variables qui sont des agrégats hétérogènes (la production ou la consommation d'un ensemble de biens souvent très différents) alors que l'analyse microéconomique prend en compte des variables homogènes (la production ou la consommation d'un bien). Enfin, la démarche macroéconomique part directement du niveau global pour expliquer le fonctionnement d'un système (on parle de perspective « holiste »), alors que la démarche microéconomique part toujours du comportement individuel en considérant qu'il est représentatif de l'ensemble (d'où le terme « d'agent représentatif »).

Le but des macro économistes est chercher à concevoir des politiques pour remédier aux grands problèmes de l'économie (faible croissance, montée du chômage, inflation ou déflation) et élever le bien-être de la population. L'objectif principal des macro économistes qui s'intéressent aux phénomènes de court terme consiste à identifier les raisons pour lesquelles nos économies connaissent des fluctuations de la production, le second objectif consistant à établir les mesures de politique économique adaptées pour réduire ces fluctuations et stabiliser l'activité. La macroéconomie s'appuie sur des modèles mathématiques qui représentent, de façon simplifiée, les relations qui caractérisent une économie nationale. Ces modèles sont tournés vers l'étude des données empiriques et servent à interpréter les faits, mais également à tenter de prévoir l'évolution de la conjoncture, ou bien l'impact de telle ou telle décision de l'Etat.

L'une des principales difficultés du raisonnement macroéconomique réside alors dans la prise en compte de ces interdépendances, car la moindre mesure de politique économique (comme une baisse des taux d'intérêt, ou une hausse du taux de TVA), ou le moindre choc extérieur (hausse brutale du prix du pétrole), se traduisent par des effets en chaîne sur l'ensemble des variables macroéconomiques qui s'influencent mutuellement. Pour représenter ces interdépendances et limiter le nombre de variables, les macro économistes utilisent des modèles qui simplifient volontairement la réalité : ils choisissent les phénomènes les plus importants à expliquer (la croissance, l'inflation, le chômage, la distribution du revenu) et décrivent le comportement des agents en émettant des hypothèses.

Le raisonnement macroéconomique



L'essor de la macroéconomie est, pour l'essentiel, postérieur à la grande crise du capitalisme des années 1930. Cette crise a nécessité de refonder la théorie économique pour expliquer l'apparition d'un chômage massif et persistant. Ce contexte a également favorisé une implication plus forte de l'Etat dans le domaine de la régulation globale de l'économie : cette fonction de régulation a nécessité le développement de la macroéconomie et des systèmes de comptabilité nationale durant la période de l'après-guerre.

3.4.3. L'analyse méso économique

Niveau d'analyse ou d'observation privilégiant la branche (ou le secteur) et intermédiaire entre la microéconomie et la macroéconomie. Elle permet d'observer les phénomènes économiques d'un point de vue sectoriel, structurel et régional. Par exemple, une étude comparative entre la croissance du secteur industriel et celui des services, dans une zone géographique donnée, est une approche de type méso économique.

3.4.4. Les fondements microéconomiques de la macroéconomie

E. Malinvaud dénote dans son ouvrage² que l'on ne peut pas comprendre les phénomènes macroéconomiques indépendamment des phénomènes microéconomiques qui leur sont sous-jacents. Une bonne compréhension des mécanismes macro ou méso économiques suppose la maîtrise de la théorie microéconomique relative aux comportements individuels des agents économiques.

Une voie de recherche importante et récente en économie consiste à donner des fondements microéconomiques de la macroéconomie. Cette démarche a contribué de façon majeure au renouvellement de la compréhension des phénomènes macroéconomiques. Par exemple, on comprend mieux les conséquences d'une variation du revenu, au niveau global, consécutif à une fluctuation de l'activité économique (phénomène macroéconomique), sur les comportements de demande individuelle (phénomène microéconomique). On cerne mieux les comportements de consommation ou d'épargne des ménages (comportements microéconomiques) quand l'Etat s'engage dans une politique économique de nature macroéconomique (augmentation des impôts pour combler le déficit budgétaire, par exemple). On sait que les ménages vont ajuster leur comportement en fonction de cette information (ils diminuent leur consommation ou puisent dans leur épargne pour payer les impôts supplémentaires à venir).

3.5. Le rôle du temps dans l'analyse économique

La théorie économique n'a pas porté aux notions d'espace et de temps un intérêt semblable selon Roger Vuaridel ; celle de temps a été nettement privilégiée au détriment de celle d'espace.

² Malinvaud E. (1991). Voies de la recherche macroéconomique, éd, Odile Jacob, Paris.

L'introduction du temps dans l'économie s'est réalisée explicitement par les deux approches traditionnelles ; l'une macroéconomique, a élaboré la notion de période dans les théories de l'équilibre ; l'autre, microéconomique, a mis en œuvre celle de temps structuré avec son contenu subjectif dans l'étude du comportement des sujets. Une synthèse partielle a été effectuée par Raymond Barre dans un ouvrage où la période a été l'objet essentiel des préoccupations de l'auteur³.

On peut dire que la théorie économique s'est incorporée le temps en passant de la statique des classiques à des dynamiques plus ou moins bien fondées temporellement.

Selon le rôle joué par le temps dans l'analyse économique, on distingue l'analyse statique, dynamique, ex ante, ex post.

3.5.1. L'analyse statique

Elle fait abstraction du temps. La statique peut être comparée à un instantané photographique. Elle suppose que les ajustements entre les variables sont simultanés, c'est-à-dire qu'ils se réalisent sans décalage. Par exemple, la consommation d'un individu au moment t dépend du revenu qu'il reçoit en t .

L'analyse statique est dite comparative lorsqu'elle étudie les ajustements successifs de variables obtenues à des moments différents, mais sans indiquer comment on passe d'un état au suivant. Par exemple, la comparaison de la consommation alimentaire des ménages en 1990, 2000, 2010, 2020.

3.5.2. L'analyse dynamique

Elle prend en considération le temps. La dynamique est analogue au film. Elle s'intéresse à l'évolution des variables économiques. Elle décrit les processus d'ajustement en expliquant comment les phénomènes économiques se répondent les uns aux autres. Ainsi, elle montre comment la consommation d'un individu évolue dans le temps au fur et à mesure que son revenu progresse.

3.5.3. L'analyse ex ante L'analyse ex ante saisit le phénomène économique étudié en début de période, avant que les réactions qu'il suscite se manifestent. L'analyse est dite prospective.

³ Barre R. (1950). La période dans l'analyse économique. Une approche à l'étude du temps. Sedes, Coll. Observation Economique, Paris.

C'est, par exemple, l'analyse des effets à venir d'une dépréciation monétaire sur les échanges extérieurs d'un pays.

3.5.4. L'analyse ex post

L'analyse ex post saisit le phénomène économique étudié en fin de période, après le déroulement des réactions qu'il entraîne. C'est, par exemple, l'analyse des conséquences d'une dépréciation monétaire sur les échanges extérieurs d'un pays. La distinction entre prévision ex ante et réalisation ex post permet de mieux comprendre certains déséquilibres économiques. C'est, par exemple, l'impact d'une dépréciation monétaire, moins fort que prévu initialement, sur le rééquilibrage de la balance commerciale d'un pays.

4. Les limites de l'analyse économique

Fondamentalement, l'économie étudie la manière dont les sociétés s'organisent pour subvenir aux besoins de la population et assurer son bien-être matériel. Mais elle est confrontée, en tant que science, à des contraintes particulières. Pour le comprendre, il faut faire un détour par l'épistémologie : selon Thomas Kuhn, les révolutions scientifiques sont des changements de « paradigmes », c'est-à-dire des changements de systèmes de références ou de croyances, des ensembles cohérents de concepts et de méthodes qui organisent la recherche scientifique. Mais, à la différence de la science physique, où généralement, et malgré la persistance de controverses, un nouveau paradigme chasse l'ancien et le remplace, l'une des caractéristiques de l'économie est la coexistence des paradigmes et l'existence d'un pluralisme théorique. Des travaux de recherche peuvent aussi se poursuivre dans le cadre des différents courants de pensée qui existent en économie (classique, néoclassique, keynésien, marxiste, régulationniste, institutionnaliste, etc). Les désaccords entre les économistes ne viennent pas forcément des imperfections de leur science : ils sont liés à la spécificité de leur objet d'étude, à leur angle de vue, ou au cadre d'analyse qu'ils ont choisi. Ainsi, le paradigme keynésien a fondé l'analyse macroéconomique en se plaçant dans un Etat interventionniste désireux de réguler l'économie et de mettre en œuvre la politique économique en traitant des phénomènes économiques globaux comme la croissance, l'inflation, chômage, commerce extérieur, etc ; le paradigme néoclassique analyse plutôt l'économie du point de vue des choix microéconomiques, ceux de l'individu et de l'entreprise face à des choix et des ressources limitées, en cherchant à justifier la liberté d'entreprendre et la performance de l'économie de marché si elle n'est pas perturbée par l'intervention intempestive de l'Etat ; tandis que le paradigme marxiste établit, quant à lui,

une vision de l'économie cohérente avec les objectifs d'un courant révolutionnaire critique du capitalisme, qu'il vise à renverser.

Le travail de l'économiste est rendu plus difficile par une autre différence fondamentale entre les sciences de la nature (physique, biologie) et la science économique : les premières étudient des objets extérieurs au chercheur, tandis que la seconde étudie un objet dans lequel l'économiste est lui-même immergé, ce qui est d'ailleurs le cas dans les autres sciences sociales (sociologie, psychologie, anthropologie, etc). Il peut avoir des préjugés, des opinions sur l'objet qu'il étudie, qui brouillent son jugement sur les faits observés. En raison de la difficulté à réaliser des expériences (malgré le développement de l'économie expérimentale, on ne peut déclencher une crise économique pour analyser ses effets), de la proximité des économistes avec la décision politique, l'ambition explicative de la science économique est alors perpétuellement menacée de devenir non scientifique, voire de servir purement et simplement des idéologies. Si les sciences de la nature, qui traitent de la matière inanimée et des phénomènes naturels, sont soumises à des lois naturelles, les sciences sociales, qui, elles, décryptent les comportements de l'homme, plus ou moins rationnel, vivant en société, ne peuvent de fait être soumises à des lois intangibles. Malgré son haut niveau de reconnaissance académique, la science économique fait face à des critiques récurrentes et parfois violentes, d'ailleurs réactivées par l'enchaînement des crises depuis 2008 : optimisme excessif sur les capacités autorégulatrices du système économique (finance de marché), spécialisation trop poussée des travaux de recherche en économie (économie industrielle, finance, économie bancaire, etc), attachement trop grand à la modélisation et à l'usage intensif des mathématiques, etc. la science économique est toutefois parvenue à produire un savoir robuste et un langage commun, et à s'élever à un haut niveau d'intégration et de reconnaissance en tant que science même si ces crises et leurs effets pourraient susciter de nouvelles pistes de recherche dans le champ de l'économie.

La réfutabilité de la théorie est l'élément essentiel de la démarche scientifique. Cependant, en économie, il est difficile de mener des expérimentations. Pour confronter les hypothèses et les propositions théoriques aux faits, l'économie utilise des données sur le « monde réel ».

D'où, l'importance d'avoir des données fiables (enquêtes, statistiques nationales) et aussi de l'importance du contexte national ou historique. Cela peut expliquer la coexistence de plusieurs paradigmes ex : interventionniste et laisser faire.

Pour résumer, la science économique peut se définir par son objet, c'est-à-dire le domaine qu'elle étudie, et elle est apparue successivement, dans le temps, comme la science de l'accumulation des richesses et la science des choix et de la décision. Mais la science économique se définit aussi et surtout par ses méthodes : c'est une façon particulière d'étudier les comportements humains, par l'observation, la formulation d'hypothèses, l'établissement de lois et la construction de modèles théoriques. Elle s'efforce de proposer une approche positive des phénomènes, en privilégiant, selon les courants de pensée, l'individualisme méthodologique ou le holisme. Au total, les approches sont multiples et le progrès de la science économique n'est pas linéaire : il procède souvent par la redécouverte et le creusement d'idées formulées par des auteurs anciens parfois oubliés.

La science économique est la discipline qui vise à comprendre plusieurs phénomènes (inflation, chômage, emploi, investissement, etc) et à analyser les relations qui existent entre eux. Plus précisément, elle étudie comment les ressources d'un pays sont utilisées pour satisfaire les besoins de ses citoyens. Elle s'intéresse aux opérations de production, de consommation et de distribution des biens et services.

La science économique étudie la façon dont les individus, les entreprises, les pouvoirs publics et d'autres organisations sociales font des choix dans nos sociétés. Ces choix et les arbitrages qu'ils impliquent sont incontournables parce que les biens, les services et les ressources désirés sont nécessairement rares.

Les économistes étudient comment les individus, les entreprises et l'Etat font des choix dans la société en insistant sur le rôle des incitations. Les agents modifient les décisions qu'ils prennent en réponse à des changements dans les incitations. Les échanges ont lieu sur des marchés. Un échange volontaire peut être bénéfique pour les deux parties concernées. Faire des choix nécessite d'avoir de l'information. Une information imparfaite ou limitée peut interférer avec les incitations et agir sur la capacité du marché privé d'atteindre une utilisation efficace des ressources rares de la société. Les revenus que les individus reçoivent sont déterminés par l'économie de marché. La prise en considération de l'équité dans la distribution des richesses et des revenus donne naissance à des programmes publics visant à réduire les inégalités

Chapitre 2 : Les problèmes économiques fondamentaux

L'économie est au cœur de nombreux problèmes et sa place est parfois même jugée excessive aux yeux d'un certain nombre d'acteurs de la vie politique ou sociale. Pour mieux comprendre les enjeux qu'elle soulève, cette discipline, riche voire complexe, doit être abordée en cherchant constamment à formaliser, positionner, illustrer, analyser les phénomènes étudiés.

Toute société humaine, que ce soit une nation industrielle avancée, une économie à planification centrale, ou une nation tribale isolée, est inévitablement confrontée à trois problèmes économiques fondamentaux. Toute société doit trouver un moyen de déterminer quelles marchandises sont produites, comment elles le sont et pour qui elles le sont.

1. Les trois problèmes de l'organisation économique

Selon P. Samuelson, toute économie doit répondre à trois questions fondamentales : que produire ? comment produire ? pour qui produire ? La science économique peut nous aider à comprendre comment trouver les solutions à ces trois questions clés.

De ce fait, ces trois questions fondamentales d'organisation économique – quoi, comment et pour qui – sont aussi cruciales aujourd'hui qu'à l'aube de la civilisation humaine. Considérons-les de plus près.

1.1. Que produire ? quelles marchandises sont produites et en quelles quantité ?

Une société doit déterminer quelle quantité de chacun des nombreux biens et services possibles elle produira ainsi que le moment où la production sera mise en œuvre. Produirons-nous aujourd'hui des aliments ou des vêtements ? quelques vêtements de bonne qualité ou un grand nombre de vêtements bon marché ? utiliserons-nous des ressources rares pour produire de nombreux biens de consommation (comme les aliments) ? ou produirons-nous moins de biens de consommation et plus de biens d'équipements) ?

Cette première question résulte de deux constatations simples. Premièrement, les besoins de l'homme sont nombreux. Deuxièmement, les biens ou services qui satisfont ces besoins sont rares. En effet, les ressources productives nécessaires à leur fabrication (ressources naturelles, travail, capital) sont en quantités limitées. Face à des besoins nombreux et des biens rares se pose la question du choix des biens et des services qui doivent être produits pour satisfaire les besoins des sujets économiques. Cette question invite à s'interroger, tout d'abord,

sur la finalité de l'économie, c'est-à-dire la satisfaction des besoins, ensuite sur les biens qui satisfont ces besoins, enfin, sur les choix économiques conséquences du phénomène de rareté.

1.1.1. Notion de besoin

Laissant de côté les problèmes d'ordre philosophique que la notion de besoin peut soulever. L'économie utilise ce mot dans le sens usuel d'une « exigence née de la nature ou de la vie sociale (définition du Petit Robert). A vrai dire, le deuxième aspect de la définition a été longtemps sous-estimé ou interprété de façon restrictive. Selon la nature des besoins, leur satisfaction fait appel à des biens matériels (objets) ou immatériels (services).

L'économie ne s'interroge pas sur la production des besoins, qui sont considérés comme des données, elle s'intéresse uniquement à la manière de les satisfaire. Qu'est-ce qu'un besoin : Un besoin est une sensation d'insatisfaction qui ne peut être effacée qu'au prix d'un effort.

Les besoins interviennent de deux manières principales dans la vie économique. D'une part, ils constituent une raison d'agir : ils transforment des individus passifs en agents économiques et fournissent ainsi l'explication première de l'activité économique. D'autre part, l'existence de besoins jugés prioritaires ou, plus généralement, l'existence d'un classement des besoins donne un fondement aux critères de choix individuels et collectifs.

Un besoin est donc une exigence de la nature ou de la vie sociale, C'est une notion relative qui varie : dans le temps : les besoins évoluent en fonction, du degré de développement économique et social, de l'évolution des mentalités et de l'innovation technologique et les phénomènes de mode.

Dans l'espace en fonction : les besoins différents selon : les croyances, la catégorie socioprofessionnelle, le lieu d'habitation. Cependant, un besoin qui peut être satisfait sans effort ne peut être qualifié d'économique, respiré par exemple.

Ces besoins peuvent être ressentis par : un individu, auquel cas c'est un besoin individuel, un groupe, auquel cas c'est un besoin collectif. Selon les cas, ces besoins ne sont pas ressentis de la même manière. Les besoins peuvent être satisfaits par des biens matériels ou immatériels (services) voire même par des valeurs spirituelles ; dans ce dernier cas l'analyse économique étant difficile à cerner puisque la satisfaction de tels besoins n'est pas directement produit par des activités économiques particulières.

Les sujets économiques ont des besoins qui, parce qu'ils se renouvellent et se diversifient sans cesse, peuvent être considérés comme illimités. Ces besoins et leurs satisfactions constituent la raison et le but de l'activité économique. L'activité économique a pour fin la satisfaction des besoins humains. Tous les besoins ne sont pas des besoins économiques.

- **De la notion de besoin à celle de besoin économique**

Le besoin d'amour ou de spiritualité n'est pas un besoin économique. La satisfaction de tels besoins n'est pas directement produite par des activités économiques. Pour qu'un besoin soit considéré comme un besoin économique il faut deux conditions :

- L'existence de biens susceptibles de le satisfaire ;
- La limitation quantitative de ces biens, c'est-à-dire l'existence d'un marché sur lequel se rencontre, d'une part, un individu qui veut satisfaire son besoin par l'achat d'un bien, d'autre part, un individu qui possède le bien et qui veut le vendre.

Les besoins économiques présentent trois caractéristiques.

- **La multiplicité des besoins économiques**

Les besoins présentent des natures diverses ; ainsi parle-t-on de :

- Besoins élémentaires ou physiologiques (nourriture, habillement, logement...) dont la satisfaction est indispensable pour assurer la survie ;
- Besoins matériels (équipement...) qui traduisent une insatisfaction en terme de bien être individuel ;
- Besoins de « culture » ou de luxe (loisirs...) dont la satisfaction assure un mieux-être.

- **La satiété des besoins économiques**

Tout besoin est satiable. L'intensité d'un besoin diminue au fur et à mesure qu'il est satisfait ; au-delà d'une certaine satisfaction, le besoin est saturé, il peut même donner à une « désutilité ». Ceci renvoie au principe néoclassique de l'utilité marginale décroissante. L'utilité marginale d'un bien indique l'augmentation d'utilité procurée par la consommation d'une unité ne diminuent pas avec leur satisfaction, c'est le cas du besoin de musique, des besoins intellectuels, le besoin d'information sur l'actualité économique qui se développe avec la compréhension des mécanismes économiques.

- **La comparabilité des besoins économiques**

Tout individu est capable d'établir une hiérarchie dans l'intensité de ses besoins et d'établir des priorités. Prenons le cas d'un navigateur qui dispose de plusieurs réserves d'eau pour satisfaire ses besoins : de se laver, boire, de se nourrir... si une avarie survient qui endommage ses réserves d'eau, il est capable de faire des choix et de déterminer des priorités. S'il n'avait plus qu'une seule réserve, il la garderait pour la soif et la réhydratation de ses aliments, etc. l'économiste néoclassique Menger a pu établir une table d'intensité des besoins. Cette table indique comment un individu effectue des choix en fonction de ses besoins vitaux.

1.1.2. Notion de biens

Nous produisons des biens et des services. On peut utiliser trois types de critères pour les distinguer. Les produits sont-ils matériels et stockables ? sont-ils produits et consommés simultanément ou non ?

Les biens sont des produits matériels et stockables. Ils sont produits et consommés à différents moments. Il peut donc exister un décalage temporel entre leur production et leur utilisation. Par exemple, les meubles, voitures, un iPhone, sont des biens pour un ménage donné. Un abonnement internet ou téléphonique, réaliser des formations sont des services.

Les services sont immatériels, non stockables. Leur production et leur utilisation sont simultanées. La crêpe servie à la crêperie relève du service, car on considère que ce qui est consommé ce n'est pas la simple crêpe, mais un service global de restauration. La crêpe n'est qu'une des composantes de ce service. Le lait, la farine, les œufs, l'électricité, etc., sont des consommations intermédiaires, c'est-à-dire des biens ou services qui sont utilisés au cours du processus de production du service de restauration que propose la crêperie.

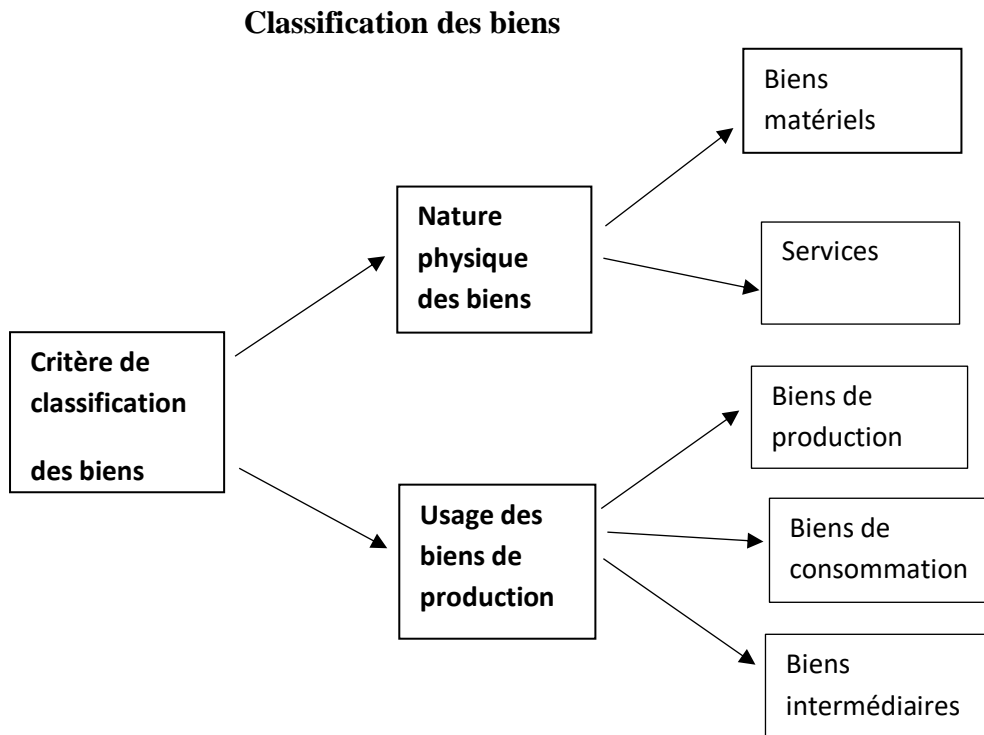
Par convention, tous les biens sont marchands. Ils sont échangés sur des marchés à des prix de marché. Les services marchands sont également échangés sur un marché à des prix de marché. Par conséquent, la production marchande est vendue (donc achetée) à un prix économiquement significatif, c'est-à-dire un prix couvrant plus de 50% des coûts de production. L'échange marchand permet de déterminer la valeur monétaire des produits échangés.

Les services non marchands n'ont pas de prix de marché. Ils ne sont donc ni vendus, ni achetés. Mais ils ne sont pas gratuits. Rien n'est jamais gratuit en économie. Ces services sont

financés par les impôts versés par la collectivité, car tout le monde a intérêt à ce que tout le monde y ait accès.

Les biens économiques sont les moyens qui permettent de satisfaire les besoins. Un bien peut être soit un objet matériel, soit une chose immatérielle c'est-à-dire un service. L'aptitude d'un bien à satisfaire un besoin s'appelle l'utilité. Face aux besoins illimités, les mêmes produits à partir de facteurs de production rares (capital, travail...), ou présentent ce que l'on nomme aussi un certain degré de rationnement.

Pour faire face aux besoins, trois types de ressources sont disponibles : elles sont apportées, respectivement, par la nature, par les hommes et par le capital constitué antérieurement. Les ressources naturelles proviennent de la terre, du ciel et de la mer. L'utilisation d'une ressource pose le problème de son renouvellement.



L'analyse des ressources humaines porte sur les trois caractères suivants :

- le nombre (démographie naturelle, mouvements migratoires, pyramide des âges, réduction de la mortalité, etc) ;
- la santé (espérance de vie, nutrition, épidémies, état sanitaire, etc) ;

- l'intelligence (instruction générale, état des connaissances, formation professionnelle, recherche fondamentale et appliquée, etc).

L'état des ressources humaines dépend, mais en partie seulement, de contraintes naturelles.

Le capital, enfin, est né d'un détour du dialogue de l'homme avec la nature. En effet, les hommes ont choisi de renoncer à la satisfaction d'une consommation immédiate pour consacrer du temps à la fabrication d'outils destinés à leur procurer une plus grande production future.

- **De la notion de bien à celle de bien économique**

L'air n'est pas un bien économique, pourtant, il satisfait un besoin essentiel celui de respirer. L'air est utile mais il n'est pas un rare. Il existe en quantité illimitée. L'air est un bien libre. L'économie traite des biens qui sont à la fois utiles et rares. Ce sont les biens économiques.

Parmi tous les biens qui existent en un lieu et un instant donnés, soit à l'état naturel, soit comme résultat d'une production, tous n'ont pas la qualité de « biens économiques ». Cette qualité est reconnue à tout bien qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- **L'aptitude à satisfaire un besoin (utilité)**

Sont ainsi exclus tous les biens qui ne servent à rien et qui, par conséquent, ne sont désirés par personne. On notera le caractère très relatif de ce premier critère ; sa vérification dépend fortement de l'époque considérée. Elle dépend également du lieu. Le pétrole n'était pas un bien économique avant que l'on ait inventé le moteur à explosion.

- **Un bien économique est rare**

Un bien qui serait disponible en quantité illimitée pour quiconque en a besoin, perdrait son caractère économique.

- **Un bien économique est disponible**

Il doit être possible de se procurer ce bien. Un bien peut satisfaire les conditions précédentes mais s'il n'est pas disponible, son utilité est nulle. Sont donc ici exclus, par exemple, des biens qui n'existent pas encore mais qui répondraient à un besoin parfaitement défini, ou des biens qui existent seulement à l'état de découverte de laboratoire, etc.

1.1.3. La notion de choix

L'activité humaine présente un aspect économique dès qu'il y a lutte contre la rareté. Or la vie quotidienne rappelle à tout instant l'idée de rareté, ou de rationnement. En effet, tout homme a des besoins nombreux et variés qu'il satisfait grâce à des ressources ou biens économiques qui, par nature, sont limités. Faute de pouvoir tout avoir à la fois et tout faire en même temps, l'homme doit effectuer des choix à l'occasion des grands actes de la vie économique.

Que produire quand les besoins sont illimités et les biens rares ? cette question de choix se pose en termes concrets : faut-il orienter les ressources vers la production de biens matériels ou vers celle de services ? faut-il privilégier les biens d'investissement qui ménagent l'avenir industriel d'un pays ou les biens de consommation qui apportent une satisfaction immédiate à la population ? face aux besoins de déplacement des individus, faut-il favoriser un bien privé (l'automobile) ou un bien collectif (les transports en commun : train, bus) ?

1.2. Comment produire ? Comment les biens sont-ils produits ?

Les biens sont rares. Il convient de les administrer au mieux. L'administration des ressources rares consiste à faire des choix qui procurent un maximum de satisfaction pour un minimum de coût. Comment les biens et les services doivent-ils être produits ? en d'autres termes, avec quelles ressources et à l'aide de quelles techniques de production ?

- **Quelles ressources doit-on employer ?**

Avec quels facteurs de production produira-t-on les biens et les services ? le choix peut se faire entre des activités qui utilisent beaucoup de facteurs capital ou beaucoup de facteurs travail. Les premières mobilisent des capitaux importants. Elles sont souvent économes en main d'œuvre. Elles permettent de fabriquer des produits à forte valeur ajoutée comme par exemple de l'électronique, informatique. Les secondes font appel à un nombre élevé de salariés. Elles produisent le plus souvent des biens à faible valeur ajoutée comme par exemple la construction navale ou le bâtiment. Le choix des ressources se pose aussi dans l'utilisation des matières premières. Pour produire de l'électricité, quelles sources d'énergie privilégier ? les sources fossiles non renouvelables (charbon, pétrole, gaz, uranium) ou les sources renouvelables (eau, soleil, vent, biomassa) ?

- **Quelles techniques doit-on choisir ?**

Selon quelle technique doit-on produire les biens et services ? entre plusieurs options techniques, laquelle choisir ? pour reprendre l'exemple de l'électricité, doit-on avoir recours à la technique des centrales thermiques (au charbon ou au fuel ?), des centrales hydrauliques (chute d'eau ou marée motrice ?) ou (technique de la fusion nucléaire avec le surgénérateur ou de la fusion nucléaire avec le thermo nucléaire) ?

1.2.1. Les enjeux de la production en situation de rareté

Pour satisfaire les besoins de tous les agents économiques, chaque jour nous devons produire de nombreux biens et services,

Les différentes productions sont toujours obtenues en combinant, de la manière la plus efficace possible, des facteurs de production comme le travail, la technologie... dans un environnement concurrentiel et institutionnel donné et mouvant.

En effet, en vertu de la contrainte de rareté, l'entrepreneur doit sans cesse tenter de faire un choix optimal en matière de combinaison productive car, en situation de rareté des ressources productives, chaque choix, qui résulte d'un arbitrage souvent difficile, s'accompagne d'un coût d'opportunité plus ou moins élevé, le coût d'opportunité étant le coût de ce que à quoi on renonce quand on fait un choix plutôt qu'un autre. Le concept de coût d'opportunité nous permet de comprendre que le coût ne peut se résumer au coût strictement économique.

On en déduit qu'en situation de rareté, l'allocation (affectation) des ressources, c'est-à-dire la manière dont une économie va utiliser les ressources en capital, individus, etc. pour produire des biens et services destinés à la satisfaction des besoins de tous les agents économiques, sera un enjeu crucial qui engagera l'avenir.

Si, pour l'essentiel, cette allocation des ressources rares relève de choix et d'activités privés dans des économies de marché, l'Etat (ou plus largement les administrations publiques) peut intervenir pour modifier cette affectation des ressources soit en produisant directement, soit en modifiant, via diverses incitations et réglementations, la production des agents privés en raison de l'existence d'externalités et de biens collectifs.

L'ensemble de ces conditions restrictives va avoir des conséquences sur l'ampleur de la production (et la croissance de cette production).

1.2.2. La notion de production

La production est un concept générique qui permet de désigner des réalités multiples et hétérogènes. Commençons donc par préciser les sens de ce terme courant, afin de mieux les comprendre et d'en reconnaître les différentes formes.

Au sens courant, la production est une activité humaine et socialement organisée (par un ensemble de règles diverses) consistant à fabriquer, en utilisant et en transformant des ressources ou d'autres produits intermédiaires, des biens ou des services. En ce sens, toute activité humaine de ce type est une activité productive. Par exemple, lorsqu'une personne fait pousser des légumes dans son jardin pour sa propre consommation, elle produit des biens, puis elle produira un service lorsqu'elle préparera son repas.

Au sens étroit, la production domestique n'est pas une production au sens économique, dans ce cas, pour qu'il y ait production, il faut qu'il y ait une référence directe ou indirecte au marché. Autrement dit, il conviendra que le produit s'échange sur un marché, ou qu'il soit produit à partir de facteurs de production rémunérés sur un marché. Un cours d'économie donné par un enseignant dans un établissement public ou privé est une production au sens économique car il est rémunéré pour ce service de haute qualité.

Dans ces conditions, la production économique est une activité humaine socialement organisée consistant à fabriquer ou produire des biens ou des services s'échangeant sur un marché ou produits avec des facteurs de production rémunérés sur un marché.

Concrètement, la production résulte d'abord de l'activité d'une grande multitude d'unités de production, aux activités très diverses, qui peuvent être des entreprises publiques ou privées, des administrations...

- **La production d'une unité de production** va correspondre à la quantité de produits (biens ou services) obtenus ou cours d'une période donnée. Sur le plan comptable, il s'agit souvent de l'année.
- **La production globale** désigne l'ensemble des productions de biens et services de toutes les unités de production qui est destinée à satisfaire les besoins de tous les agents économiques.

1.3. Pour qui produire ? pour qui les biens sont-ils produits ? comment les biens et services sont-ils répartis ?

Ou, plus formellement, qui profitera des fruits de l'activité économique ? comment le produit national sera-t-il partagé entre les différents ménages ? y aura-t-il beaucoup de pauvres et quelques riches.

Le partage de la valeur ajoutée, les inégalités de revenus (salaires, profits, rentes), l'impôt sur le revenu des ménages, l'impôt sur les bénéfices des entreprises, l'impôt sur le patrimoine, l'impôt sur la fortune... sont au cœur de l'activité économique quotidienne. Il est impossible de prétendre comprendre les rouages fondamentaux du fonctionnement de l'économie sans comprendre les mécanismes de la répartition des revenus et les problèmes qui se posent pour les individus, les ménages, les entreprises, les administrations publiques, pour l'économie et la société considérées dans leur ensemble.

Plusieurs économistes comme Jean-Baptiste Say et David Ricardo, considéraient déjà que cette question de la répartition des revenus était centrale, dans la mesure où elle est inextricablement liée à celle de la production et de ses conditions.

En situation d'abondance, la dernière question ne se poserait pas. Mais si la rareté domine, il faut pouvoir déterminer quels seront les bénéficiaires des richesses créées, et en quelle quantité pour chacun. En conséquence, la science économique s'intéresse aussi à la manière de répartir les richesses produites.

Cela pose la question de la distribution des biens et des services produits entre les membres d'une société et celle de la répartition du revenu issu de la production de ces biens et services.

1.3.1. La distribution des biens et des services

Comment se fera la distribution des biens et des services produits entre les différents agents économiques ? s'agira-t-il d'une distribution égalitaire permettant à chacun d'accéder à un certain niveau de bien-être (matériel, social, culturel...) ou inégalitaire, privilégiant certaines classes de la société ? la répartition des biens de consommation profitera-t-elle à tous ou à quelques membres ? les services publics seront-ils offerts à tous, au même prix, sur l'ensemble du territoire, ou différenciés selon des critères géographiques ou économiques ? faut-il privilégier les biens de consommation ou de production destinés au marché national et profitant

à l'ensemble de la population ou les biens d'exportation destinés au marché international et permettant de faire rentrer des devises dans le pays ?

1.3.2. La répartition du revenu

Retenons que la répartition des revenus correspond simplement à une répartition indirecte des biens et services qui ont été produits, grâce à la combinaison de facteurs de productions, pour satisfaire tous les besoins de tous les agents économiques. Les revenus ne sont qu'un moyen d'accéder aux biens et services pour la consommation, l'investissement, la constitution d'un patrimoine... De surcroît, dans une économie de libre-échange et de libre choix, recevoir un revenu nous permet d'exercer cette capacité de choisir et d'échanger. En effet, pour se procurer la plupart des biens et services nécessaires à la satisfaction de leurs besoins, les agents économiques doivent obtenir des revenus. Les revenus reçus sont des sommes de monnaie versées en contrepartie de leur participation à l'activité productive, de la possession d'un patrimoine ou encore via le processus de redistribution des revenus primaires.

La production des biens et des services crée de la richesse au sein d'une économie. Cette richesse est répartie sous forme de revenus. Ces revenus sont distribués soit entre les facteurs de production (terre, capital, travail, entreprise), soit entre les individus. Dans le premier cas, on parle de répartition fonctionnelle (primaire), dans le second, de répartition personnelle (secondaire).

- **La répartition fonctionnelle**

Cette forme de répartition conduit à s'interroger sur la distribution des richesses obtenues à la suite de la production entre les différents titulaires de facteurs de production qui ont contribué à cette production. Quelle sera la part respective des salaires (facteur travail), des dividendes et intérêts (facteur capital), des loyers (terre), du profit (entreprise) et des impôts (administrations publiques) dans la répartition de la richesse créée au sein d'une économie ?

La répartition primaire des revenus sera donc suivie d'une redistribution car la première distribution des biens doit être corrigée, en raison de l'existence d'inégalités, multidimensionnelles et inhérentes au fonctionnement des économies capitalistes de marché, jugées trop grandes, d'écarts de revenus considérés comme inefficaces d'un point de vue économique ou injustes du point de vue de la justice sociale.

Au niveau macroéconomique, la répartition des revenus (avant et après redistribution) va automatiquement influencer les composantes de la demande globale de biens et services (pour qui produire ?) et la capacité d'offre globale de l'économie (comment produire ?). A court terme cela aura des effets sur le niveau du PIB effectif et la croissance effective et, à long terme, des conséquences sur le PIB potentiel et la croissance potentielle. Cette répartition primaire aura également des effets sur les déséquilibres macroéconomiques et financiers dans des économies de plus en plus ouvertes, où donc les interdépendances sont nombreuses.

Pour ces raisons, au moins, la répartition primaire donnera lieu à un conflit permanent portant sur le partage de la valeur ajoutée. Quant à la redistribution, elle sera jugée à l'aune du degré de réduction des inégalités qui en découle, de son efficacité en termes d'incitations économiques et de l'amélioration éventuelle de la justice sociale qui en résulte.

- **La répartition personnelle**

Elle s'intéresse aux éléments constitutifs du revenu des individus. Elle pose la question de l'inégalité des revenus personnels. Doit-on renforcer cette inégalité, en creusant l'écart entre les plus riches et les plus pauvres ? Doit-on, au contraire, l'atténuer par une politique de redistribution des richesses au moyen d'une politique fiscale (impôts sur le revenu) et sociale (transferts sociaux) ?

La répartition primaire est rarement économiquement efficace, ni même socialement acceptable, au sens où elle est en général plus ou moins inégalitaire, voire considérée comme injuste. Elle ne concerne, en outre, que les agents économiques qui contribuent directement à la production ou disposent d'un patrimoine qui leur procure des revenus. Ceux qui sont inactifs, et plus largement les personnes qui ne sont pas (ou plus) en âge de travailler et produire, ne sont pas tous concernés. Ils ne peuvent pourtant pas être exclus de l'ensemble de la collectivité.

Dans ces conditions, les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre un processus de redistribution multidimensionnelle qui est simultanément un processus de correction du partage initial de biens et services produits et un processus de distribution d'une partie de ces objets qui n'y ont pas accès directement, en raison de l'absence ou de l'insuffisance de revenus primaires. La redistribution conduit à modifier le partage des revenus primaires et à aboutir à une répartition secondaire des revenus. En somme, la redistribution se traduit par le passage de la répartition primaire à une répartition secondaire, le passage des revenus primaires au revenu disponible.

En pratique, la redistribution correspond à un ensemble d'opérations et de mécanismes qui consistent à modifier la répartition primaire des revenus. Ces opérations recouvrent d'une part les prélèvements obligatoires effectués par l'Etat, les collectivités locales et les organismes de protection sociale sur les revenus primaires (impôts, cotisations sociales) et, d'autre part, le versement aux ménages de revenus de transferts (prestations sociales), en espèces ou en nature.

Quelles sont les différentes réponses que société peut apporter aux questions quoi, comment et pour qui ? les sociétés sont organisées selon des systèmes économiques différents. L'économie étudie les divers mécanismes dont une société peut se servir pour décider l'affectation de ses ressources rares.

Bien que ces trois problèmes, soient essentiels et communs à toutes les économies, des systèmes économiques différents essaient de les résoudre par des procédés différents.

Nous distinguons généralement deux façons radicalement différentes d'organiser une économie. A l'un des extrêmes, l'Etat prend la plupart des décisions économiques, ceux qui sont au sommet de la hiérarchie donnant des directives économiques à ceux qui sont en dessous. A l'autre extrême, les décisions sont prises sur des marchés, où les individus ou les entreprises s'accordent de plein gré pour un échange de biens et services, en général en contrepartie d'un paiement en monnaie.

2. Les choix technologiques ouverts à toute société

Chaque économie possède un stock de ressources limitées – main d'œuvre, connaissances techniques, usines, terre énergie pour décider quelles choses doivent être produites et comment, l'économie doit dans la réalité décider comment affecter ses ressources entre les milliers de marchandises et services possibles. Combien de terre consacrer à la culture de blé ? au logement de la population ? Combien d'usines produiront des ordinateurs ? combien d'enfants seront formés pour devenir des sportifs professionnels, des économistes ou des programmeurs informatiques ?

Confrontée au fait indéniable que les biens sont rares par rapport aux besoins, une économie doit décider comment s'en sortir avec ses ressources limitées ? Elle doit choisir entre différents paniers de biens potentiels (le quoi), choisir parmi les différentes techniques de production (le comment) et décider finalement qui consommera les biens (le pour qui).

2.1. Moyens de production et produits

Pour répondre à ces trois questions, toute société doit faire des choix concernant les moyens de production et les biens produits par l'économie. Les moyens de production ou inputs ou intrants sont les marchandises ou services utilisés pour produire les biens et services. Une économie emploie la technologie dont elle dispose pour combiner les moyens de production afin d'obtenir des produits. Les produits ou outputs ou extrants sont les divers biens ou services utiles qui résultent du processus de production et qui sont soit consommés, soit employés pour une nouvelle production. Dans l'enseignement, les moyens de production sont le temps des enseignants, les salles de cours et laboratoires, les manuels, etc., les produits étant des citoyens éduqués et bien informés.

Une autre expression utilisée pour désigner les moyens de production est facteurs de production. Ceux-ci peuvent-être classés en trois grandes catégories : les ressources naturelles, le travail et le capital.

2.1.1. Les ressources naturelles

Ce type de ressources comporte généralement la terre qui représente un don de la nature à nos processus de production. Elle se compose de la terre utilisée pour l'agriculture ou pour les soubassements des bâtisses, des routes et des usines ; on y classe aussi les ressources énergétiques qui alimentent les automobiles et chauffent les maisons ainsi que les ressources non énergétiques telles que le minerais de fer, le sable ou le cuivre. Dans le monde encombré d'aujourd'hui, il faut élargir le champ des ressources naturelles pour y inclure l'air pur et l'eau potable.

2.1.2. Le travail

Le travail est assimilé au temps consacrer par les hommes à la production – à travailler dans les usines automobiles, à biner la terre, à enseigner à l'école, etc. des milliers de tâches et de métiers, à tous les niveaux de qualification, sont accomplis par la main d'œuvre. C'est le facteur de production de loin le plus familier et le plus crucial dans une économie industrielle avancée.

2.1.3. Les ressources en capital

Considérés comme les biens durables d'une économie, produits en vue de produire encore d'autres biens. Les biens capitaux comprennent les routes, les machines, les ordinateurs, les aciers, les camions, les bâtiments et les automobiles.

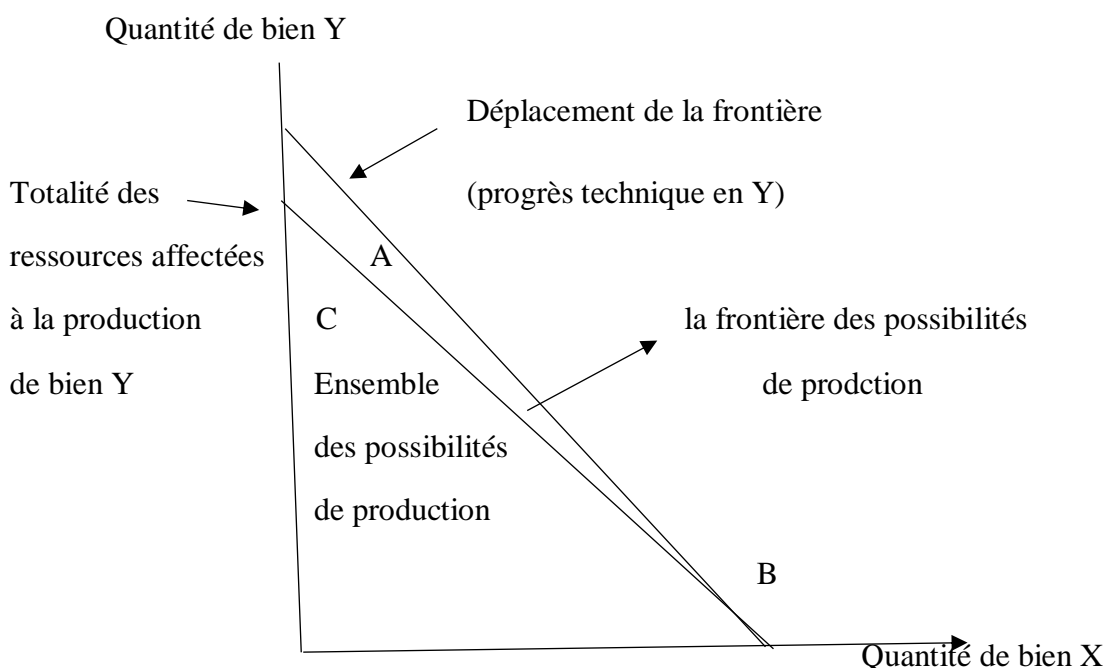
L'accumulation de biens capitaux adaptés est essentielle pour mener à bien la tâche du développement économique.

2.2. Le coût d'opportunité et efficacité

Les pays ne disposent pas de montants illimités de divers biens. Ils sont contraints par les ressources et la technologie disponibles. La contrainte est particulièrement ressentie en temps de guerre.

Comme les ressources en travail et en matières premières sont rares, il est impossible de produire tous les biens nécessaires à la satisfaction des besoins illimités. Il convient donc de faire des choix pour déterminer les biens qui seront produits, parmi l'ensemble des possibilités de production. Le problème de la rareté peut s'illustrer par **la frontière des possibilités de production** d'une économie. Si l'on considère qu'il n'est possible de produire que deux biens économiques X et Y, la frontière des possibilités de production prend l'allure suivante :

Les choix de production



Les choix de production efficace se situent sur la frontière (en A et B par exemple). A l'intérieur de l'espace des possibilités de production (en C), l'économie se priverait de la possibilité de produire plus de biens X et Y. Il convient donc de choisir entre produire plus de biens X et relativement moins de biens Y, ou l'inverse. La frontière dépend des ressources dont dispose l'économie (matières premières, travail, biens fabriqués dans le passé), mais également de l'état d'avancement du progrès technique. Ce dernier permet d'ailleurs de déplacer la frontière vers la droite et vers le haut.

Il existe deux possibilités extrêmes et de nombreuses situations intermédiaires. Si nous sommes prêts à renoncer à un peu de biens X, nous aurons quelques biens Y. Si nous sommes disposés à abandonner un peu plus de biens X, nous pourrions avoir encore plus de biens Y.

Les ressources étant rares, nous devons toujours considérer comment dépenser nos revenus ou notre temps, tous disponibles en quantités limitées. Quand vous décidez s'il convient d'entreprendre des études d'économie ou d'acheter une voiture, vous devez considérer dans chaque cas combien la décision coûtera en termes d'occasions abandonnées. Le coût d'une possibilité à laquelle on renonce est appelé coût d'opportunité de la décision.

Puisque les individus sont forcés de réaliser des arbitrages (en temps, en énergie, en dépenses diverses) et d'effectuer un calcul coût/bénéfices les économistes désignent par le concept de coût d'opportunité la somme des satisfactions auxquelles les agents renoncent lorsqu'ils effectuent ces choix (le coût d'opportunité d'une heure de loisir correspond ainsi au salaire horaire auquel on renonce en ne travaillant pas).

Dans un monde de rareté, choisir quelque chose signifie renoncer à autre chose. Le coût d'opportunité d'une décision est la valeur du bien ou du service auquel on renonce.

Lorsqu'on suppose que l'économie produit de façon efficace : c'est-à-dire qu'elle se situe sur la frontière des possibilités de production et non en deçà. Il faut se rappeler que l'efficacité signifie que les ressources de l'économie sont utilisées au mieux, sans gaspillage, pour satisfaire les besoins et désirs des individus. Un aspect important de l'efficacité économique globale est l'efficacité productive.

Il y a efficacité productive quand l'économie ne peut produire davantage d'un bien sans produire moins d'un autre bien. Cela implique que l'économie est sur la frontière des possibilités de production. Le fait d'être sur la frontière des possibilités de production signifie que la production d'une plus grande quantité d'un bien exige inévitablement le sacrifice

d'autres biens. Quand nous produisons plus de canons, nous remplaçons du beurre par ces canons. La substitution est la règle de vie dans une économie de plein emploi. La frontière des possibilités de production décrit l'ensemble des choix d'une société.

L'efficacité économique commande d'employer les ressources rares à leur usage le plus productif pour éviter les gaspillages. Le modèle de la décision rationnelle considère alors un agent économique qui, luttant contre l'avarice de la nature, apporte les meilleures solutions aux problèmes économiques qui se posent à lui : que produire ? quels biens consommer ? dans quelles quantités ? comment les produire ? comment les répartir ?

En résumé, la science économique cherche à résoudre le problème de l'allocation des ressources. Toute société doit répondre à trois questions fondamentales : quoi, comment et pour qui. Quels types de biens et en quelles quantités produire parmi tout l'éventail de choix possibles ? comment utiliser les ressources pour produire ces biens ? enfin pour qui produire les biens (c.à.d. quelle est la répartition du revenu entre les différentes catégories) ?

En situation d'abondance, la dernière question ne se poserait pas. Mais si la rareté domine, il faut pouvoir déterminer quels seront les bénéficiaires des richesses créées, et quelle quantité pour chacun. En conséquence, la science économique s'intéresse ainsi à la manière de répartir les richesses produites.

Dans un monde de rareté, choisir un bien signifie renoncer à un autre bien. La valeur de bien ou service auquel on renonce est le coût d'opportunité.

Chapitre 3 : Les interdépendances entre les acteurs et les principales opérations économiques

Dans une économie, des millions de personnes réalisent des échanges marchands et non marchands tous les jours. Des millions de résidents échangent quotidiennement avec des non-résidents. Ces échanges créent par nature des interdépendances, dans la mesure où, si nous échangeons, c'est bien pour obtenir de l'autre ce que nous ne faisons pas nous-mêmes, et réciproquement.

L'activité économique renvoie à l'activité des agents économiques. Bien sûr, ces agents n'ont pas tous la même activité principale. Il convient donc de les regrouper par grandes catégories de fonctions qu'ils remplissent dans l'activité économique. On peut ensuite étudier précisément ces fonctions et montrer qu'elles sont interdépendantes : les agents économiques se rencontrent sur des marchés, faisant ainsi circuler la monnaie entre eux.

Les agents économiques réalisent un certain nombre d'opérations qui peuvent être regroupées par nature. Toutefois, avant de décrire ces opérations, il convient de préciser ce que la comptabilité nationale entend par agent économique (les secteurs institutionnels). Puis, après les avoir décrites, il sera possible de représenter les opérations entre les agents par l'intermédiaire d'un circuit économique qui fera apparaître les grands équilibres caractéristiques de l'activité économique.

1. Les secteurs institutionnels

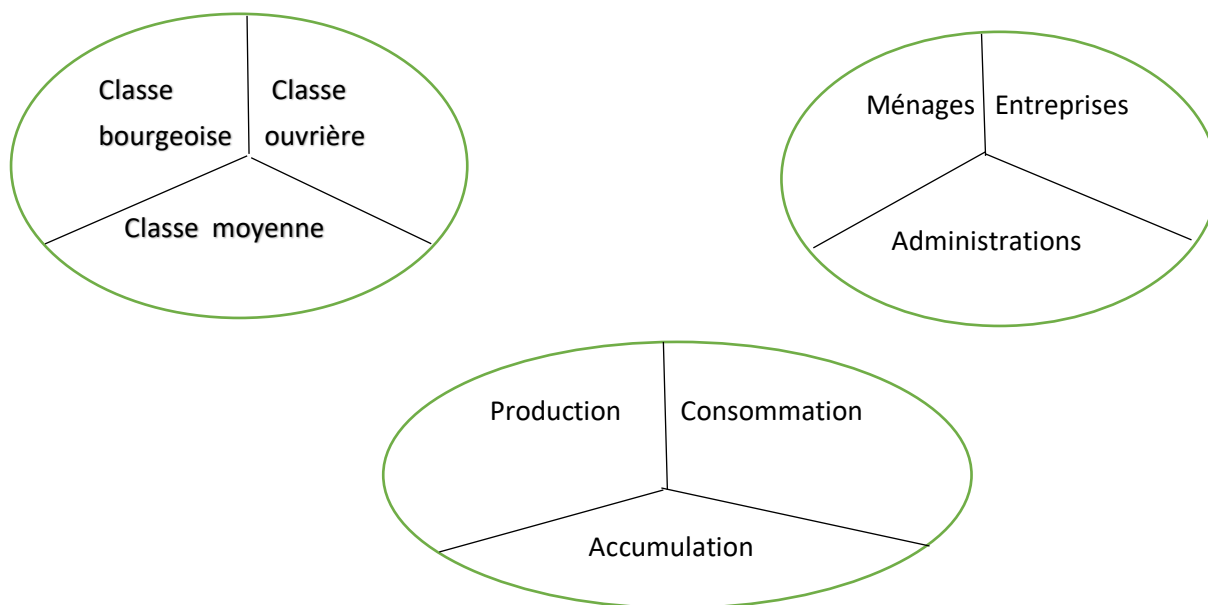
1.1. La notion d'agent économique

Les agents économiques sont des individus ou des organismes qui constituent des centres d'action et de décision. Les agents économiques sont intégrés dans les secteurs institutionnels par le système élargi de la comptabilité nationale (SECN). Ils sont regroupés en catégories homogènes d'après leur fonction et leurs ressources principales. Ces catégories sont homogènes dans la mesure où elles réunissent des agents manifestant des comportements identiques dans l'exercice des grandes fonctions économiques : production, distribution de revenus, consommation, épargne, investissement.

Un agent économique est un centre de décision économique indépendant. Cela signifie qu'il s'agit d'un individu ou d'un groupe d'individus qui prend des décisions d'ordre économique (travailler, produire, consommer, épargner) sans en référer à d'autres agents, de manière autonome. Toutefois, face au grand nombre d'agents économiques que l'on peut repérer au sein de la nation, il apparaît souhaitable de pouvoir les regrouper par catégories sensiblement homogènes. Le critère de classement des agents économiques peut varier. Il est

possible, par exemple, d'opérer un regroupement des individus selon une optique sociologique, en distinguant une classe bourgeoise, une classe ouvrière et une classe moyenne. Une optique institutionnelle ferait apparaître, de manière plus classique, les ménages au côté des entreprises et des administrations. Enfin, si l'on privilégie une optique fonctionnelle, les agents seront regroupés selon leur fonction principale, qui peut être la production, la consommation ou l'accumulation. On distingue habituellement, parmi les principaux acteurs de l'activité économique, des ménages, des entreprises, des banques et des administrations.

Trois représentations de l'économie



Archambault E. (2003), Comptabilité nationale. Ed. Économica.

1.2. Unité institutionnelle et secteur institutionnel

En comptabilité nationale, les agents économiques sont appelés unités institutionnelles. Ces unités institutionnelles constituent des centres de décisions indépendants dans le cadre de leur fonction principale. Elles sont regroupées en secteurs institutionnels. Un secteur institutionnel est un ensemble d'unités institutionnelles qui présentent un comportement économique semblable. Le comportement économique est caractérisé par la fonction économique principale de l'unité institutionnelle ainsi que par la nature et l'origine des ressources principales dont elle dispose.

2. Les catégories d'agents économiques

La comptabilité nationale distingue six secteurs institutionnels résidents (les sociétés et quasi- sociétés non financières, les institutions financières, les entreprises d'assurance, les

ménages, les administrations publiques, les administrations privées) et un secteur institutionnel non résident (le reste du monde).

Une unité institutionnelle est considérée comme résidente si elle a un centre d'intérêt sur le territoire économique. On considère qu'une unité institutionnelle a un centre d'intérêt sur le territoire si elle réalise des opérations économiques sur ce territoire pendant un an ou plus.

2.1. Les sociétés et quasi- sociétés non financières (SQS)

Secteur regroupant des sociétés dotées de la personnalité juridique et ayant une comptabilité complète, ainsi que des sociétés ayant une comptabilité mais ne jouissant pas de la personnalité juridique (comme les grandes entreprises nationales), qui toutes ont pour fonction principale de produire et vendre des biens et services non financiers marchands, et pour ressources le produit de leurs ventes.

2.2. Les institutions financières (SF)

Ce sont des institutions dont l'activité principale consiste à produire des services financiers marchands. On y retrouve les banques et les autres établissements de crédit, les caisses d'épargne, les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (Sicav, fonds communs de placement), la banque centrale et le Trésor public. La fonction principale des sociétés financières est d'assurer le financement de l'économie. Pour cela, elles jouent plusieurs rôles complémentaires : un rôle d'intermédiaire entre les agents à capacités et à besoins de financement, un rôle de transformation de l'épargne des ménages, souvent disponible à court terme, en ressources disponibles à long terme pour les entreprises et les APU ; enfin, un rôle de création de la monnaie via le crédit nécessaire au fonctionnement de l'économie.

2.3. Les ménages

Un ménage est constitué de plusieurs personnes vivant en communauté de biens et d'intérêts : il n'est pas indispensable qu'elles aient des liens de parenté entre elles. Une famille composée du père, de la mère et des enfants, représente le ménage-type, mais il s'en trouve d'autres comme un célibataire qui vit seul, une veuve qui élève ses enfants, des entrepreneurs, des émigrés qui partagent la même chambre, etc.

La vocation d'un ménage est de consommer, c'est-à-dire de procéder à la destruction systématique de biens et services pour satisfaire des besoins biologiques, sociaux ou simplement secondaires. La consommation peut être immédiate ou s'étaler dans le temps. La

consommation d'un ménage dépend de facteurs aussi disparates que son revenu, ses goûts (lesquels goûts sont fonction de l'âge, du sexe, du niveau d'éducation), la disponibilité des produits, des prix, de l'existence de produits de substitution... le champ d'intérêt, ce n'est pas de voir comment se comporte le consommateur individuel mais de voir comment évolue la consommation globale des ménages et quelles en sont les conséquences en amont et en aval. Dans un premier temps nous pouvons faire l'hypothèse que les ménages consacrent la totalité de leurs revenus à l'achat de biens de consommation finale, de sorte que nous ayons (R =revenu global et C =consommation globale) :

$$R=C$$

Lorsque leurs revenus augmentent les ménages utilisent le supplément de revenu à acheter plus de produits et/ou acheter d'autres produits auxquels ils ne pouvaient accéder auparavant. Toutefois, dès que leurs revenus touchent un certain seuil (que chaque ménage se fixe arbitrairement) les ménages changent de comportement : ils choisissent de ne pas consommer la totalité de leurs revenus dans l'immédiat mais d'en mettre en réserve une fraction à consommer plus tard. C'est une fraction de leurs revenus que les ménages réservent pour une consommation future qui constitue l'épargne (noté E). Nous pouvons alors écrire :

$$R=C+E$$

A la lumière de ce nouveau comportement, il apparaît qu'une augmentation des salaires permet, certes, d'accroître la demande mais à partir d'un certain seuil les ménages commencent à épargner, repoussant la demande correspondant à une partie des revenus qu'ils ont reçus, à plus tard. Une nouvelle augmentation des salaires irait à l'épargne et n'aurait aucune incidence sur la demande, la situation idéale pour les producteurs est celle où les salaires ne dégagent aucun surplus à épargner, de façon à ce que les ménages dépensent la totalité de leurs revenus. En vérité l'épargne des ménages n'est pas perdue pour les entreprises puisqu'elles la retrouvent sous forme de dépôts dans les banques d'où elles pourraient éventuellement l'emprunter.

2.4. Les administrations publiques (APU)

Elles regroupent toutes les organisations dont l'activité principale consiste à produire des services non marchands pour les agents économiques de tous les SI ou à redistribuer les revenus et les productions entre les SI. Les APU sont principalement financées par des prélèvements obligatoires (taxes, impôts et cotisations sociales), versent en contrepartie des prestations sociales et fournissent de services non marchands. On distingue trois niveaux

d'APU : les administrations publiques centrales (Etat central, ministères, parlement... l'Etat déconcentré (comme les préfetures) et les administrations publiques locales (APUL) ou territoriales (commune avec le conseil municipal, département avec le conseil général, région avec le conseil régional). Ce sont les différentes lois de décentralisation qui fixent les compétences des unes et des autres, sous contrainte du principe de subsidiarité. Au sens large, quand on désigne l'Etat, on fait référence à l'ensemble des APU. Il y a enfin les administrations de sécurité sociale (ASS), qui assurent le fonctionnement du système de protection sociale des individus contre les différents risques sociaux.

2.5. Les administrations privées

Ces organisations correspondent aux institutions sans but lucratif de service aux ménages (ISBLSN). Leur tâche principale consiste à fournir des services non marchands aux ménages. Ce sont pour l'essentiel des associations, les mosquées, églises, temples, synagogues, les partis politiques et syndicats. Ces administrations privées sont principalement financées par des dons et cotisations volontaires.

2.6. Les entreprises d'assurance

Une entreprise d'assurance, aussi appelée société d'assurance, est un organisme assureur régi par le code des assurances contrairement aux mutuelles soumises au code de la mutualité et aux instituts de prévoyance soumis au code de la sécurité sociale ou au code rural.

Les sociétés d'assurance sont des sociétés anonymes ou à forme mutuelle. Leurs ressources principales sont constituées par des primes d'assurance. Ces organismes pratiquent l'assurance dommage et la responsabilité civile, l'assurance vie, l'assurance contre les risques liés à la personne humaine. Elles relèvent du code des assurances.

2.7. Le reste du monde (RDM)

Le RDM est un agent encore plus abstrait, dans la mesure où il regroupe tous les agents économiques qui ne sont pas membres des six premiers. Il permet de définir et mesurer l'ensemble des échanges entre les agents résidents et les agents non-résidents. Il y a les échanges de biens et services, mais aussi les échanges monétaires et financiers.

Cette nomenclature des secteurs institutionnels est nécessaire, mais ce regroupement des unités institutionnelles en secteurs institutionnels ne suffit pas. Encore faut-il regrouper les

millions d'opérations économiques, afin de pouvoir mieux visualiser les interdépendances liées aux échanges économiques divers entre ces catégories d'agents.

Tableau : Fonctions et ressources principales des secteurs institutionnels

Secteur institutionnel	Fonction principale	Ressources principales
Sociétés et quasi-sociétés non financières	Produire des biens et des services marchands non financiers.	Résultat de la vente.
Institutions financières	Financer, c'est-à-dire collecter, transformer et répartir des disponibilités financières.	Fonds provenant des engagements financiers contractés
Entreprises d'assurance	Assurer, c'est-à-dire garantir un paiement contre un risque	Primes contractuelles ou cotisations volontaires
Administrations publiques	Produire des services non marchands destinés à la collectivité et effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales.	Versements obligatoires effectués par les autres secteurs et reçus directement ou indirectement
Administrations privées	Produire des services non marchands, dans certains cas, à but lucratif et destinés aux ménages.	Contributions volontaires effectuées par les ménages : éventuellement achats des ménages.
Ménages	Consommer et en tant qu'entrepreneurs individuels, produire des biens et des services marchands non financiers.	Rémunération des facteurs de production ; transferts effectués par les autres secteurs ; produits de la vente
Reste du monde	On regroupe dans un même ensemble de comptes les opérations entre unités résidentes et unités non résidentes.	

3. Les flux économiques regroupés par opérations économiques

Les actes économiques accomplis chaque année par les secteurs institutionnels sont classés en trois grandes catégories. Il s'agit des opérations sur biens et services, des opérations de répartition du revenu et des opérations financières.

3.1. Les opérations sur biens et services

Les opérations sur biens et services décrivent l'origine des biens et des services (ressources) utilisés par l'économie nationale et leurs différentes utilisations (emplois). Elles indiquent la provenance et la destination des biens et des services.

- **Les ressources** d'un pays sont constituées par la production et les importations. La production représente la valeur des biens et des services créés par les unités résidentes. Les importations correspondent à la valeur des biens et des services produits par le reste du monde et mis à la disposition de l'économie nationale.
- **Les emplois** d'un pays sont classés en cinq postes :
 - **La consommation intermédiaire.** Elle représente la valeur des biens et services utilisés dans le processus de production, qui concourent à la production d'autres biens et services.
 - **La consommation finale.** Elle correspond à la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction finale des besoins individuels (des ménages) ou collectifs (des administrations publiques ou privées). Pourtant, depuis le système européen de comptabilité de 1995, la comptabilité nationale (SCN) calcule deux agrégats pour la consommation des ménages : la dépense de consommation et la consommation effective.
 - **La formation brute de capital fixe (FBCF).** Elle enregistre la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans un processus de production. L'investissement productif désigne l'opération d'acquisition de capital fixe productif par les entreprises et les administrations publiques. L'Insee le mesure à partir de la FBCF qui privilégie surtout les biens matériels, la construction de logements, les travaux publics. L'essentiel de la FBCF est réalisé par les entreprises sous forme de biens d'équipement.
 - **La variation des stocks.** C'est la différence entre la valeur des stocks en début d'année et celle en fin d'année.

- **Les exportations.** Elles correspondent à la valeur des biens et des services produits par l'économie nationale et mis à la disposition du reste du monde. Au niveau de l'économie nationale, il existe un équilibre comptable (ex post) entre le total des ressources et le total des emplois en biens et services :

Production + importation = consommation intermédiaire + consommation finale + formation brute de capital fixe + variation de stock + exportation.

- **Production marchande et non marchande.** La production est marchande quand elle s'échange, ou peut s'échanger, sur un marché à un prix couvrant au moins les coûts de production. Une production est marchande quand elle concerne des produits échangés gratuitement ou à un prix inférieur à son coût. Par principe, tous les biens sont considérés comme marchands. Les services peuvent être marchands ou non marchands. **Les services sont marchands** quand ils peuvent être achetés ou vendus sur un marché et quand ils sont produits par une unité marchande, c'est-à-dire par une unité dont les ressources proviennent majoritairement de la vente de sa production. **Les services sont non marchands** quand ils sont fournis par les administrations publiques ou privées à la collectivité dans son ensemble ou à certains groupes de ménages, à titre gratuit ou quasi gratuit.
- **Production et valeur ajoutée.** Pour évaluer la véritable richesse créée au sein d'une économie, il faut éviter de comptabiliser plusieurs fois les mêmes biens et services qui ont fait l'objet d'une production. Parmi ceux-ci, un certain nombre servent à la fabrication d'autres biens et services. Ce sont les consommations intermédiaires. Leur prix fait partie du prix de vente des biens et services qu'elles ont servi à élaborer. D'où un risque de double comptabilisation si l'on additionne sans précaution les prix des divers biens et services. Pour éviter ces multiples comptabilisations, il faut soustraire de la valeur des biens et services produits, à chaque stade du processus de production, la valeur des consommations intermédiaires. On obtient alors la valeur ajoutée.

3.2. Les opérations de répartition

Les opérations de répartition décrivent la formation du revenu issu de la production ou reçu du reste du monde et la circulation des revenus entre les unités institutionnelles. Elles montrent l'origine, la distribution et l'utilisation finale des revenus primaires, ainsi que la redistribution des revenus de transfert. Ces opérations se décomposent en transferts courants et transferts en capital.

- **Les transferts courants** portent sur deux catégories d'opérations de répartition :
 - Celles effectuées en contrepartie d'une participation à l'activité de production. Il s'agit de la rémunération des salariés, des impôts liés à la production, des revenus de la propriété et de l'entreprise, des subventions d'exploitation, des opérations d'assurances dommages.
 - Celles effectuées sans contrepartie d'une activité de production. Il s'agit principalement des impôts sur le revenu et le patrimoine, des cotisations sociales et des prestations sociales.
- **Les transferts en capital** comprennent, essentiellement, les aides à l'investissement et les impôts en capital (prélèvements pour donations et successions).

Comme nous l'avons vu, la répartition se déroule en deux temps : la répartition primaire des revenus entre les facteurs de production et la répartition secondaire des revenus via le processus de redistribution qui permet de passer du revenu primaire au revenu disponible.

3.3. Les opérations financières

Les opérations financières correspondent à l'ensemble des opérations qui mettent en relation directement (via les marchés de capitaux) ou indirectement (via des intermédiaires financiers) les agents à capacité de financement et les agents à besoin de financement.

Ce sont les opérations relatives à la création et à la circulation des moyens de paiement, de placement et de financement. Elles portent sur des droits financiers, appelés créances et dettes. La comptabilité nationale retient quatre grandes catégories d'opérations financières d'après les instruments sur lesquels elles portent :

- **Les instruments de paiement.** Ce sont les créances directement utilisables, donc liquides, qui servent dans le règlement des transactions sur le territoire national ou à l'extérieur.
- **Les instruments de placement.** Ils regroupent les créances qui découlent de la seule décision d'un créancier de mettre en réserve une fraction de son revenu.
- **Les instruments de financement.** Ils portent sur les créances nées d'un accord bilatéral entre créanciers et débiteurs.
- **Les réserves techniques d'assurance.** Les entreprises d'assurance sont tenues, en contrepartie des primes qu'elles encaissent, de constituer des réserves destinées à effectuer des versements en cas de réalisation des sinistres.

4. Les interdépendances et représentation des opérations des agents économiques

On peut représenter les opérations des agents économiques par des comptes ou pour l'ensemble des agents par un circuit économique.

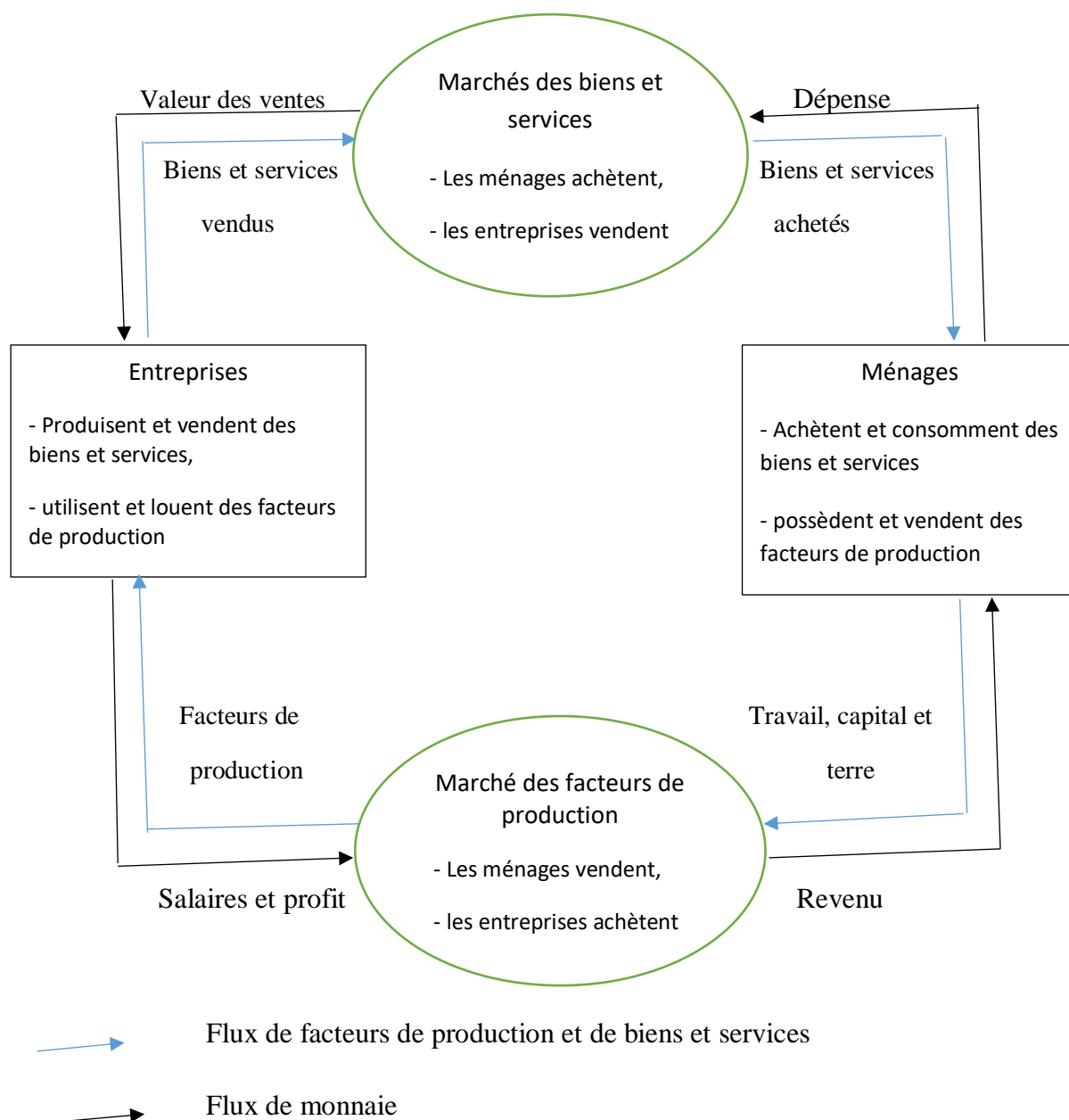
4.1. La représentation des opérations par le circuit économique

Il est possible de représenter l'activité économique de tous les agents par quatre grandes fonctions macroéconomiques : financement, production, répartition ou dépense. Ainsi la production conduit à la réalisation de biens et de services à destination des agents économiques. Cette production entraîne une création de revenus qui sont ensuite répartis entre les agents, leur permettant de consommer, d'investir ou d'épargner. L'épargne de certains agents économiques permet à d'autres agents de financer leur production.

La production est identique au revenu au niveau macroéconomique. Si l'on, ajoute les importations à la production nationale, on obtient l'offre globale de biens et de services sur le territoire national. La demande globale, elle se compose de l'investissement, de la consommation et des exportations. Ainsi, l'égalité offre globale = demande globale s'écrit :

Production + importations = Consommation + investissement + exportations. Ainsi, la comptabilité nationale fournit un cadre d'analyse de l'activité économique.

Dans la représentation qui suit, proposée par Gregory Mankiw, nous observons aisément les interdépendances entre agents économiques via les opérations économiques qu'ils réalisent entre eux sur différents marchés. D'autres agents économiques et d'autres marchés ne sont pas pris en compte, mais la logique des interdépendances n'en est pas affectée. Les sept secteurs institutionnels sont interdépendants car ils réalisent des opérations économiques interdépendantes sur divers marchés, qui eux-mêmes sont interdépendants. La logique des interdépendances est fondamentale et incontournable, car elle nous montre que le bien-être économique d'une catégorie d'agents est dépendant de celui des autres. Les interdépendances entre agents économiques par l'intermédiaire des opérations économiques qu'ils réalisent entre eux s'impose à tous comme une loi d'airain. L'ignorer revient à rendre impossible toute amélioration globale de la santé de l'économie. La logique des échanges sur les différents marchés est une illustration réelle de ces interdépendances.



Ainsi, dans le cas d'une situation économique vertueuse de plein-emploi, les revenus des ménages et des entreprises augmentent, ce qui est bien pour les uns et les autres. Les recettes fiscales et sociales des administrations publiques sont élevées. Simultanément, il est plus facile de réduire les déficits publics et la dette. A contrario, dans une situation de croissance molle et de chômage élevé, les revenus des ménages et des entreprises baissent ou ralentissent. Les recettes fiscales et sociales des administrations publiques diminuent et il est alors plus difficile de réduire les déficits publics et la dette.

En somme, les conditions de l'offre et de la demande sont inextricablement liées. La santé économique et financière des entreprises est dépendante de celle des ménages et de celle de l'administration publique, et vice versa. Les situations de l'économie à court terme et à long

terme sont réciproquement dépendantes. Les économies ouvertes le sont également, car les exportations-ventes des uns sont des importations-achats des autres...

4.2. Les comptes des secteurs institutionnels

Pour chaque secteur institutionnel, il est possible de présenter le compte des opérations réalisées au cours d'une année. Ce compte est décomposé en sous - comptes qui enregistrent des flux monétaires : des flux de monnaie reçue, en ressources, et des flux de monnaie versée, en emplois. Les comptes sont nécessairement équilibrés car un déséquilibre signifierait que certains flux reçus n'auraient aucune affectation, ou que certains flux de monnaie versée seraient sans provenance. Pour chaque secteur institutionnel, les sous - comptes s'enchainent et sont liés entre eux par le solde du compte précédent.

Pour chacun des secteurs institutionnels, on peut donc dégager un compte de production, un compte d'exploitation, un compte d'affectation des revenus primaires, un compte de distribution secondaire du revenu, un compte d'utilisation du revenu et un compte de capital.

Chapitre 4 : La monnaie

La monnaie a toujours représenté pour les économistes un objet d'étude particulièrement complexe. Selon Stanley Jevons (1835-1882), « la monnaie représente en économie ce qu'est la quadrature du cercle en géométrie ou le mouvement perpétuel en mécanique ». Pour d'autres économistes, la difficulté à la définir est telle qu'il est sans doute préférable d'y renoncer. La formule de Francis A. Walker (1840-1897), « Money is that money does », s'inscrit dans une conception qualifiée de fonctionnaliste : la nature de la monnaie, c'est-à-dire son essence et par extension sa raison d'être, peut être approchée de manière suffisante à partir des fonctions qu'elle remplit dans l'économie. D'autres travaux partent de l'hypothèse que la nature de la monnaie est une question complexe qui mérite d'être prise au sérieux et que sa définition à partir des services qu'elle rend est, au mieux, incomplète et au pire non satisfaisante. Ils montrent que la monnaie est une institution qui structure de nombreuses sociétés humaines et qu'elle entretient des liens étroits avec l'économie de marché. Les questions relatives aux formes de monnaie et aux dispositifs de création monétaire ne peuvent être étudiées indépendamment de ce débat fondateur.

Lorsque l'on parle d'économie, on pense très rapidement à la monnaie. Cette dernière est souvent, en effet, assimilée à la richesse. Ce lien est-il justifié ? la monnaie n'est-elle pas plutôt la représentation de la richesse sans en être véritablement son fondement ? les fonctions de la monnaie vont bien au-delà de la simple représentation de la richesse et les formes qu'elle prend sont multiples, rendant sa quantification de plus en plus complexe. Les débats autour de la monnaie, quant à son influence sur les mécanismes de l'économie réelle, ont été et restent encore nombreux. Enfin, la quantité de monnaie en circulation évolue en fonction de la création monétaire générée par le système bancaire qui doit être contrôlé justifiant, ainsi, l'existence de la Banque centrale.

1. La nature de la monnaie

Produire, travailler, vendre des biens, faire son marché, acheter et consommer, épargner une partie de son revenu sont des actes qui reposent sur l'échange monétaire. Tous les actes de la vie quotidienne ne nécessitent pas l'usage de la monnaie. Mais, dans le cadre d'une économie de marché, la vie quotidienne rend la monnaie indispensable, car elle nous permet d'acquérir les biens et services dont nous avons besoin. La monnaie est un instrument qui permet aux individus de participer aux échanges marchands dans un espace donné : elle constitue une référence commune dont la détention contribue à intégrer socialement ou bien à exclure.

L'usage de la monnaie est incontournable pour tous les actes liés à la création de richesse et à l'échange : elle est un fondement des sociétés contemporaines, car il vaut mieux posséder la monnaie et être en mesure d'en accumuler une quantité nécessaire pour vivre et s'épanouir. Son usage est très ancien : on a identifié des signes monétaires dès 3500 avant J-C. On peut trouver encore l'usage du troc dans certaines tribus où la monnaie a pour fonction de consacrer les alliances entre groupes ou familles et fait partie des rites religieux ou magique.

On considère généralement que, sans monnaie, le développement de l'économie aurait été impossible : elle constitue une incitation formidable à produire davantage, certes pour satisfaire ses besoins, mais également pour posséder davantage de monnaie dans le cadre d'une économie de plus en plus marchande. En effet, les individus cherchent à être plus efficaces pour mieux satisfaire ceux qui proposent de la monnaie, ou pour obtenir de la monnaie avec moins de travail en réalisant des gains de productivité. Chacun se spécialise alors dans l'activité où il est le plus efficace et la division du travail d'amplifie. Les marchés se développent et de nouvelles techniques de fabrication apparaissent. On crée de nouveaux moyens de transport, tandis que de nouvelles interdépendances naissent entre les acteurs économiques. On peut ici faire référence au gain à l'échange et à 'l'harmonie naturelle des intérêts » qu'évoquait Adam Smith en 1776, avec sa métaphore de la « main invisible » : l'échange monétaire volontaire et le mécanisme des prix permettent de satisfaire les besoins des consommateurs. Dans le cadre d'un cercle cumulatif, l'allongement du processus de production renforce la division du travail, qui à son tour, nécessite une nouvelle extension de l'économie d'échange monétaire. Dans le cadre de notre économie actuelle, où les échanges sont mondialisés, plus aucun pays ne peut réaliser l'intégralité de sa production lui-même. S'il subsiste des débats théoriques sur le rôle de la monnaie dans le circuit économique, nul ne conteste son importance dans l'essor historique de l'économie de marché. Elle tient une place fondamentale dans la structuration des échanges.

1.1. La monnaie : définitions et fonctions

Les définitions de la monnaie sont nombreuses, ce qui indique la difficulté rencontrée lorsqu'il s'agit d'en délimiter les contours. Une première approche considère la monnaie comme l'ensemble des moyens de paiement dont disposent les agents économiques pour régler leurs transactions. La simplicité de cette définition ne lui donne pas un caractère analytique très pertinent. L'utilisation de la monnaie se limite-t-elle à des transactions ? Elle peut être abordée, comme le fait Raymond Barre comme un bien d'échange généralement accepté par une

communauté de paiement. Dans cette approche, la notion de communauté de paiement apparaît comme intéressante puisqu'elle introduit l'idée d'espace géographique et de zone monétaire, au cœur de l'évolution économique récente avec l'arrivée de l'euro. Cependant, l'idée de bien d'échange qui reste pertinente puisque la monnaie fait bien l'objet d'échange, n'apporte que peu de précisions sur le rôle spécifique de la monnaie.

Deux conceptions principales de la monnaie existent chez les économistes. Pour certains, la monnaie est un bien économique comme un autre, un simple instrument qui permet de résoudre les problèmes techniques de l'échange marchand. Pour d'autres, la monnaie est un rapport social et il y a une différence de nature entre une économie monétaire et une économie de troc.

1.1.1. Les conceptions fonctionnelles

L'approche fonctionnaliste est très ancienne, on la fait traditionnellement remonter à Aristote. Dans cette perspective, la monnaie se caractérise par trois fonctions : intermédiaire des échanges, unité de compte, réserve de valeur.

Si la monnaie est un bien spécifique par le rôle qu'elle joue dans l'économie, il semble nécessaire de la définir justement au regard des trois grandes fonctions qu'elle remplit.

La monnaie est un **intermédiaire des échanges**. Pour Samuelson et Nordhaus (2005), la monnaie est toute chose qui est acceptée et utilisée de manière généralisée comme intermédiaire des échanges.

Au fur et à mesure que la division du travail se développe dans les économies et que les transactions se multiplient, les pratiques de troc, échanges de biens contre d'autres biens, montrent leurs insuffisances. En effet, l'échange ne peut se réaliser que si les besoins des différents agents correspondent exactement. Un agent ayant produit un bien A et désirant un bien B, doit trouver un autre agent disposant du bien B et intéressé par le bien A. certains produits étant périssables, cette correspondance des besoins doit être réalisée immédiatement. De plus, dans une économie de troc, les besoins doivent correspondre également quantitativement, or certains biens ne sont pas divisibles (dans notre exemple, l'échange ne pourra avoir lieu si un agent ne désire que la moitié du bien B et que celui-ci ne puisse être décomposé).

L'approche fonctionnaliste fait l'objet de nombreuses critiques. Des historiens et anthropologues font observer que l'existence de la monnaie est très ancienne et qu'elle précède, dans de nombreux cas, le développement des échanges sous forme de troc. Certains analystes dénoncent d'ailleurs la « fable du troc », car ils contestent que les échanges au sein des économies primitives aient été dominés par une logique du «donnant-donnant » – c'est au contraire une logique ostentatoire qui semble avoir prévalu. On fait aussi observer que les formes de la monnaie n'ont pas évolué de façon linéaire. Par exemple, les marchands vénitiens ou les banquiers de Florence utilisaient la monnaie scripturale bien avant que la monnaie métallique (et a fortiori la monnaie fiduciaire) soit d'usage courant en Europe. À l'inverse, dans certaines circonstances, on assiste à un retour vers la monnaie marchandise (pendant les deux dernières Guerres mondiales, par exemple). Au total, le fait de considérer la monnaie comme un simple instrument technique ne semble guère compatible avec les résultats des travaux historiques et anthropologiques

1.1.2. L'approche anthropologique

Allant au-delà du fonctionnalisme, deux approches permettent de cerner la nature de la monnaie : une approche anthropologique qui considère la monnaie comme un moyen de conjurer la violence dans les sociétés, et une approche économique qui considère la monnaie comme inhérente à l'économie de marché et au capitalisme. La première approche est de type anthropologique, elle a été développée notamment par les économistes Michel Aglietta et André Orléan en s'appuyant sur les travaux du philosophe René Girard (1923-2015). Pour ces auteurs, il existe une violence fondatrice des rapports humains et la monnaie est un moyen d'exorciser cette violence. La monnaie permet de substituer l'échange pacifié au rapt et à la prédation. La monnaie est donc ambivalente : moyen d'exorciser la violence, institution sociale essentielle, elle peut aussi être source de violence destructrice pour la société (dans le cas de l'hyperinflation allemande des années 1920, par exemple). Dans le cadre de cette approche, la monnaie est donc une composante essentielle du lien social, c'est une institution et non un instrument technique, elle repose en particulier sur la confiance sans laquelle aucune communauté de paiement ne peut fonctionner.

1.2. Les formes de la monnaie

La monnaie a une histoire longue et fascinante, aussi nous allons commencer par en présenter les étapes.

1.2.1. De la monnaie marchandise à la monnaie métallique

La monnaie comme moyen d'échange est d'abord apparue dans l'histoire de l'humanité sous la forme de marchandises. Une grande variété de biens a servi de monnaie à un moment ou à un autre : cuivre, fer, bétail, huile d'olives, cigarettes, vin, or, argent et diamants.

Chacun d'entre eux comporte des avantages et des inconvénients. Le bétail n'est pas divisible en petite monnaie. L'huile d'olives fournit une belle monnaie liquide qui est aussi divisible que l'on veut mais dont la manipulation est salissante. Est ainsi de suite.

A partir du XIX^e siècle, la monnaie marchandise est devenue presque exclusivement limitée aux métaux comme l'or et l'argent. Ces formes de monnaie ont une valeur intrinsèque, ce qui signifie qu'elles ont une valeur d'usage en elles-mêmes. Puisque la monnaie avait une valeur intrinsèque, il n'était pas nécessaire que l'Etat la garantisse, et sa quantité était régulée par le marché via l'offre et la demande d'or ou d'argent.

De l'Antiquité jusqu'au XIX^e siècle, certaines régions du monde ont utilisé des monnaies marchandises pour leurs échanges – c'est-à-dire que l'instrument support de la monnaie peut être désiré pour lui-même, et remplit des besoins non liés à l'échange (coquillages, bétail, blé, thé, fèves, etc.). Au fil du temps, ces formes de monnaie ont évolué vers la monnaie métallique, celle-ci tirant sa valeur du métal qu'elle contenait (or, argent). Les métaux utilisés présentaient généralement la caractéristique d'être fongibles, d'avoir une forte valeur marchande, d'être divisibles et d'être rares. La monnaie métallique s'est historiquement échangée sous forme pesée (par exemple en Égypte, deux mille ans avant notre ère), comptée (vers 800 avant Jésus-Christ, les lingots furent divisés en pièces, invention qui se généralisa sous l'Antiquité, en Grèce puis à Rome d'une part, ainsi qu'en Chine, en Inde et dans le monde islamique d'autre part) ou frappée (la frappe indiquant le poids de la pièce; les premières pièces modernes remontent au vie siècle avant Jésus-Christ en Lydie d'abord, puis en Grèce). Petit à petit, le caractère précieux du métal s'est détaché du numéraire apposé par frappe sur la pièce. Néanmoins, au cours du XIX^e siècle, de la fin des guerres napoléoniennes au déclenchement de la Première Guerre mondiale, le monde a vécu sous le régime de l'étalon-or, dans lequel les monnaies nationales étaient définies par leur poids en or (et/ou en argent).

Mais la monnaie métallique souffre d'imperfections parce que des ressources rares sont nécessaire pour l'extraire ; bien plus, elle peut devenir abondante simplement en raison de découvertes accidentelles de gisements de minerais.

L'introduction du contrôle monétaire par les banques centrales a conduit à un système monétaire beaucoup plus stable. La valeur intrinsèque de la monnaie est maintenant sa caractéristique la moins importante.

1.2.2. La monnaie papier

La période de la monnaie marchandise a ouvert la voie à l'ère du papier monnaie. L'essentiel de la monnaie est maintenant mise à nu. La monnaie est désirée non pour elle-même mais pour les choses qu'elle permet d'acheter. Nous ne souhaitons pas consommer directement de la monnaie.

L'usage de la monnaie papier s'est répandu parce qu'il est un moyen commode d'échange. Elle est facilement transportable et stockable. La valeur de la monnaie peut être protégée des contrefaçons par une gravure minutieuse. Le fait que des personnes privées ne puissent pas créer légalement de la monnaie préserve sa rareté. Etant donné cette limitation de l'offre, la monnaie a une valeur. Elle permet d'acheter. Tant que les agents économiques pourront payer leurs factures avec des unités monétaires, aussi longtemps qu'elles seront acceptées comme moyen de paiement, elles assurent la fonction de monnaie.

La monnaie papier constitue une étape importante dans le processus de dématérialisation des instruments monétaires, puisque sa valeur faciale est dès le départ totalement dissociée de la valeur intrinsèque de son support. Par ailleurs, alors que les billets étaient initialement adossés à un sous-jacent disposant d'une valeur intrinsèque, ils s'en sont progressivement détachés. En effet, les premiers billets prennent la forme de « certificats de dépôt » échangeables contre des métaux précieux laissés en dépôt dans les coffres des banques, puis contre de la monnaie divisionnaire. On fait remonter leur apparition au X^e siècle en Chine, et aux XVI^e-XVII^e siècles en Europe où ils étaient notamment utilisés par les marchands de Venise ou d'Amsterdam. Dans ces cas, la valeur de l'instrument n'est pas intrinsèque, mais dépend de la crédibilité de la promesse de conversion de l'émetteur. Petit à petit toutefois, le volume des billets est devenu supérieur à l'encaisse métallique des banques, qui comptaient que l'ensemble des porteurs n'en demanderait pas la conversion en même temps et les ont donc émis en partie « à découvert », endossant ainsi un risque de faillite. En France, la Banque de France a reçu en 1848 le monopole de leur émission. Ainsi, le billet constitue, à l'instar de la monnaie divisionnaire, la seconde forme de monnaie fiduciaire.

1.2.3. La monnaie scripturale

De nos jours, l'essentiel de la monnaie est de la monnaie scripturale bancaire – des dépôts dans une banque ou une autre institution financière. Les chèques sont acceptés à la place des paiements en espèces pour l'achat de nombreux biens et services.

La monnaie scripturale est ainsi nommée car elle se matérialise par une inscription en compte dans le livre de l'entité émettrice, inscription qui constitue une reconnaissance de dette de l'entité émettrice.

Son apparition est antérieure à celle des pièces et des billets de banque : on en retrouve ainsi des traces dès 1800 avant notre ère, sur des tablettes en Mésopotamie. Les Grecs et les Romains connaissaient déjà les virements entre comptes, de même que les Arabes qui les utilisaient au IX^e siècle. Ces virements connaissent un développement croissant à partir du XII-XIV^e siècle, dans des foires marchandes d'Europe où les transactions pouvaient s'effectuer via des lettres de change (reconnaisances de dette entre négociants, ancêtre du chèque bancaire). La généralisation de ces techniques va donner naissance à des systèmes de compensation dans lesquels des intermédiaires spécialisés – les banquiers – vont s'interposer pour centraliser les lettres de change, évaluer la qualité de celles-ci, et effectuer les opérations de change lorsque celles-ci sont libellées dans des monnaies différentes. Se mettent ainsi en place les premiers systèmes de paiement centralisés qui préfigurent les systèmes de paiement modernes.

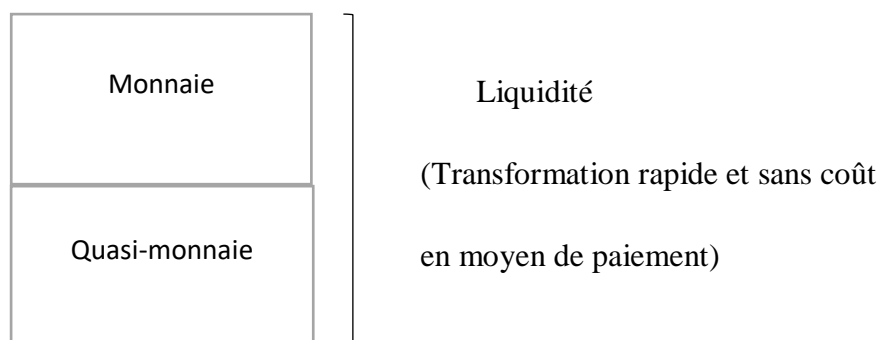
1.2.4. La quasi-monnaie et la notion de liquidité

Avec la monnaie scripturale apparaît une dématérialisation croissante de la monnaie, qui ne remet pas en cause les trois fonctions de la monnaie (dans un système sécurisé), si cette dernière conserve son caractère d'actif le plus liquide.

La notion de liquidité d'un actif se définit comme son aptitude à se transformer en moyen de paiement, aisément, rapidement et sans coût.

Un certain nombre d'actifs possède également, mais à des degrés divers, cette caractéristique de liquidité. Toutefois ces actifs nécessitent d'être transformés pour devenir des moyens de paiement. On parlera, alors, de quasi-monnaie, puisque cette transformation s'effectue en règle générale aisément et sans perte de valeur. Ainsi, les dépôts à terme dans les caisses d'épargne, les dépôts à terme dans les banques, les contrats d'assurance ou bien encore les bons de Trésor sont très proches, de par leur degré de liquidité de la monnaie.

La liquidité



Cette quasi-monnaie fait intervenir de nouveaux intervenants, autres que les banques, et rend la frontière entre le système monétaire et le système financier de plus en plus complexe à appréhender, les interactions entre les deux systèmes étant nombreuses. De plus, la monnaie étant multiforme, il devient de plus en plus complexe d'en évaluer la quantité en circulation dans l'économie.

1.2.5. La monnaie électronique

Dans les années récentes, l'innovation a été rapide en ce qui concerne les différents moyens d'utilisation de la monnaie. De nombreuses institutions financières lient un compte courant et un compte d'épargne et y associent même un portefeuille d'actions. L'extension d'internet permet aux utilisateurs de payer leur facture électroniquement tout comme ils ont effectué leur commande en ligne.

La monnaie électronique est définie, selon l'article 1 du code monétaire et financier français, comme « une valeur monétaire qui présente la spécificité d'être stockée sous forme électronique, et qui représente une créance sur son émetteur ». Elle doit en outre respecter une série de conditions, à savoir être émise contre remise de fonds, et être acceptée pour une opération de paiement par une personne morale ou physique autre que l'émetteur.

Conçue à l'origine pour définir les unités monétaires stockées sur des supports physiques, de type carte prépayée, le concept de monnaie électronique a ensuite été étendu à la tenue de compte en ligne fonctionnant sur le même principe de pré-alimentation. Dans un cas comme dans l'autre, la vocation des services de monnaie électronique est avant tout transactionnelle :

- Les cartes prépayées servent ainsi comme moyen de paiement alternatif aux cartes de paiement classique, au chèque ou aux espèces pour le règlement des transactions au point de vente, et s'appuient sur certains cas d'usage spécifiques, tels que les cartes cadeaux par exemple.
- Sous forme de compte en ligne, la monnaie électronique permet un paiement direct entre clients d'un même émetteur, sans avoir à recourir aux moyens de paiement interbancaires classiques (carte, virement, prélèvement, chèque), ce qui se traduit généralement par des paiements crédités quasi immédiatement sur le compte du bénéficiaire et une facturation unique par l'émetteur. En outre, le caractère prépayé du compte constitue une mesure efficace contre la fraude, le compte de monnaie électronique ne pouvant pas être mis à découvert en cas d'usurpation de l'identité du payeur par un fraudeur. Du fait de ces caractéristiques, la monnaie électronique sous cette forme a rencontré un certain succès avec l'essor des transactions entre particuliers sur internet.

1.3. La masse monétaire

La masse monétaire d'un pays ou d'une zone monétaire se définit comme la quantité de monnaie en circulation dans l'économie. Cette monnaie circule entre agents économiques et leur permet de régler leurs échanges et de se financer. S'ajoutent à la monnaie en circulation, les placements financiers facilement transformables en liquidités, c'est-à-dire qui pourraient être disponibles rapidement pour être utilisés par les agents économiques sans perte de valeur.

La masse monétaire peut être définie plus simplement comme l'ensemble des actifs (monétaires ou non monétaires) dont disposent les agents et qui peuvent être immédiatement ou très rapidement utilisés pour réaliser les grandes fonctions macroéconomiques : épargne, consommation, investissement. En d'autres termes, connaître la quantité de monnaie en circulation demeure une étape incontournable pour apprécier les conséquences éventuelles de la variation de la masse monétaire sur les variables réelles de l'économie.

La masse monétaire, en circulation ou constituée de placements financiers liquides, représente un stock détenu par les agents économiques à un moment donné. Ce stock est mesuré par une série d'indicateurs appelés « agrégats monétaires » (voir infographie). Depuis l'instauration d'une politique monétaire unique dans la zone euro, c'est l'Euro système (qui rassemble la Banque centrale européenne – BCE – et les banques centrales nationales des

pays de la zone euro) qui collecte et publie ces informations statistiques pour l'ensemble de la zone.

1.3.1. Les agrégats monétaires

La masse monétaire va intégrer les différentes formes de monnaie et de quasi-monnaie, puisqu'elle se définit comme l'ensemble des moyens de paiement en circulation dans une économie. On retrouve, ainsi, les deux fonctions d'intermédiaires des échanges et de réserve de valeur.

La masse monétaire se décompose en différents agrégats. Un agrégat monétaire est défini comme le regroupement d'un ensemble homogène d'actifs monétaires ou non monétaires. Les agrégats vont être classés par ordre de liquidité décroissante. Ainsi, le premier agrégat M1 (ou disponibilités monétaires ou masse monétaire au sens strict) regroupe les formes de monnaies les plus liquides : monnaie divisionnaire, billets, comptes à vue. L'agrégat M2 intègre M1 et des actifs correspondant à de la quasi-monnaie comme les placements à vue rémunérés. Le troisième agrégat M3 englobe M2 et les dépôts en devises ainsi que les titres émis par les banques. Enfin, le dernier agrégat M4 comprend M3 et les titres à court terme émis par les entreprises (billets de trésorerie) ou par le Trésor pour l'Etat (bons de Trésor).

L'analyse des variations et des transformations des différents agrégats contribue à mettre en évidence les transferts éventuels entre une monnaie, moyen de paiement immédiat utilisable directement pour la consommation, et une monnaie qui constitue plutôt une forme d'épargne plus difficilement transformable en moyen de paiement.

1.3.2. L'évolution et les transformations

Différents facteurs permettent d'expliquer l'évolution des agrégats : les mesures fiscales qui peuvent favoriser un placement par rapport à un autre, les innovations financières et monétaires donnant naissance à des titres plus attractifs ou bien encore l'état des marchés financiers (évolution favorable ou défavorable) qui stimule ou freine des placements sur le long terme. Ainsi en 1998, l'agrégat monétaire M3 a progressé de 2,7% du fait de l'attractivité plus forte des titres à court terme émis par les institutions financières par rapport au placement dans des livrets (M2).

Au cours des dernières décennies, sous l'influence des innovations monétaires, on observe une transformation de la structure de la masse monétaire au profit des actifs les moins

liquides. Jusqu'en 1993, la croissance de M2 et M3 parmi l'ensemble des agrégats est la plus importante. En revanche, à partir de 1993, un certain nombre de mesures fiscales moins favorables aux titres sur le court terme, provoquent un accroissement de M1 et de l'épargne sur livret (M2).

Les modifications de la composition de la masse monétaire font clairement apparaître les difficultés rencontrées pour classer ce qui relève de la monnaie et ce qui relève du placement. La frontière entre le monétaire et le financier devient de plus en plus floue. Si le rôle des banques a été pendant longtemps prépondérant dans l'évolution de la masse monétaire, de nombreux autres agents (Trésor, organismes financiers, entreprises) influencent aujourd'hui les variations constatées dans les agrégats monétaires.

Pour tenir compte de cette complexité croissante et compléter les informations fournies par les agrégats monétaires, des agrégats financiers représentatifs de placements sur le long terme, ont été construits. Ces trois agrégats sont P1 qui regroupe l'épargne réglementée sur le long terme (plan d'épargne-logement, plan d'épargne populaire), P2 qui comprend les placements sur le long terme à revenu fixe (les obligations) et P3 qui correspond aux placements sur le long terme à revenu variable (les actions).

L'entrée en vigueur de l'euro comme monnaie unique dans la plupart des pays de l'union européenne à partir de 1999, constitue également une transformation considérable quant au contrôle et à l'évaluation de la masse monétaire. La communauté de paiement se trouve considérablement élargie. La quantification et la surveillance de M3, agrégat privilégié par les autorités monétaires deviennent plus complexes pour les différentes banques centrales et pour la Banque centrale européenne qui en a la charge pour l'ensemble de la zone euro.

2. Les débats autour du rôle de la monnaie et de la demande d'encaisses

Il existe un lien certain entre les fonctions remplies par la monnaie et les formes qu'elle peut prendre. Afin de remplir au mieux ses différents rôles, la monnaie s'est progressivement dématérialisée, rendant ainsi plus complexe l'appréciation de la masse monétaire et son évaluation. Or, cette évaluation est indispensable puisque la monnaie intervient naturellement dans les échanges. Il faut donc s'interroger, d'une part, sur les conséquences d'une variation de la masse monétaire sur les phénomènes économiques réels et, d'autre part, sur les raisons qui motivent les agents à demander des encaisses, cette demande jouant elle-même directement sur

la quantité de monnaie en circulation. De nombreux auteurs ont cherché, depuis fort longtemps, à répondre à l'ensemble de ces questions.

Les classiques et les néo- classiques ont conclu à la neutralité de la monnaie, déconnectant ainsi les phénomènes réels et les phénomènes monétaires. L'analyse keynésienne s'intéresse plus précisément à la demande d'encaisses provenant des agents. Les différents motifs qui expliquent cette demande, conduisent à la conclusion que la demande de monnaie est instable et à la remise en cause de la séparation de la sphère réelle et de la sphère monétaire. Enfin, les travaux de Milton Friedman qui s'inscrivent dans la logique des classiques et des néo- classiques, aboutissent à des conclusions contraires à celles de Keynes.

2.1. L'approche classique et néo- classique

Tout comme le mercantilisme, le classicisme économique ne se définit pas par des fondements doctrinaux précis, une problématique spécifique et des analyses convergentes développées par les différents auteurs qui se considèrent disciples d'Adam Smith, ou que les analystes rangent parmi les classiques. Cependant, et malgré la réunion des éléments qui font une école, l'économie classique se présente plutôt comme un amas regroupant des courants doctrinaux divers, des théories économiques divergentes, mais dont les énoncés ou les analyses qu'ils sous-tendent forment les bases de la science économique moderne.

2.1.1. L'analyse classique : de la neutralité de la monnaie à la loi des débouchés

Les économistes classiques sont contemporains de la révolution industrielle et observent une économie en pleine transformation. Ils sont pour l'essentiel favorables aux conditions du développement économique. Celui-ci se caractérise par le passage de l'artisanat à l'industrie, et une transformation de l'agriculture rendue nécessaire par la transition démographique. La révolution industrielle est marquée par de multiples innovations techniques qui autorisent une organisation plus efficace des manufactures. L'appellation classique est due à Karl Marx qui constate chez les différents auteurs de cette époque une convergence de critères d'analyse : une étude des rapports de classe, une même théorie de la valeur, une défense du libéralisme économique.

Pour les classiques, les biens s'échangent contre des biens sur la base de leur valeur travail. Ainsi, les prix relatifs des marchandises découlent de la quantité de travail qu'elles ont nécessité. La monnaie n'est qu'un voile qui permet simplement d'exprimer les prix absolus et de faciliter les échanges. Pour les auteurs classiques, la monnaie est donc neutre puisqu'elle

n'intervient pas dans les mécanismes de fixation des prix. On parlera alors de dichotomie entre la sphère réelle (production et échange) et la sphère monétaire (circulation de la monnaie). Dans ce cadre d'analyse, la monnaie remplit bien les deux fonctions d'intermédiaire des échanges et d'unité de mesure, mais la troisième fonction de réserve de valeur n'est pas reconnue.

Cette conclusion est essentielle dans la pensée classique puisqu'elle est à l'origine de la « loi des débouchés » de Jean-Baptiste Say que l'on résume souvent par la phrase « l'offre crée sa propre demande ». J.B. Say considère que la production d'un bien va permettre au producteur d'obtenir une certaine quantité de monnaie. Celle-ci va elle-même servir à de nouveaux achats ou être épargnée et, par conséquent, donner lieu par la suite à des investissements. Dans tous les cas, investissement ou consommation, la monnaie obtenue par la production et grâce à l'échange va ouvrir de nouveaux débouchés. Toutefois, loi des débouchés ne se vérifie que parce que la monnaie ne peut être désirée pour elle-même et ne peut pas être conservée. L'offre crée donc sa propre demande s'il n'existe pas de phénomène de thésaurisation monétaire.

En considérant que la monnaie ne sert qu'à déterminer le niveau général des prix, les auteurs classiques et, notamment, Ricardo puis Stuart Mill élaborent la théorie quantitative de la monnaie. Les premiers travaux connus dans ce domaine sont attribués à Jean Bodin (1568) qui explique le lien entre l'afflux de métaux précieux et l'élévation du niveau général des prix⁴. La relation entre quantité de monnaie et prix est ainsi pour la première fois mise en évidence. Stuart Mill distingue, pour sa part, la monnaie en circulation et la monnaie dépensée. La quantité de monnaie en circulation peut être dépensée plusieurs fois. On introduit, ainsi, la notion de vitesse de circulation de la monnaie, c'est-à-dire le nombre moyen d'achats réalisés avec une unité de monnaie sur une période donnée.

De cette manière, si l'on admet que la vitesse de circulation et le volume de transactions sont des constantes, toute variation de la quantité de monnaie dans l'économie provoquera une variation proportionnelle du niveau général des prix ou, en d'autres termes, de l'inflation.

⁴ Cette vitesse de circulation s'exprime également sous la forme suivante :

$V = P.T/M$ où V : vitesse de circulation de la monnaie ;

P : niveau général des prix ;

T : volume des transactions ;

M : masse monétaire.

La monnaie chez les classiques

Analyse	Conclusion
<p>La monnaie est neutre.</p> <p>Les échanges et les prix relatifs sont fixés à partir de la valeur travail. La monnaie est un voile qui ne sert que d'intermédiaire des échanges et d'unité de mesure.</p> <p>Il y a dichotomie entre la sphère réelle et la sphère monétaire.</p> <p>La vitesse de circulation de la monnaie est une constante.</p>	<p>Selon la loi des débouchés, il ne peut y avoir de monnaie désirée pour elle-même.</p> <p>En conséquence, l'offre crée sa propre demande puisque l'ensemble de la monnaie en circulation est utilisée.</p> <p>Une augmentation de la quantité de monnaie en circulation aboutit à une hausse du niveau général des prix (théorie quantitative).</p>

Les critiques adressées à l'analyse classique reposent sur la fragilité d'un certain nombre d'hypothèses. La théorie quantitative de la monnaie s'appuie sur l'hypothèse de la constance de la vitesse de circulation, hypothèse difficilement vérifiable. De même, la dichotomie entre la sphère réelle et la sphère monétaire découle du concept de la valeur travail, concept qui, au fur et à mesure de l'évolution industrielle et commerciale des économies, devient de plus en plus contestable.

2.1.2. L'analyse néo-classique

L'école néo-classique marque une rupture dans l'évolution de la théorie économique. Si la science économique était jusque-là la science de l'accumulation des richesses, elle devient la science de la rareté et de l'allocation des ressources, au sens où Lionel Robbins (1932) la définit. Elle s'appuie sur une nouvelle conception de la valeur et une approche microéconomique en terme d'équilibre sur le marché. Comme les classiques, les néo-classiques sont dans l'ensemble des défenseurs du libéralisme économique.

L'analyse néo-classique s'inscrit dans la logique de la dichotomie entre la sphère réelle et la sphère monétaire, présentée par les classiques. Dans le cadre de la théorie de l'équilibre général, Léon Walras (1834-1910) formalise, dans un premier temps, l'équilibre pour la sphère réelle : sur l'ensemble des marchés la somme des demandes est égale à la somme des offres. A

cet équilibre correspondent des prix d'équilibre, qui ne sont que des prix relatifs. Ces prix relatifs sont traduits grâce à la monnaie.

Sur le marché monétaire, si l'offre de monnaie (considérée comme exogène car provenant de la banque d'émission) s'accroît, l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie aboutira à une dépréciation de la valeur de cette monnaie. En conséquences, les prix monétaires vont être modifiés à la hausse puisqu'il faut plus de monnaie pour exprimer les prix relatifs des biens qui restent inchangés. On retrouve donc bien la dichotomie des classiques, la monnaie ne modifie en rien l'équilibre réel. De plus, les travaux de Walras mettent également en évidence la relation entre la quantité de monnaie et le niveau général des prix.

Cette reprise de la théorie quantitative de la monnaie sera également confirmée par l'économiste américain Irving Fisher (1911) à travers l'équation des échanges. Irving Fisher présente cette équation sous la forme suivante :

$$MV + M^*V^* = PT$$

M : quantité de monnaie divisionnaire (pièces et billets) ;

M^{*} : quantité de monnaie scripturale ;

V : vitesse de circulation de la monnaie divisionnaire ;

V^{*} : vitesse de circulation de la monnaie scripturale ;

P : niveau général des prix ;

T : volume des transactions.

Cette équation montre une égalité entre les flux monétaires (MV+M*V*) et les flux réels (PT). Fisher introduit un certain nombre d'hypothèses notamment sur le rapport M/ M^{*} et sur V/ V^{*} jugés comme des variables stables puisque déterminés par des causes structurelles (habitudes des agents). Ne pouvant trouver de lien de causalité entre M et T, Fisher conclut à une variation proportionnelle de P suite à une variation de la masse monétaire. Il se pose ainsi en défenseur de la théorie quantitative de la monnaie.

2.1.3. La demande de monnaie et l'effet d'encaisse réelle

Même s'il reste fidèle à l'approche dichotomique, Arthur Pigou (1941) va plus loin dans l'analyse des phénomènes monétaires. Il intègre, pour la première fois dans la réflexion sur la

monnaie, une véritable étude de la demande de monnaie. La demande d'encaisses (ou demande de monnaie) est dans le cadre de ses travaux, fonction du revenu réel de l'agent, du niveau des prix et de la vitesse de circulation de la monnaie. L'offre de monnaie (toujours considérée comme exogène) peut, cependant, accroître la quantité de monnaie en circulation et, par suite, le niveau des encaisses détenues par les agents. Ces derniers vont, alors, dépenser ce surplus d'encaisses provoquant ainsi une hausse des prix. On retrouve les conclusions de la théorie quantitative de la monnaie, mais avec une volonté d'expliquer la relation entre quantité de monnaie et niveau des prix.

La monnaie chez les néo-classiques

Analyse	Conclusion
<p>Dichotomie entre la sphère réelle et la sphère monétaire, il y a un équilibre réel et un équilibre monétaire.</p> <p>Equation des échanges de Fisher qui formalise la relation entre quantité de monnaie niveau général des prix (la théorie quantitative de la monnaie).</p> <p>L'effet d'encaisses réelles tend à démontrer que les individus vont, lors de variation de prix, égaliser la valeur réelle et la valeur nominale de leurs encaisses par un ajustement de leur consommation.</p>	<p>Présentées sous une forme différente. Les conclusions sont semblables à celles des classiques puisque l'on retrouve chez les néo-classiques la théorie quantitative et la dichotomie sphère réelle et sphère monétaire.</p> <p>L'effet Pigou amène à penser qu'il existe des mécanismes de rééquilibrage automatique et valeur réelle des encaisses que les individus établissent. Aucune intervention de l'Etat n'est donc souhaitable.</p>

Pigou va plus loin en présentant l'effet d'encaisses réelles (ou effet Pigou). Dans cette analyse, la monnaie fait partie intégrante du patrimoine des agents. Si l'on se place dans l'hypothèse d'une baisse des prix (conséquence d'un ralentissement de l'activité économique), le patrimoine monétaire, détenu sous forme d'encaisses, voit sa valeur réelle augmenter (le pouvoir d'achat est plus élevé). En conséquence, son utilité marginale diminue et l'individu consacre une partie de ses encaisses à l'accroissement de sa consommation, contribuant ainsi à

stimuler la demande, ce qui provoquera un mouvement de hausse des prix. En final, la valeur réelle et la valeur nominale de ses encaisses tendront vers l'égalité.

Dans le cas d'une hausse des prix, le raisonnement est bien sûr bien semblable, mais en sens contraire. Pigou présente, ainsi, un mécanisme de rééquilibrage automatique à la fois dans la sphère réelle et la sphère monétaire.

2.2. L'encaisse active dans l'analyse keynésienne

John Maynard Keynes (1883-1946) observe la grande crise des années trente et refuse de croire que les mécanismes autorégulateurs du marché permettent de résoudre les problèmes de chômage et de déflation (baisse cumulée des prix et de la production).

Il ne raisonne donc pas en terme de marché mais plutôt sous l'angle du circuit économique qui met en relation les grandes variables économiques. Il fait part de ses réflexions dans un ouvrage fondamental de la science économique « La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » en 1936.

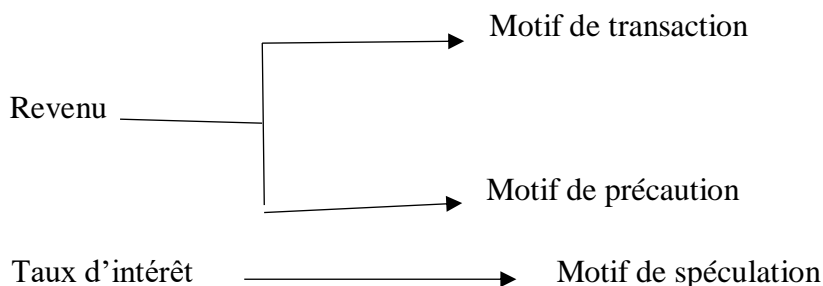
2.2.1. La préférence pour la liquidité

Keynes s'intéresse essentiellement à la demande de monnaie et aboutit à la conclusion essentielle que la monnaie peut être désirée pour elle-même, s'opposait ainsi aux conclusions des classiques et des néo-classiques.

L'analyse keynésienne recense trois motifs de demande d'encaisses monétaires. Le premier d'entre eux est le motif de transaction, les agents désirent des encaisses afin de pouvoir réaliser leurs transactions. Cette demande sera fonction du revenu, mais également de la fréquence dans le temps de la perception du revenu (plus la période est longue entre deux perceptions du revenu et plus l'agent aura besoin d'encaisses pour réaliser ses transactions). Il s'agit ici de l'approche traditionnelle de la monnaie comme intermédiaire des échanges. Le second motif, dit de précaution, se démarque de la perception classique de la monnaie. Les agents désirent, en effet, des encaisses pour faire face à d'éventuels risques. Cette demande sera plus ou moins forte en fonction du revenu et selon que les agents pourront faire face aisément ou non aux risques en cédant des actifs très liquides ou s'ils ont la possibilité de faire appel facilement au crédit. Le dernier motif constitue le véritable apport spécifique de l'analyse keynésienne, il s'agit du motif de spéculation que l'on qualifie de « préférence pour la liquidité » proprement dite. Keynes considère que les agents désirent des encaisses pour pouvoir

éventuellement les placer dans des titres à revenus fixes (titres sans risque). Le volume de cette encaisse de spéculation dépendra directement du niveau d'intérêt qui rémunère ces titres.

La demande d'encaisses chez Keynes



La valeur de ces titres évolue avec les variations des taux d'intérêt. Chaque titre est en effet émis à un certain taux d'intérêt qui reste fixe par la suite. Si de nouveaux titres sont émis à des taux d'intérêt plus faibles, la valeur des anciens titres, si la rémunération proposée est plus intéressante, augmente puisqu'ils ont été émis à un taux fixe plus élevé. Les agents achètent des titres lorsque les taux d'intérêt sont élevés, et les cèdent quand les taux baissent. La demande d'encaisses de spéculation tend à s'accroître quand les taux d'intérêt sont à la baisse puisque les agents attendent que les taux remontent (à un niveau jugé intéressant par eux) pour utiliser ces encaisses à l'achat de titres. Le raisonnement sera bien sûr inverse dans le cas d'une hausse des taux d'intérêt.

La demande d'encaisses de spéculation, voire de précaution, mise en évidence par Keynes, a des conséquences importantes. En premier lieu, elle fait apparaître la notion de monnaie oisive : dans l'analyse Keynésienne il y a bien thésaurisation monétaire. De plus, la monnaie remplit bien la fonction de réserve de valeur et représente pour Keynes un « lien entre le présent et l'avenir ». Dans ces conditions la loi des débouchés ne fonctionne plus, puisque la monnaie peut être désirée par elle-même, une partie de la masse monétaire n'étant pas consacrée à la consommation ou à l'épargne comme l'affirmait J.B. Say.

Enfin, l'existence du motif de spéculation est étroitement liée au niveau des taux d'intérêt mais, de plus, n'est pas neutre sur leur variation.

Ainsi, l'analyse Keynésienne remet en cause la dichotomie sphère réelle - sphère monétaire au cœur de l'analyse classique et néo-classique.

2.2.2. L'instabilité de la demande de monnaie

Keynes montre qu'il y a interaction entre l'économie réelle et l'économie monétaire. Ces interactions ont des conséquences d'autant plus fortes que la demande de monnaie est instable puisque, pour partie, déterminée par des fluctuations fréquentes liées aux variations des taux d'intérêt.

Sans remettre en cause cette conclusion, l'analyse Keynésienne mérite d'être complétée, en premier lieu, d'autres formes d'encaisses peuvent être évoquées sans qu'il soit possible pour autant d'en dresser une liste exhaustive. Ainsi, le niveau des encaisses s'explique également par une certaine forme d'inertie des agents qui les amène à repousser leur demande d'encaisses de transaction ou de précaution.

En plus, en période de pénurie, les encaisses de transaction ne peuvent pas être entièrement dépensées et se situent à un niveau anormalement élevé. Enfin, certaines encaisses s'expliquent par des réglementations monétaires qui imposent des dépôts minimum. C'est le cas, notamment, pour les dépôts des banques commerciales dans leurs comptes à la banque centrale.

La monnaie dans la pensée Keynésienne

Analyse	Conclusion
<p>Analyse de la demande d'encaisses à travers trois motifs : motif de transaction (réalise les échanges), motif de précaution (faire face aux risques) et motif de spéculation (achat de titres).</p> <p>Le motif de spéculation est qualifié de préférence pour la liquidité. Le niveau des encaisses résultant de ce motif dépend de la valeur des titres elle – même déterminée par les taux d'intérêt.</p>	<p>La monnaie peut être désirée pour elle-même, il y a donc des phénomènes de thésaurisation monétaire qui remettent en cause la loi des débouchés.</p> <p>Il y a interaction entre la demande d'encaisses et le niveau des taux d'intérêt.</p>

La quantité de monnaie – oisive et donc de thésaurisation monétaire est également déterminée par d'autres paramètres. Cette thésaurisation sera différente selon les comportements individuels et selon la conjoncture économique qui a un impact sur le niveau taux d'intérêt, sur la valeur des titres et enfin sur la demande d'encaisses.

Dans une approche plus critique, on remarquera que l'analyse Keynésienne ne prend en compte qu'une seule catégorie de titres, les titres sans risque rémunéré par un taux fixe. Il apparaît qu'il existe des titres à revenus variables. En conséquence, les agents ne limitent pas leur arbitrage entre monnaie et titre mais ont la possibilité de l'étendre et de choisir entre placement à revenu fixe et placement à revenu variable.

Enfin, un dernier regard critique sur l'analyse Keynésienne porte sur la distinction parfois floue entre motif de précaution et motif de spéculation. A titre d'exemple, le fait que les agents conservent leurs encaisses lorsque la valeur des titres augmente, ne s'explique-t-il pas par un motif de précaution ?

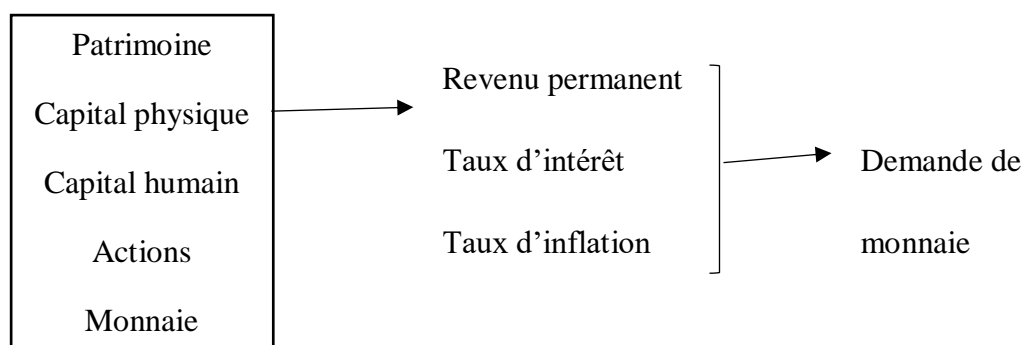
2.3. L'analyse de Friedman

2.3.1. Le revenu permanent

Milton Friedman, chef de file de l'école de Chicago, est le fondateur du courant de pensée appelée monétarisme (1956). Les conclusions auxquelles il aboutit sont importantes, notamment en raison de leur application en politique économique. Milton Friedman s'intéresse lui aussi à la demande d'encaisses et à ses déterminants. Il introduit le concept de revenu permanent, qui s'oppose à l'idée du revenu courant (ou revenu de court terme). Les agents établissent leurs décisions en fonction d'un revenu annuel moyen qu'ils estiment en fonction de leurs anticipations (études, évolution de carrière ...).

De plus, Friedman aborde l'analyse des phénomènes monétaires dans une approche patrimoniale. Cet axe d'étude n'est pas en soi original (Keynes avait déjà pour partie une approche de ce type), c'est plutôt la notion élargie du patrimoine retenue par l'école monétariste qui marque la différence. Cet auteur recense cinq types d'actifs qui constituent le patrimoine : le capital physique (les biens durables), le capital humain (capacités intellectuelles et professionnelles d'un individu, qui lui assurent un revenu futur), les actions (titres à revenu variable), les obligations (titres à revenu fixe) et enfin la monnaie.

Les déterminants de la monnaie pour Friedman



La demande de monnaie est grandement déterminée par le revenu permanent (mais également par les taux d'intérêt et le taux d'inflation) et s'inscrit donc dans une logique de long terme. Dans l'approche patrimoniale adoptée, la monnaie est considérée comme un actif parmi d'autres et substituable à eux dans les arbitrages opérés par l'agent pour la constitution de son portefeuille. Cette analyse de la demande de monnaie explique les conclusions de Friedman, notamment en matière de stabilité de la demande de monnaie.

2.3.2. La stabilité de la demande chez Friedman

Les travaux de Friedman conduisent à une nouvelle théorie quantitative de la monnaie, que l'économiste de Chicago présente comme une théorie de la demande de monnaie et non plus comme une théorie des prix comme c'était le cas jusqu'à présent (lien direct entre la quantité de monnaie et le niveau des prix). Ainsi, le revenu permanent, déterminant essentiel de la demande de monnaie, est beaucoup moins sensible aux fluctuations de court terme et aux aléas conjoncturels (rentrée d'argent inattendue par exemple) que le revenu courant. Comme il est beaucoup plus stable, la demande de monnaie qu'il induit le sera également. Les études réalisées par Friedman aux Etats-Unis sur l'évolution de la vitesse de circulation de la monnaie, montrent que cette dernière peut être fluctuante sur le court terme mais reste stable sur le long terme.

L'analyse monétariste rejoint la théorie quantitative lorsqu'elle s'appuie sur les réactions des agents face à un accroissement de la quantité de monnaie en circulation. Une augmentation de la masse monétaire modifie la structure des portefeuilles des agents, avec une proportion trop importante de monnaie. Dans le but de reconstruire l'équilibre de ce portefeuille, les agents utilisent cet excès de monnaie en achetant des titres ou des biens. Si Friedman admet que cela puisse exercer, dans un premier temps, un effet positif sur l'activité

économique, il conclut qu'à terme l'accroissement de la masse monétaire aboutit à une hausse des prix.

L'analyse de la monnaie chez les monétaristes

Analyse	Conclusion
<p>La théorie quantitative devient une théorie de la demande de monnaie.</p> <p>Cette demande de monnaie est stable car fonction du revenu permanent peu sensible aux variations conjoncturelles.</p> <p>La vitesse de circulation de la monnaie est stable sur une longue période.</p>	<p>Les conclusions sont identiques à celles de la théorie quantitative, un accroissement de la masse monétaire entraîne une hausse des prix sans aucun impact sur les phénomènes réels.</p> <p>La demande de monnaie est stable, elle ne peut être source de dysfonctionnements.</p> <p>En conséquence, c'est l'offre de monnaie qui peut poser problème.</p>

La demande de monnaie demeurant stable et ne pouvant interférer, par des variations erratiques, sur les phénomènes réels, seule l'offre de monnaie peut être à l'origine de perturbations.

3. L'offre de monnaie

Les différents courants de pensée économique ont cherché à analyser le rôle de la monnaie dans l'économie et, plus généralement, son impact sur les phénomènes réels. Ces analyses ont porté plus précisément sur la demande de monnaie, jugée instable par Keynes et pouvant donc interférer avec les mécanismes de l'économie réelle, et jugée stable pour d'autres écoles qui mettent l'accent sur la dichotomie entre la sphère réelle et la sphère monétaire. Toutefois, la réflexion sur la masse monétaire, son évolution et son influence sur le reste de l'économie ne dépendent pas uniquement de la demande, mais doit également intégrer l'offre de monnaie.

Nous nous intéressons, dans un premier temps, aux mécanismes de création monétaire qui accompagne l'augmentation de la quantité de monnaie en circulation, et aux acteurs qui en sont à l'origine, c'est-à-dire les banques. Cependant, cette création monétaire ne peut s'effectuer sans une régulation et un contrôle qui incombent à la banque centrale dont nous verrons le rôle dans un deuxième temps.

3.1. Le processus de création monétaire

3.1.1. La création monétaire par les banques

Les banques ont toujours occupé une place importante dans le processus de création monétaire. A l'époque où la monnaie prenait la forme de métaux précieux, les pièces déposées sur les comptes bancaires donnaient la possibilité aux banques de faire des prêts, sachant que les déposants ne procéderaient pas à des retraits de façon massive et simultanée. Par ces prêts, les banques diffusaient ainsi des moyens de paiement supérieurs au stock de métal précieux existant.

L'avènement de la monnaie scripturale rend plus facile encore le processus de création monétaire. Lorsqu'une banque accorde un crédit à un de ses clients, elle augmente à la fois son actif (la dette du client à son égard) et le passif (le montant du crédit viré sur le compte du client). Il y a donc bien création monétaire puisque la monnaie virée sur le compte du client ne provient pas de ressources existantes (le client n'a déposé aucune somme sur son compte) et à pour simple contrepartie la créance de la banque sur son client (les crédits créent les dépôts). La création de monnaie correspond bien à une transformation de créances en moyens de paiement. Lorsque le client remboursera sa dette vis-à-vis de la banque, il s'agira alors de destruction monétaire.

Création monétaire

Bilan de la banque

Actif	Passif
Crédit accordé : 10 000 DA (créance de la banque vis-à-vis du client)	Compte du client : 10 000 DA (le client dispose dorénavant de 10 000 DA supplémentaire, monnaie qui n'était pas dans le circuit).

Destruction monétaire

Bilan de la banque

Actif	Passif
Annulation du crédit accordé : $10\ 000\ \text{DA} - 10\ 000\ \text{DA} = 0$ (le client rembourse sa dette)	Compte du client : $10\ 000\ \text{DA} - 10\ 000\ \text{DA}$ (le compte du client est diminué du montant de sa dette, le montant disparaît du circuit).

Les banques ne créent pas de la monnaie uniquement par l'intermédiaire du crédit. Lorsqu'elles souscrivent des bons du Trésor, sans avoir recours à des ressources existantes, il y a bien création monétaire. De même, lors de l'achat de devises par les banques, ces dernières alimentent le compte de leur client avec une monnaie qui n'existait pas jusque-là et qui représente à partir de cet instant un moyen de paiement sur le territoire national.

3.1.2. Les autres acteurs dans la création monétaire

Le Trésor qui gère les recettes et les dépenses de l'Etat, joue un rôle dans la création monétaire puisqu'il dispose du monopole de la fabrication des pièces. Toutefois, son rôle est un peu plus large puisque le Trésor crée de la monnaie scripturale ; il peut, pour régler une dette à un fournisseur de l'Etat par exemple, alimenter un compte courant postal. Ce simple jeu d'écritures correspond bien à une création de monnaie avec la mise à disposition de moyens de paiement qui n'existaient pas jusqu'alors.

La création monétaire consiste en la transformation d'une créance en un moyen de paiement. L'ensemble de ces créances constitue donc les contreparties de la masse monétaire et sont rangées en trois catégories : les crédits à l'économie, les créances sur le Trésor et les créances sur l'extérieur. Elles correspondent aux différentes catégories d'agents, les ménages, les entreprises, l'Etat et le reste du monde. Les crédits à l'économie représentent plus de 80% des contreparties de la masse monétaire et sont constitués des différents crédits (à court ou à moyen terme) accordés par les banques aux ménages et aux entreprises. Les créances sur le Trésor viennent en seconde position et prennent plusieurs formes (titres publics, créances des banques sur les centres de chèques postaux). L'importance et la structure de ces contreparties dépendent des choix effectués par l'Etat dans le mode de financement de son budget. Enfin, les créances sur l'extérieur sont fonction du solde des paiements du pays avec l'extérieur et sont

gérées par le Fonds de stabilisation des changes, sous la direction de la Banque de France, qui achète (situation excédentaire) ou vend des devises (situation déficitaire).

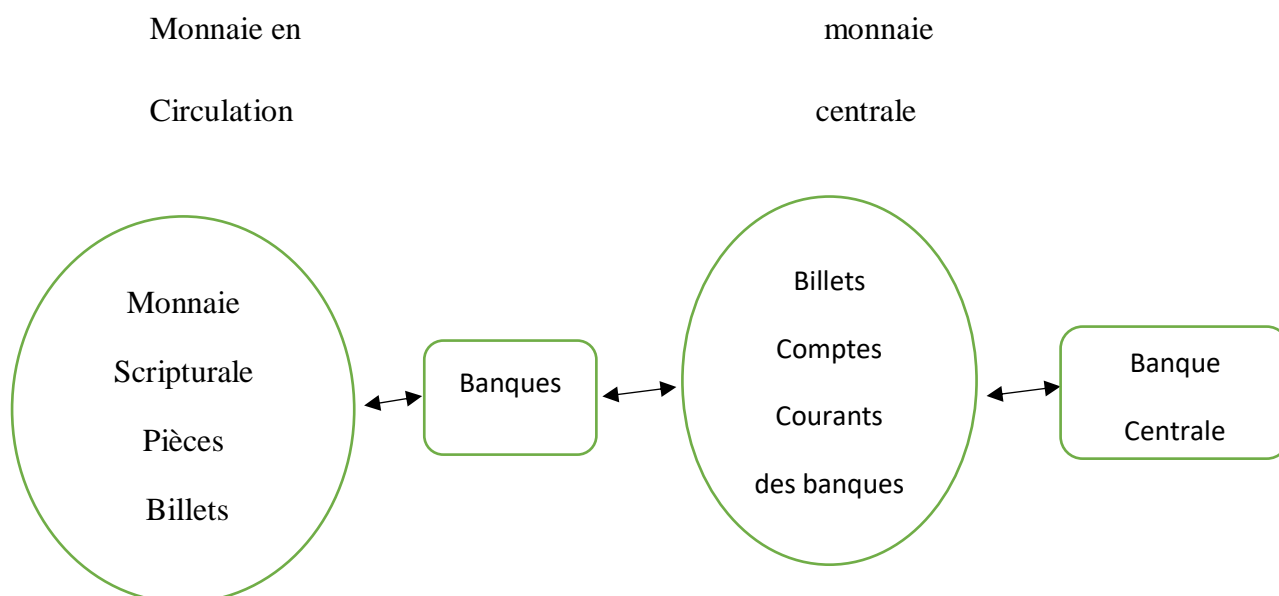
3.2. Le rôle de la banque centrale : réguler et contrôler

3.2.1. La nécessité d'une banque centrale

Les différents besoins des banques sont assurés par la Banque centrale, car celle-ci est au centre du système de refinancement qu'il s'agisse de billets, de devises ou de monnaie scripturale. La banque centrale détient le monopole de l'émission des billets. De ce fait, les banques se fournissent auprès d'elle pour satisfaire la demande de leurs clients. Il en va de même pour les devises achetées auprès de la Banque centrale.

De plus, mes dettes et les créances que les banques détiennent entre elles, font l'objet d'une compensation qui s'effectue sous forme de virements dans les comptes courants des banques à la Banque centrale. On voit alors apparaître une nouvelle forme de monnaie, la monnaie centrale composée des billets et des avoirs des banques dans leurs comptes courants à la Banque centrale. Entre la masse monétaire et la monnaie centrale, il existe un lien direct puisque les billets appartiennent aux deux formes de monnaie.

Les différentes formes de monnaie



Cependant, l'alimentation des banques en monnaie centrale leur permet d'accorder des crédits plus facilement et de créer de la monnaie. Ce mécanisme est connu sous le nom de multiplicateur de crédit, exprimant, ainsi, l'idée que l'augmentation de la masse monétaire est

un multiple de l'augmentation de la monnaie centrale. Cet effet multiplicateur dépend de l'importance plus ou moins grande de la demande de billets de la part, des agents. Mais la Banque centrale limite l'effet multiplicateur et donc la création monétaire, en imposant aux banques des réserves obligatoires, dépôts non rémunérés, laissées par chaque banque sur son compte courant à la Banque centrale.

Les opérations de refinancement ne se déroulent pas uniquement entre la Banque centrale et les banques. Ces dernières peuvent s'échanger leurs excédents et leurs déficits de trésorerie sur le marché monétaire et plus précisément sur le marché interbancaire. La Banque centrale n'est pas absente de ce marché où s'échange de la monnaie centrale et ces interventions consistent alors à injecter ou à retirer des liquidités.

Dans sa relation directe avec les banques ou du fait de ses interventions sur le marché monétaire, la Banque centrale se positionne comme prêteur en dernier ressort (ultime recours pour les banques).

3.2.2. Les limites de la création monétaire

Le processus de création monétaire semble, a priori, sans limite puisque les banques pour accorder des crédits n'ont pas besoin d'un montant de dépôts équivalents. Pourtant, une première limite apparaît. Les agents peuvent faire des retraits en billets et la banque doit disposer en permanence d'une encaisse suffisante pour faire face à cette demande. L'ensemble des banques n'accorde donc pas de façon illimitée des crédits qui vont contribuer à accroître cette demande. Le niveau d'encaisses sous forme de billets que les banques prévoient pour faire face à la demande de leurs clients, est très variable et dépend, notamment, des habitudes des agents, habitudes différentes selon les pays et les régions.

Une deuxième limite, quelque peu du même ordre, apparaît lorsqu'on tient compte des achats et des ventes de devises que les banques effectuent. Elles doivent disposer d'encaisses en monnaie nationale et en devises pour assurer cette activité.

Enfin, une banque ne fonctionne pas en circuit fermé. Les crédits qu'elle accorde, se transforment en dépôts dans une autre banque. Ainsi, un établissement bancaire qui accorderait des crédits dans des proportions trop importantes, prendrait le risque de se trouver débiteur des autres banques. Il existe donc, d'une part, des freins à la création monétaire des banques et d'autre part, un besoin de refinancement des établissements bancaires, afin de faire face à la demande de billets et de devises et de gérer les transactions interbancaires.

Chapitre 5 : La croissance de la production et ses facteurs

Pourquoi des pays sont riches et d'autres le sont moins ? La réponse à cette question demeure à ce jour complexe. En effet, les facteurs de richesse des nations sont toujours débattus et renvoient à plusieurs déterminants tels que : la disponibilité des facteurs de production (capital physique) ; l'éducation des citoyens (capital humain) ; l'organisation du travail ; progrès technologique (R&D) ; la bonne gouvernance ; le climat des affaires etc.

Le débat autour des déterminants de la richesse des pays est très ancien et a connu d'amples développements récents. La richesse des pays est mesurée par sa croissance économique dont l'augmentation élargit le potentiel du pays dans la lutte contre la pauvreté, le chômage et la résolution d'autres problèmes sociaux. C'est pourquoi un niveau élevé de croissance économique est l'une des principales cibles de la politique économique dans de nombreux pays à travers le monde.

La plupart des économistes accordent beaucoup de vertus à la croissance économique : elle permet surtout de créer des emplois, vertu essentielle dans un contexte de chômage encore important. Il convient dès lors de se demander quels en sont les principaux facteurs. Si toute production résulte d'une combinaison de travail et de capital, il faut alors s'attacher à déterminer les contributions respectives de ces deux facteurs de la croissance de la production, ce qui permettra de mettre en évidence le rôle moteur de l'investissement dans la croissance économique.

Compte tenu de ces constats, le présent cours propose donc d'élucider le concept de la croissance économique, d'étudier la contribution du facteur travail 3) d'analyser la relation croissance économique - emploi.

1. La croissance de la production : définitions et mesure

La croissance et l'expansion relèvent d'une vision quantitative de l'évolution économique, alors que le développement et le progrès associent les approches quantitatives et qualitatives. Ainsi, il est plus commode de mesurer la croissance que le développement.

1.1. Définitions de la croissance et du développement

1.1.1. La croissance de la production à court et à long terme

La croissance économique est une notion purement quantitative qui relève l'augmentation de la production à long terme dans une économie.

La croissance économique est l'augmentation soutenue sur longue période de la production d'un pays. Selon François Perroux, la croissance économique correspond à "l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels".

Par contre l'expansion signifie une augmentation brutale de la production nationale de courte période et ne correspond pas à la croissance économique.

La notion d'expansion se distingue de la notion de croissance car elle ne correspond qu'à la phase ascendante du cycle économique. L'expansion économique est une augmentation conjoncturelle de la production d'un pays.

En somme, la croissance économique peut être constituée de phases successives d'expansion, de stagnation et de récession.

1.1.2. Le développement et le progrès

Très souvent au centre des débats politiques, la croissance est perçue comme indispensable à l'amélioration des conditions de vie et donc au développement d'un pays. En effet, si un pays s'enrichit, on suppose que ses habitants pourront naturellement en bénéficier. Pour autant, la croissance seule n'est pas suffisante pour conduire au développement, car elle n'évalue que la quantité de biens et de services produits.

Le développement est une notion qui inclut l'aspect structurel et qualitatif de la croissance c'est-à-dire qu'il englobe à la fois le progrès économique et social. Le développement économique est l'ensemble des transformations économiques et sociales qui accompagnent la croissance.

Le développement économique est un phénomène qualitatif irréversible et observable sur longue période caractérisé par la transformation des structures économiques et sociales liée à la croissance économique.

Les critères de développement sont multiples : niveau de vie, industrialisation, indicateurs démographiques, urbanisation, niveau d'éducation et de qualification.

Le développement, ainsi que la croissance et l'expansion, se distingue du progrès. En effet, le progrès renferme l'idée d'avancée, d'amélioration. Or, si le développement se caractérise par la transformation des structures, rien ne dit que celle-ci constitue un progrès pour

les hommes. D'ailleurs, la croissance et le développement s'accompagnent de nuisances (pollution, inégalités) qui ne peuvent guère être considérées comme des progrès.

Le progrès correspond à l'ensemble des améliorations dans les domaines économique et social qui accompagnent la croissance.

On distingue le progrès économique qui reflète l'efficacité accrue de la production, du progrès social qui marque d'amélioration du bien-être, conséquence d'une augmentation du niveau de vie.

1.2. La mesure de la croissance de la production

Les économistes étudient également la croissance économique et ses inégalités. A cet effet, ils tentent de mesurer la croissance à l'aide d'indicateurs, tant au niveau global qu'au niveau régional, et ils examinent les aspects démographiques, techniques, institutionnels et sociaux de cette croissance. Pour illustrer toutes ces études, les économistes s'appuient généralement sur la période allant de 1945 à 1973, période durant laquelle les pays occidentaux ont eu une croissance économique sans précédent. A partir de 1974, les pays industrialisés ont connu une grave récession économique se traduisant par une forte baisse de production, un taux de chômage élevé, une forte baisse de la production, un taux de chômage élevé, une forte hausse des prix et une nette diminution du volume des échanges internationaux. L'analyse économique étudie les facteurs à l'origine des fluctuations et des crises économiques.

1.2.1. Les indicateurs de la croissance

Comment mesurer la création de richesses ? À l'échelle d'un pays, l'indicateur le plus utilisé, même s'il est aussi souvent critiqué, est le produit intérieur brut (PIB). Pour comprendre comment cet indicateur est construit, nous allons d'abord nous intéresser à la mesure de la création de richesses à une échelle d'une entreprise, puis nous aborderons la question de la mesure de la création de richesses à l'échelle d'un pays dans son ensemble.

1.2.1.1. La valeur ajoutée

Comment mesurer la richesse créée par une entreprise ? L'opération est en fait plus complexe qu'il n'y paraît. Dans un premier temps, on pourrait chercher à mesurer la production effectuée par l'entreprise en regardant la quantité de biens ou de services créés par cette entreprise. Comme la production d'une entreprise consiste rarement en un seul produit, se pose la question de la mesure de cette quantité : difficile d'additionner des pommes, de bouteilles de

soda et de flacons de shampoing pour un supermarché ; difficile également d'additionner des baguettes de pain et des pains au chocolat pour une boulangerie-pâtisserie. Heureusement, toutes ces productions étant marchandes, elles ont un prix et un prix qui reflète leur « valeur » aux yeux des consommateurs, ce que ces derniers sont prêts à payer pour les consommer. Pour mesurer la production réalisée par l'entreprise, nous pouvons donc commencer par regarder la valeur de sa production, c'est-à-dire son **chiffre d'affaires**, qui est égal au montant des recettes issues des ventes réalisées par l'entreprise.

La méthode est a priori simple, mais elle ne permet pas de mesurer réellement la richesse produite par l'entreprise. En effet, l'entreprise ne crée pas ses produits « à partir de zéro » : elle a dû acheter des biens et des services à d'autres entreprises qu'elle a transformés ou détruits au cours du processus de production, biens et services qui constituent ses consommations intermédiaires. Prenons de nouveau l'exemple d'une boulangerie qui produit et vend au cours d'un mois 20 000 baguette de pain au prix de 10 Dinars. Le chiffre d'affaires mensuel de la boulangerie s'élève à : $20\,000 \times 10 \text{ DA} = 200\,000 \text{ DA}$. Or l'activité de la boulangerie n'a pas créé à elle-seule cette valeur de 200 000 DA. En effet, pour réaliser une baguette vendue 10 DA, le boulanger a acheté de la farine, du sel, de l'eau, de l'électricité, etc., toute une série de produits fabriqués par d'autres entreprises que la sienne et qui ont été détruits ou incorporés au cours de la fabrication de la baguette. Imaginons que la boulangerie ait dû dépenser 50 000 DA pour acheter la farine, l'eau, le sel et l'électricité nécessaires à la fabrication des 20 000 baguettes. La valeur réellement créée par la seule activité de la boulangerie s'élève donc à : $200\,000 \text{ DA} - 50\,000 \text{ DA} = 150\,000 \text{ DA}$. Cette somme est appelée valeur ajoutée de la boulangerie. Ce qui est valable pour la boulangerie l'est pour toutes les entreprises. La richesse créée par une entreprise se mesure grâce à sa **valeur ajoutée**, c'est-à-dire à la différence entre son chiffre d'affaires et ses consommations intermédiaires :

$$\text{Valeur ajoutée} = \text{chiffres d'affaires} - \text{consommations intermédiaires}$$

La valeur ajoutée d'une entreprise est à distinguer de son bénéfice, qui mesure la part des richesses créées qui reviennent aux propriétaires de l'entreprise. La valeur ajoutée est en quelque sorte le montant qu'il lui reste une fois payées ses consommations intermédiaires ; le bénéfice est ce qu'il lui reste une fois payées tous ses coûts de production (consommations intermédiaires mais aussi par exemple salaires des salariés). Par définition, le bénéfice n'est donc qu'une partie de la valeur ajoutée d'une entreprise, le reste servant en grande partie à rémunérer les salariés qui ont travaillé.

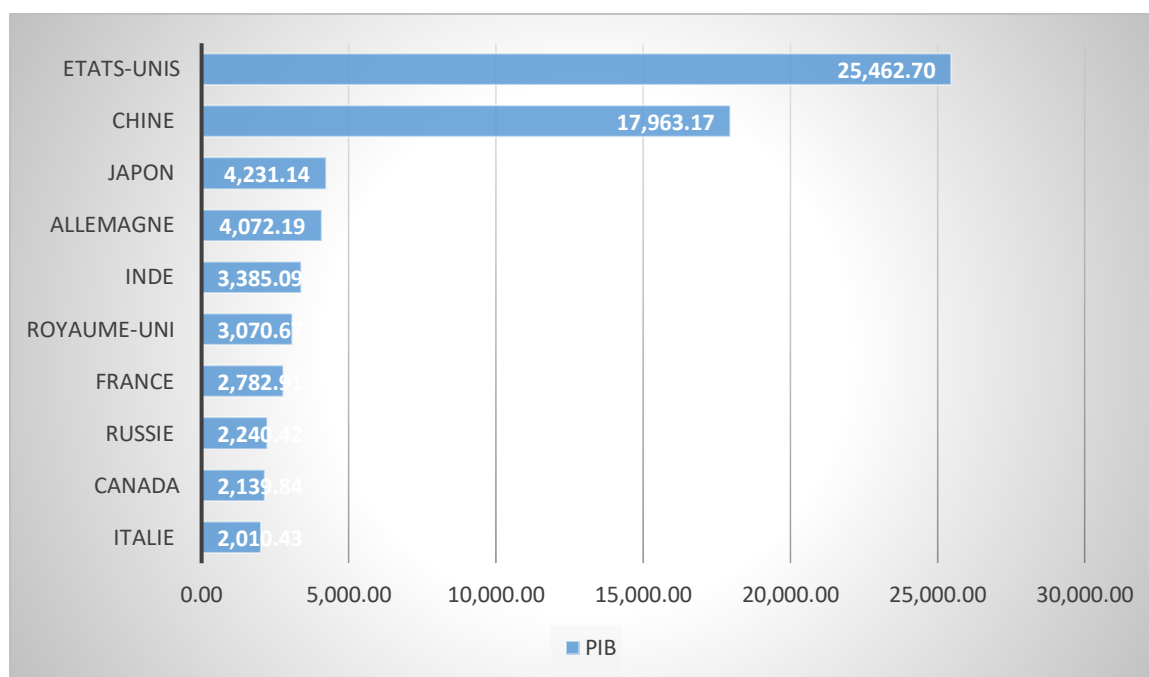
1.2.1.2. Le PIB

Comment mesurer la richesse créée au sein d'un pays ? Chaque année, des millions de biens et services sont produits en Algérie. Cela n'aurait évidemment aucun sens d'additionner directement les quantités produites de ces différents biens et services (voitures, habillement, baguettes de pain, etc.). Par contre, tous ces biens et ces services ont une « valeur » en Dinars (un prix ou, à défaut, un coût de production). On peut donc pour mesurer la richesse créée en Algérie s'intéresser à la valeur de tous les biens et services produits sur le territoire national. Une partie de ces biens et services sont toutefois détruits et transformés pour produire d'autres biens et services. Par exemple, une partie du blé récolté servira à fabriquer de la farine et une partie de cette farine sera achetée par des boulangers pour fabriquer du pain. Il n'y a aucune raison de les comptabiliser dans la richesse créée. D'une part parce qu'ils sont intégrés, incorporés dans les produits finis et donc les prendre en compte reviendrait à les compter plusieurs fois (la valeur du blé est comprise dans la valeur de la farine et donc dans la valeur du pain). D'autre part parce que ces produits ne sont pas en eux-mêmes des richesses, même s'ils interviennent dans la production des produits qui, eux, sont constituent une vraie richesse car ils permettent de satisfaire directement les besoins des individus (exemple du pain). Pour mesurer la création de richesses de l'Algérie., il faut tenir compte de la valeur des biens et services produits sur le territoire algérien et qui n'ont pas été détruits ou transformés pour créer d'autres biens et services. C'est ce que l'on appelle le **produit intérieur brut** (PIB). Pour le calculer, il « suffit » de soustraire à la valeur de tous les biens et services produits la valeur de tous les biens et services qui ont servi de consommations intermédiaires. Or, rappelons-nous que la valeur ajoutée d'un producteur est justement la différence entre la valeur de sa production et la valeur de ses consommations intermédiaires. Le PIB d'un pays est donc égal à la somme des valeurs ajoutées de tous les producteurs (entreprises, administrations, etc.) présents sur son territoire :

$$\text{PIB} = \text{somme des valeurs ajoutées de tous les producteurs}$$

La création de richesses d'un producteur étant mesurée par sa valeur ajoutée, il n'est pas étonnant que la création de richesses à l'échelle d'un pays soit égale à la somme des valeurs ajoutées des différents producteurs du pays.

Graphique : Classement des 10 pays dans le monde par PIB en 2024 (en milliards de dollars)



La croissance étant appréhendée comme un phénomène purement quantitatif, on utilise des indicateurs de dimension pour sa mesure. Il s'agit habituellement du Produit Intérieur Brut (PIB) dont on calcule la croissance au cours d'une période déterminée, en volume et en valeur, on distingue :

- Le PIB en valeur ou nominal qui est évalué aux prix de l'année en cours (PIB à prix courants),
- Le PIB réel ou en volume qui est évalué aux prix d'une année donnée choisie comme année de base (PIB à prix constants). On multiplie pour obtenir le PIB réel les quantités produites par les prix d'une année de base et non par les prix de l'année en cours.

L'augmentation du PIB peut être due soit à une augmentation de la quantité produite, soit à une augmentation des prix.

La croissance en valeur prend en compte l'augmentation des prix, c'est-à-dire l'inflation. La croissance en volume ne prend en compte que l'augmentation des quantités produites. Elle est corrigée de l'inflation. C'est l'indicateur le plus utilisé.

Exemple : Entre 2000 et 2006, la consommation de services et de biens médicaux par tête est passée de 1 550 DA à 2 400 DA. Sur cette même période, la hausse des prix des biens de consommation dans son ensemble, c'est-à-dire l'inflation, a été de 7 %. On peut alors

déterminer le taux de croissance en valeur et le taux de croissance en volume de la consommation de services et de biens médicaux :

- **taux de croissance en valeur** : entre 2000 et 2006, le taux de croissance de la consommation de services et biens médicaux a été de :

$$[(2400-1550) / 1550].100 = 54,8 \%$$

- **taux de croissance en volume** : pour déterminer la variation de la consommation en volume, il faut d'abord calculer, pour 2006, la consommation réelle au prix de 1 000, soit :
 consommation en volume = (consommation en valeur / indice des prix).100.

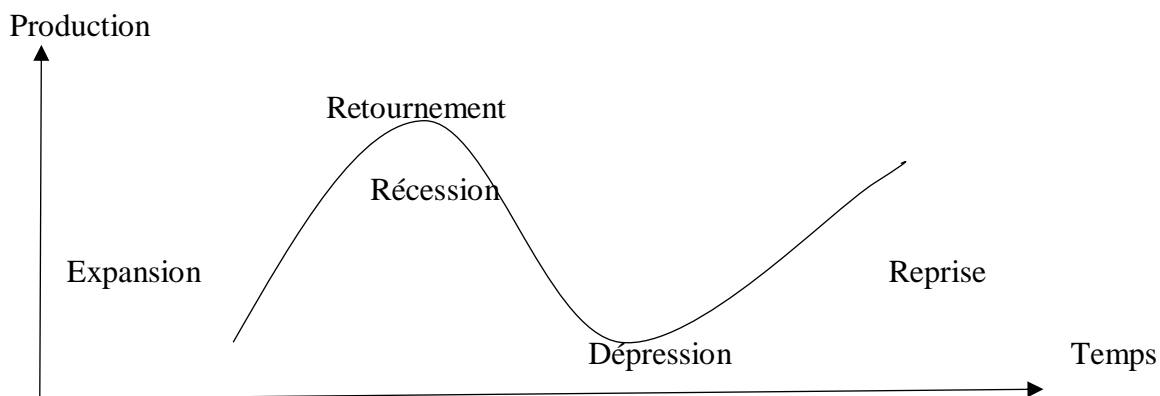
On a alors : consommation en volume = $(2\ 400 / 107).100 = 2243$ DA.
 Il apparaît donc qu'entre 2000 et 2006 la consommation en volume a évolué comme suit :
 taux de croissance en volume = $[(2243-1550) / 1550].100 = 44,7 \%$.
 En conséquence, une hausse nominale de la consommation de 54,8 % correspond à une hausse réelle en volume de 44,7 %. La différence est la conséquence de l'augmentation des prix des services et biens médicaux sur la période.

On peut aussi opérer la croissance économique à l'aide d'indicateur complémentaires comme l'investissement (I) et la consommation ©.

1.2.2. Les irrégularités de la croissance de la production

La conjoncture est rythmée par des cycles économiques courts, constitués d'une alternance de phases d'expansion et de récession dont la durée peut aller de cinq à dix ans (cycles de Juglar).

Schéma d'un cycle



Plusieurs explications peuvent être avancées à propos de l'origine des cycles : la dynamique du fonctionnement des marchés (déséquilibres offre/demande), le mécanisme de partage de la valeur ajoutée (conflits entre salaires et profits), l'existence de chocs exogènes (prix du pétrole, réunification allemande), les phénomènes financiers (krach boursier).

L'observation des fluctuations économiques sur le long terme a permis de mettre en évidence des mouvements réguliers d'expansion et de dépression longues d'une cinquantaine d'années au total. La crise des années trente correspond alors à une phase décroissante du mouvement et les Trente Glorieuses à la phase ascendante du mouvement suivant.

2. La contribution du facteur travail à la croissance de la production

Dans une économie, le travail représente l'ensemble des capacités physiques et intellectuelles que les individus mettent en œuvre pour produire les biens et les services nécessaires à la satisfaction de leurs besoins. Ainsi, la contribution du facteur travail peut s'expliquer par une plus grande utilisation de celui-ci (aspects quantitatifs) ou par une efficacité accrue (aspects qualitatifs).

2.1. Les aspects quantitatifs du facteur travail

Le volume de travail dans une économie dépend à la fois du nombre d'actifs disponibles et du nombre d'heures de travail qu'effectue en moyenne chaque actif.

2.1.1. La population active

On entend par population active, l'ensemble des personnes qui exercent un emploi ainsi que celles n'ayant pas d'emploi, désireuses d'en trouver un et menant une recherche active pour cela. Ainsi, la population active comprend les actifs occupés et les chômeurs.

$$\text{Population active} = \text{Actifs occupés} + \text{chômeurs}$$

Au total, l'augmentation de la population active, dont on pense qu'elle est une condition permissive de la croissance de la production, a été modeste au cours des dernières décennies.

2.1.2. La durée du travail

Celle-ci revêt différentes formes : durée journalière, hebdomadaire, annuelle ainsi que la durée de vie active.

La durée du travail est le temps de travail qu'accomplit un salarié dans le cadre de la production de biens et de services. On distingue la durée légale du travail définie par les textes de loi, et la durée effective du travail qui tient compte de l'absentéisme, du chômage technique et des heures supplémentaires.

Des différences de durée hebdomadaire s'observent selon les activités. La durée annuelle n'a cessé de diminuer du fait de la réduction de la durée légale hebdomadaire, mais aussi en raison de l'accroissement de la durée des congés payés (deux semaines en 1936, cinq semaines en 1982).

Enfin, la durée de la vie active ne cesse de diminuer en raison, d'une part de l'entrée plus tardive des jeunes sur le marché du travail pour cause d'études plus longues, et d'autre part d'une sortie plus précoce du marché du travail due à la diminution de l'âge du départ à la retraite et au développement des dispositifs de préretraite.

2.1.3. Les causes de l'évolution du volume du travail

L'évolution de la population active est tout d'abord largement tributaire de l'évolution démographique. Ainsi, la forte arrivée de jeunes d'après-guerre, sur le marché du travail, explique en partie la croissance de la population active, alors même que les départs en retraite étaient peu nombreux. Toutefois, cet effet démographique s'estompe peu à peu pour s'inverser au début de l'an 2000. En outre, les entrées de la population peuvent être constituées d'arrivées de travailleurs étrangers. A cet égard la France a eu traditionnellement recours à la main d'œuvre étrangère et notamment en période de forte croissance économique, comme cela fut le cas entre 1945 et 1974.

Toutefois, le fait majeur de l'augmentation de la population active depuis la guerre est constitué par la montée des taux d'activité féminins, alors que les taux masculins diminuent sur la période.

Enfin, la durée du travail diminue au fur et à mesure de l'évolution de la législation sociale (loi sur les 35 heures hebdomadaires).

Au total, on peut dire que la croissance de la population active est relativement modeste depuis la seconde guerre mondiale, alors même que la durée du travail n'a cessé de diminuer dans le même temps. Ainsi, la croissance économique d'après-guerre ne s'expliquerait que faiblement par une croissance du volume du travail.

2.2. Les aspects qualitatifs du facteur travail

2.2.1. La qualité du facteur travail

Si du point de vue du consommateur, le travailleur réalise un travail de qualité, aux yeux des économistes, celui-ci n'est considéré comme tel que dans la mesure où il est efficace, c'est-à-dire point trop coûteux et qu'il ne demande pas un temps de travail trop long. Ainsi, la qualité du facteur travail renvoie à la notion de productivité.

La productivité du travail est le rapport entre un volume de production réalisée et le volume de travail nécessaire à cette production.

On peut mesurer une productivité physique du travail en comparant, par exemple, le nombre d'heures du travail nécessaires pour la fabrication d'une automobile en Allemagne et en Chine. Cependant, ces voitures ne sont point identiques. L'idée est donc de mesurer une productivité en valeur pour tenir compte des différences de modèles. En outre, une entreprise qui se contente d'assembler des pièces fabriquées par des sous-traitants, bénéficie d'un avantage de durée de fabrication, ce qui fausse les comparaisons. Ainsi, la productivité est-elle souvent mesurée par la valeur ajoutée.

2.2.2. Les explications de l'évolution de la qualité du facteur travail

Si la productivité mesure la qualité de la main d'œuvre, cette dernière évolue dans le temps en fonction de trois caractéristiques individuelles des personnes actives : le niveau de qualification, l'âge, le sexe. L'éducation est en effet une source de qualité de la main d'œuvre. Ainsi, l'âge moyen de fin d'études et le niveau de diplôme peuvent représenter un moyen d'évaluer ce niveau d'éducation.

On indique traditionnellement que la productivité femme est inférieure à celle de la main d'œuvre masculine. L'explication ne tient pas dans d'hypothétiques inégalités naturelles, mais dans le fait que les femmes subissent un certain nombre de handicaps au cours de leur vie active (maternité par exemple) qui freinent l'accès à de plus grandes qualifications professionnelles.

Enfin, on observe une relation entre l'âge et la productivité. L'expérience, et donc la productivité, augmente dans un premier temps avec l'âge, avant de décliner au fur et à mesure que les capacités physiques et intellectuelles s'épuisent avec le vieillissement.

Mais l'évolution de la productivité est aussi le résultat d'un effet de structure. Il existe des différences de productivité entre branches. Aussi, les migrations de main d'œuvre des branches à faible productivité vers les branches à forte productivité entraînent, de manière mécanique, une augmentation de la productivité moyenne, sans qu'il y ait de gains de productivité au sein même des branches. Le déplacement de main d'œuvre de l'agriculture (faible productivité) vers l'industrie (forte productivité) conduit ainsi à une hausse de la productivité globale. De la même manière, le développement du secteur tertiaire dans l'économie explique le ralentissement de la productivité globale depuis 1970.

2.2.3. Les sources d'amélioration de la qualité du facteur travail

Une explication fondamentale de la productivité du travail provient de la plus grande qualification de la main d'œuvre obtenue grâce à la formation initiale et continue. Dès lors, on parle de capital humain pour caractériser le facteur travail. L'économiste Gary Becker, prix Nobel d'économie en 1992, avance l'idée selon laquelle les dépenses de formation contribuent à constituer du capital humain, au même titre que les dépenses d'investissement d'une entreprise introduisent du progrès technique dans le capital technique. En conséquence, la formation représente un facteur essentiel de la productivité du travail que l'Etat et les entreprises prennent de plus en plus en compte.

Le capital humain est un patrimoine constitué des capacités physiques et intellectuelles qu'un individu peut mobiliser pour produire. Ce capital s'accroît grâce à la formation.

Toutefois, le calcul d'une productivité apparente du travail ne doit pas occulter le fait que celle-ci est largement liée à la productivité du capital et à l'innovation.

3. La contribution du facteur capital à la croissance de la production

L'évolution à court terme du volume de travail, et donc de la production, est limitée. En outre, à long terme, cette évolution est faible. Enfin, une plus grande efficacité du facteur travail est tributaire du facteur capital. Mais le capital peut lui-même être plus ou moins productif. Ainsi, l'efficacité du capital s'accroît au fur et à mesure qu'il incorpore des générations nouvelles de progrès technique, grâce à l'investissement qui renouvelle et transforme le stock de capital. L'investissement devient le facteur essentiel de la croissance de la production.

3.1. Le capital, support de progrès technique

3.1.1. La notion de capital

Le mot capital est couramment utilisé dans de multiples sens. La première référence concerne le capital technique, ou le capital fixe au sens de la comptabilité nationale. Il faut entendre par là les installations techniques, les machines, les bâtiments et les logements dont l'utilisation par les agents économiques dépasse l'année, c'est-à-dire l'ensemble des moyens de production de biens et services qui participent à plusieurs cycles de production.

Cependant, d'autres éléments peuvent accroître la production de manière directe ou indirecte. Il en est ainsi de l'ensemble des équipements collectifs, comme du capital humain et culturel. On parle, au total, de capital d'une nation.

3.1.2. L'efficacité du capital

La qualité du facteur capital peut se mesurer tout d'abord par sa productivité. Cette dernière se calcule par le rapport entre la valeur ajoutée produite et le stock de capital fixe nécessaire à cette production. Pour ce calcul on exclut généralement les bâtiments du capital fixe, pour ne considérer que les équipements en matériel, supposés seuls productifs.

La productivité du capital est le rapport entre un volume de production réalisé et le volume de capital nécessaire à cette production.

3.2. L'investissement, source d'accumulation du capital

3.2.1. La notion d'investissement

L'investissement est une dépense immédiate en vue de recettes futures ou d'économie de coûts.

Cette définition, permet d'abord de cerner l'objectif de rentabilité de tout investissement au sens large, qu'il soit financier (achats de titres en bourse par exemple) ou productif.

La comptabilité nationale définit l'investissement productif comme l'ensemble des investissements en capital fixe des entreprises, hors logement. Pour obtenir la formation brute de capital fixe (FBCF), elle ajoute à ce dernier les achats de logements et la constitution d'équipements collectifs qui, eux, ne sont pas destinés à produire d'autres biens de manière directe.

La formation brute de capital fixe, investissement au sens de la comptabilité nationale, comprend la valeur des biens durables acquis au cours d'une période (le mois, l'année) par les entreprises, les ménages et les administrations, et qui sont destinés à être utilisés pendant au moins un an pour produire des biens et services.

Enfin, en retranchant les amortissements de la FBCF, on obtient la formation nette de capital fixe. Ainsi, la définition de l'investissement renvoie clairement à celle du capital : l'investissement renouvelle le stock de capital.

3.2.2. Les différents types d'investissement

Lorsqu'on se réfère à la définition au sens large de l'investissement, on entrevoit l'idée que l'investissement n'est pas seulement matériel mais aussi immatériel.

Les investissements matériels correspondent à la formation brute de capital fixe. On distingue les investissements de remplacement qui renouvellent à l'identique le capital, les investissements d'expansion qui augmentent la capacité de production de l'entreprise, et les investissements de modernisation qui visent à accroître la productivité. En réalité, cette distinction est difficile à observer, un même investissement pouvant à la fois renouveler, moderniser et étendre le capital productif de l'entreprise.

L'investissement immatériel est donc constitué de l'ensemble des dépenses de recherche et développement, de formation, de logiciels et de mercatique, qui ont pour effet de générer des économies de coûts et de recettes futures.

En somme, la croissance de la production apparaît plus comme la conséquence d'une meilleure utilisation des facteurs de production que d'une plus grande utilisation de ceux-ci. En outre, on a pu mettre en évidence le rôle du progrès technique et de sa diffusion, ainsi que l'importance du capital humain. Enfin, en raison d'externalités positives, l'investissement public, lorsqu'il est consacré à la recherche, à la formation et au développement des infrastructures de communications, s'avère être un soutien essentiel de la croissance économique. Il permet en effet de moderniser les structures économiques et plus particulièrement le système productif.

Bibliographie

- Abraham-Frois G. (1996). Economie politique. Economica.
- Albertini J-M., Silem A. (1992). Comprendre les théories économiques. Clés de lecture. Seuil coll.
- Albertini J-M. (2008). Les nouveaux rouages de l'économie. Éditions de l'Atelier.
- Archambault E. (2003). Comptabilité nationale. Ed. Économica.
- Barre R. (1950). La période dans l'analyse économique. Une approche à l'étude du temps. Sedes, Coll. Observation Economique.
- Barre R., Fontanel J. (1993). Principes de politique économique. OPU.
- Barro R. J. (2000). Les facteurs de la croissance économique. Economica.
- Beitoin A. (1995). Analyse économique et histoire des sociétés contemporaines. Armand Colin.
- Benachenhou A. (1981). Introduction à l'économie politique. OPU.
- Beziade M. (1981). La monnaie. Masson.
- Blaug M. (1999). La pensée économique. Economica.
- Braquet L., Mourey D. (2015). Comprendre les fondamentaux de l'économie. Introduction approfondie à l'économie. De Boeck
- Chevalier J-M. (1994). Introduction à l'analyse économique. Éditions la découverte.
- Coriat B. (1976). Science, technique et capital. Le seuil.
- Delas J.P. (1991). Economie contemporaine : faits, concepts et théorie. Ellipses.
- De Monterial T., Fauchart E. (2009). Introduction à l'économie. Dunod.
- Dowidar M.H. (1974). L'économie politique une science sociale. François Maspero.
- Flouzat D. (1984). Economie contemporaine (3 tomes). PUF.
- Friedman M. (1993). La monnaie et ses pièges. Dunod.

- Galbraith K. (1996). L'argent. Gallimard.
- Galbraith K. (1996). La crise économique de 1929. Payot.
- Georgescu-Roegen R. (1970). La science économique, ses problèmes et ses difficultés. Dunod.
- Généreux J. (2014). Introduction à l'économie. Seuil, Coll. Points.
- Hicks J. (1989). Monnaie et marché. *Économica*.
- Hicks J. (1973). Une théorie de l'histoire économique. Le seuil.
- Jaumotte C. (2015). Les mécanismes de l'économie. De Boeck.
- Kahn F. (1984). Monnaie et inflation. *Économica*.
- Keynes J. M. (1971). Essai sur la monnaie. Payot.
- Keynes J. M. (1982). Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. Payot.
- Kheladi M. (2014). Introduction à l'économie politique. OPU.
- Krugman P., Wells R. (2009). Microéconomie. De Boeck.
- Krugman P., Wells R. (2009). Macroéconomie. De Boeck.
- Labaronne D. (1998). Economie générale 1re année. Éditions du Seuil, Paris.
- Longatte, J., Vanhove. P. (2001). Economie générale. BTS IUT AES Ecoles de commerce. Dunod.
- Longatte J., Vanhove P. (2016). Economie générale en 36 fiches. Dunod, Paris.
- Malinvaud E. (1991). Voies de la recherche macroéconomique. Odile Jacob, Paris.
- Malinvaud E. (1973). Induction et science économique. Journal de la société statistique de Paris, tome 114, p 266-278. http://www.numdam.org/item/JSFS_1973__114__266_0/
- Mankiw G. (2013). Principes de l'économie. De Boeck.
- Samuelson P. S. (1982). L'économique 1. Armand Colin.
- Samuelson P. S., Nordhaus W., (2000). Economie. *Économica*.

Sloman J., Wride A. (2013). Principes d'économie. Éditions Pearson.

Stiglitz J. E., Walsh C. E., Lafay J-D. (2007). Principes d'économie moderne. De Boeck, Bruxelles.

Vaté M. (1999). Leçons d'économie politique. Economica, Paris.

Vuaridel R. (1959). Le rôle du temps et de l'espace dans le comportement économique. Revue économique, n°6, pp 809-837.

Table des matières

Introduction générale	2
Chapitre 1 : Objet d'étude et méthode de la science économique	5
1. L'objet de la science économique	5
1.1. Définitions de l'économie	5
1.1.1. L'économie comme science des richesses	6
1.1.2. L'économie comme science de l'échange marchand	7
1.1.3. L'économie, science des choix efficaces	8
1.2. Définitions de synthèse	9
1.3. Distinction de l'économie des autres sciences humaines	10
2. Le raisonnement économique	10
2.1. Arbitrages	11
2.2. Incitations	12
2.3. Echange	13
2.4. Information	14
2.5. Distribution	16
3. Les méthodes de l'économie	17
3.1. Hypothèses, lois et modèles en science économique	17
3.2. Le mode de raisonnement	18
3.2.1. La méthode déductive	18
3.2.2. La méthode inductive	19
3.3. La démarche retenue	19

3.3.1. La démarche positive	20
3.3.2. La démarche normative	20
3.4. Les différents niveaux d'analyse	20
3.4.1. La perspective microéconomique	20
3.4.2. L'analyse macroéconomique	22
3.4.3. L'analyse méso économique	25
3.4.4. Les fondements microéconomiques de la macroéconomie	25
3.5. Le rôle du temps dans l'analyse économique	26
3.5.1. L'analyse statique	26
3.5.2. L'analyse dynamique	26
3.5.3. L'analyse ex ante	27
3.5.4. L'analyse ex post	27
4. Les limites de l'analyse économique	27
Chapitre 2 : Les problèmes économiques fondamentaux	30
1. Les trois problèmes de l'organisation économique	30
1.1. Que produire ? quelles marchandises sont produites et en quelles quantité ?.....	30
1.1.1. Notion de besoin	31
1.1.2. Notion de biens	33
1.1.3. La notion de choix	36
1.2. Comment produire ? Comment les biens sont-ils produits ?	36
1.2.1. Les enjeux de la production en situation de rareté	37
1.2.2. La notion de production	38

1.3. Pour qui produire ? pour qui les biens sont-ils produits ? comment les biens et services sont-ils répartis ?	39
1.3.1. La distribution des biens et des services	39
1.3.2. La répartition du revenu	40
2. Les choix technologiques ouverts à toute société	42
2.1. Moyens de production et produits	43
2.1.1. Les ressources naturelles	43
2.1.2. Le travail	43
2.1.3. Les ressources en capital	44
2.2. Le coût d'opportunité et efficacité	44
Chapitre 3 : Les interdépendances entre les acteurs et les principales opérations économiques.....	47
1. Les secteurs institutionnels	47
1.1. La notion d'agent économique	47
1.2. Unité institutionnelle et secteur institutionnel	48
2. Les catégories d'agents économiques	48
2.1. Les sociétés et quasi- sociétés non financières (SQS)	49
2.2. Les institutions financières (SF)	49
2.3. Les ménages	49
2.4. Les administrations publiques (APU)	50
2.5. Les administrations privées	51
2.6. Les entreprises d'assurance	51
2.7. Le reste du monde (RDM)	51
3. Les flux économiques regroupés par opérations économiques	53
3.1. Les opérations sur biens et services	53
3.2. Les opérations de répartition	54
3.3. Les opérations financières	55

4. Les interdépendances et représentation des opérations des agents économiques	56
4.1. La représentation des opérations par le circuit économique	56
4.2. Les comptes des secteurs institutionnels	58
Chapitre 4 : La monnaie	59
1. La nature de la monnaie	59
1.1. La monnaie : définitions et fonctions	60
1.1.1. Les conceptions fonctionnelles	61
1.1.2. L'approche anthropologique	62
1.2. Les formes de la monnaie	62
1.2.1. De la monnaie marchandise à la monnaie métallique	63
1.2.2. La monnaie papier	64
1.2.3. La monnaie scripturale	65
1.2.4. La quasi-monnaie et la notion de liquidité	65
1.2.5. La monnaie électronique	66
1.3. La masse monétaire	67
1.3.1. Les agrégats monétaires	68
1.3.2. L'évolution et les transformations	68
2. Les débats autour du rôle de la monnaie et de la demande d'encaisses	69
2.1. L'approche classique et néo- classique	70
2.1.1. L'analyse classique : de la neutralité de la monnaie à la loi des débouchés	70
2.1.2. L'analyse néo-classique	72
2.1.3. La demande de monnaie et l'effet d'encaisse réelle	73
2.2. L'encaisse active dans l'analyse keynésienne	75
2.2.1. La préférence pour la liquidité	75
2.2.2. L'instabilité de la demande de monnaie	77
2.3. L'analyse de Friedman	78
2.3.1. Le revenu permanent.....	78

2.3.2. La stabilité de la demande chez Friedman	79
3. L'offre de monnaie	80
3.1. Le processus de création monétaire	81
3.1.1. La création monétaire par les banques	81
3.1.2. Les autres acteurs dans la création monétaire	82
3.2. Le rôle de la Banque centrale : réguler et contrôler	83
3.2.1. La nécessité d'une Banque centrale	83
3.2.2. Les limites de la création monétaire	84
Chapitre 5 : La croissance de la production et ses facteurs	85
1. La croissance de la production : définitions et mesure	85
1.1. Définitions de la croissance et du développement	85
1.1.1. La croissance de la production à court et à long terme	85
1.1.2. Le développement et le progrès	86
1.2. La mesure de la croissance de la production	87
1.2.1. Les indicateurs de la croissance	87
1.2.2. Les irrégularités de la croissance de la production	91
2. La contribution du facteur travail à la croissance de la production	92
2.1. Les aspects quantitatifs du facteur travail	92
2.1.1. La population active	92
2.1.2. La durée du travail	92
2.1.3. Les causes de l'évolution du volume du travail	93
2.2. Les aspects qualitatifs du facteur travail	94
2.2.1. La qualité du facteur travail	94
2.2.2. Les explications de l'évolution de la qualité du facteur travail	94
2.2.3. Les sources d'amélioration de la qualité du facteur travail	95
3. La contribution du facteur capital à la croissance de la production	95
3.1. Le capital, support de progrès technique	96

3.1.1. La notion de capital	96
3.1.2. L'efficacité du capital	96
3.2. L'investissement, source d'accumulation du capital	96
3.2.1. La notion d'investissement	96
3.2.2. Les différents types d'investissement	97
Bibliographie	98
Table des matières	101